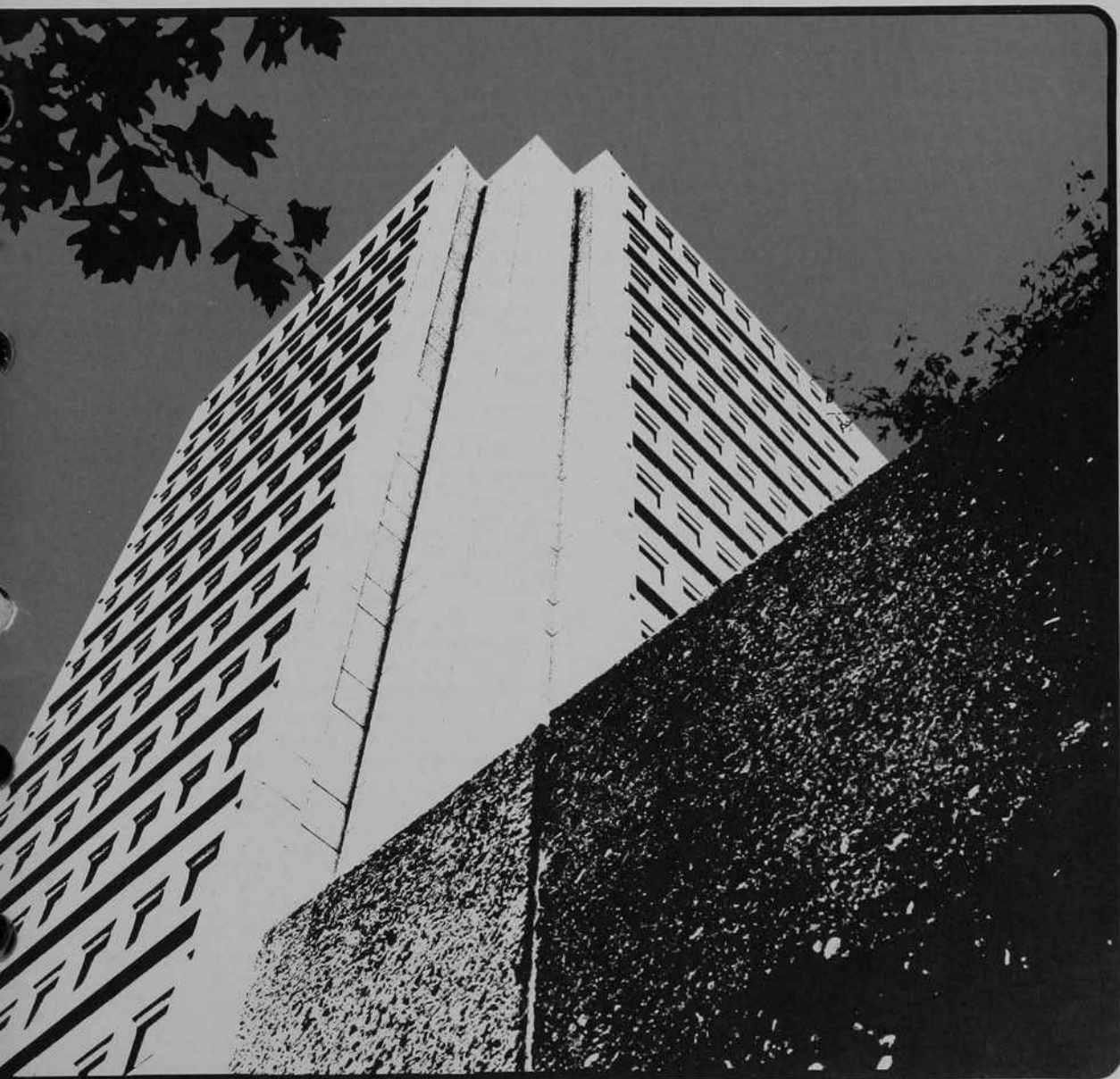


LOIS ET RÈGLEMENTS  
PARTIE 2  
LAWS AND  
REGULATIONS

108<sup>e</sup> ANNÉE  
12 MAI 1976  
No 23

 **GAZETTE  
OFFICIELLE  
DU QUÉBEC**  
OFFICIAL  
GAZETTE



## PARTIE 2

### AVIS AU LECTEUR

La *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est publiée en vertu de la Loi sur la Législature (S.R.Q. 1964, ch. 6 et am.) et du Règlement concernant la *Gazette officielle du Québec* (A.C. 3213-72), au moins les deuxième et quatrième mercredis de chaque mois.

La Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édition de normes générales et impersonnelles. On insère également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Il est possible d'obtenir un tiré-à-part de tout règlement ou de tout texte réglementaire publié dans le présent numéro en s'adressant à l'Éditeur officiel du Québec qui indiquera le tarif sur demande.

On peut consulter la *Gazette officielle du Québec* Partie 2, dans la plupart des bibliothèques.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est de \$30 et le prix d'un exemplaire de \$1.00. Prière d'adresser les commandes à l'Éditeur officiel du Québec, Québec.

L'Éditeur officiel du Québec,  
CHARLES-HENRI DUBÉ.

Pour toute demande de renseignements concernant la publication d'avis, veuillez communiquer avec:

Georges LAPIERRE  
*Gazette officielle du Québec*  
Tél.: (418) 643-5195

Tirés-à-part ou abonnements:  
Tél.: (418) 643-5150

Adresser toute correspondance au bureau de

**l'Éditeur officiel du Québec,  
Cité Parlementaire,  
Québec G1N 2C9, P.Q.**

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)  
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

## PART 2

### NOTICE TO READERS

The *Québec Official Gazette* is published under the authority of the Legislature Act (R.S.Q. 1964, ch. 6 and am.) and the Regulation respecting the *Québec Official Gazette* (O.C. 3213-72) on at least the second and fourth Wednesday of each month.

Part 2 of the *Québec Official Gazette* contains all instruments of a legislative nature, namely the acts of the National Assembly and all statutory instruments made by Order in Council, decree or ordinance, or any other instrument concerning the enactment of general and impersonal rules. Every proclamation enforcing all or part of an act is also inserted in this Part. Thus, the object of Part 2 is the publication in one edition of legislative instruments only.

Each regulation or statutory instrument published in this number may be obtained as a separate reprint from the Québec Official Publisher who will quote rates on request.

The *Québec Official Gazette* Part 2 is available in most libraries for consultation.

The cost of an annual subscription to the *Québec Official Gazette* Part 2 is \$30, and single issues \$1.00. Orders should be addressed to the Québec Official Publisher, Québec.

CHARLES-HENRI DUBÉ,  
*Québec Official Publisher.*

For information concerning the publication of notices, please call:

Georges LAPIERRE  
*Québec Official Gazette*  
Tél.: (418) 643-5195

Off-prints or subscription rates:  
Tél.: (418) 643-5150

All correspondence should be sent to the office of the

**Québec Official Publisher,  
Parliament Buildings,  
Québec G1N 2C9, P.Q.**

## LOIS ET RÈGLEMENTS

## LAWS AND REGULATIONS

## Textes réglementaires

## Statutory instruments

**A.C. 4506-75**, 8 octobre 1975  
Règ. 76-197, 13 avril 1976

**O.C. 4506-75**, 8 October 1975  
Reg. 76-197, 13 April 1976

LOI SUR LES RÉSERVES ÉCOLOGIQUES  
(1974, c. 29)

ACT RESPECTING ECOLOGICAL RESERVES  
(1974, c. 29)

**Rivière du Moulin — Réserve écologique**

**Rivière du Moulin — Ecological reserve**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT la création de la réserve écologique de la Rivière du Moulin.

RESPECTING the creation of the ecological reserve of Rivière du Moulin.

ATTENDU QUE la Loi sur les réserves écologiques, sanctionnée le 13 décembre 1974 (1974, c. 29), prévoit, à l'article 2, la constitution en réserve écologique, par le lieutenant-gouverneur en conseil, de tout territoire composé de terres publiques;

WHEREAS section 2 of the Act respecting ecological reserves, assented to on 13 December 1974 (1974, c. 29), provides that the Lieutenant-Governor in Council may establish as an ecological reserve any territory composed of public lands;

ATTENDU QU'il existe dans le district électoral de Lotbinière un terrain vacant, localisé sur une partie du lot 223-1 dans la paroisse de Saint-Louis-de-Lotbinière, d'une superficie de 2.95 hectares, qui comporte des caractéristiques bio-physiques exceptionnelles;

WHEREAS there is vacant land in the electoral district of Lotbinière located on a part of lot 223-1 in the parish of Saint-Louis-de-Lotbinière, containing 2.95 hectares, which has exceptional biophysical characteristics;

ATTENDU QUE le terrain mentionné ci-dessus et dont la localisation apparaît sur le plan annexé au présent arrêté en conseil faisait autrefois partie de la seigneurie de Lotbinière et qu'il a été réintégré dans le domaine public à l'occasion du dépôt d'un avis d'expropriation au bureau d'enregistrement de Lotbinière à Sainte-Croix le premier septembre 1967;

WHEREAS the land mentioned above and situate as shown on the plan annexed to this Order in Council was formerly part of the Seigniorship of Lotbinière and whereas it was reintegrated into the public domain upon the filing of a notice of expropriation at the Lotbinière Registry Office, in Sainte-Croix, on the first of September 1967;

ATTENDU QU'il importe de conserver ledit terrain à l'état naturel en vue de le réserver à la recherche scientifique et, s'il y a lieu, à l'éducation;

WHEREAS it is important to preserve the said land in its natural state in order to reserve it for scientific research and, if need be, for education;

ATTENDU QU'il est dans l'intérêt général de la province de réserver ce territoire pour des fins de protection intégrale;

WHEREAS it is in the general interest of the province to reserve this territory in order that it remain untouched;

ATTENDU QUE les ministères et organismes du Gouvernement du Québec ont été informés de l'intention d'ériger ce terrain en réserve écologique et qu'un avis favorable a été émis par le Comité interministériel de l'Aménagement du territoire le 9 septembre 1975 et par la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Lotbinière le 2 septembre 1975;

WHEREAS the departments and bodies of the Government of the province of Québec have been informed of the intention to erect this land into an ecological reserve and whereas a favorable opinion on the territory was given by the Interdepartmental Committee on Planning on 9 September 1975 and by the Municipality of the Parish of Saint-Louis-de-Lotbinière on 2 September 1975;

ATTENDU QUE le Conseil consultatif des réserves écologiques du Québec, formé par l'arrêté en conseil numéro 787-75, a donné un avis favorable à la constitution dudit territoire en réserve écologique.

WHEREAS the Advisory Board on Ecological Reserves of Québec, formed under Order in Council 787-75, has given a favorable opinion on the establishment of the said territory as an ecological reserve.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre des Terres et Forêts:

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests:

QUE le terrain précité soit constitué en réserve écologique sous le nom de «Réserve écologique de la Rivière du Moulin» portant le numéro 001-03-1975;

QUE le territoire réservé soit aménagé et protégé conformément aux dispositions de la Loi sur les réserves écologiques;

QU'une zone tampon d'une largeur de trente mètres soit établie à l'intérieur du périmètre de la réserve où la circulation pour fins d'observation pourra être autorisée par le Ministre des Terres et Forêts et où, en bordure de la route 132, le Ministère des Transports pourra réaliser les améliorations indispensables à l'entretien du chemin.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GUY COULOMBE.

1089-o

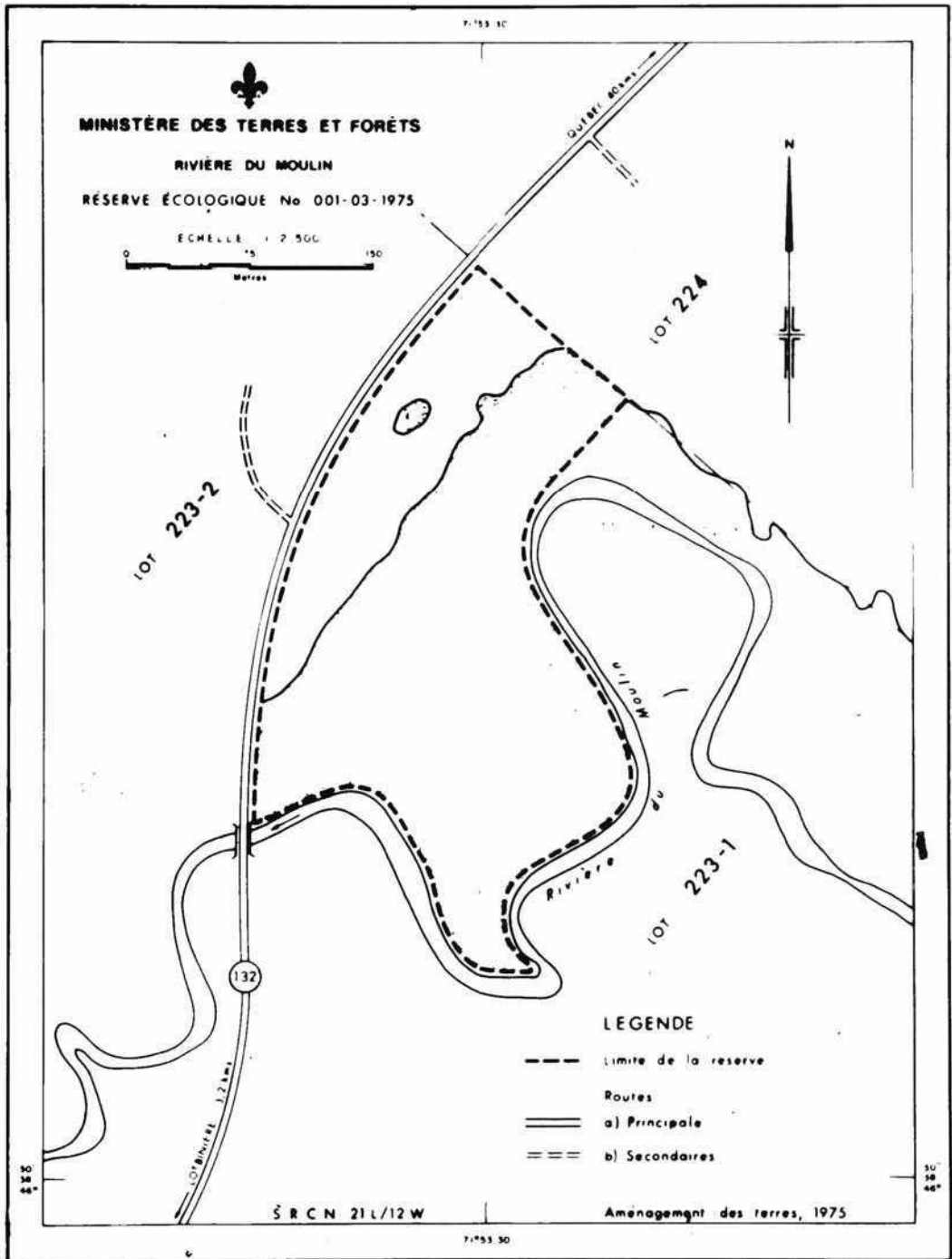
THAT the aforesaid land be established as an ecological reserve under the name of "Ecological reserve of Rivière du Moulin", bearing number 001-03-1975;

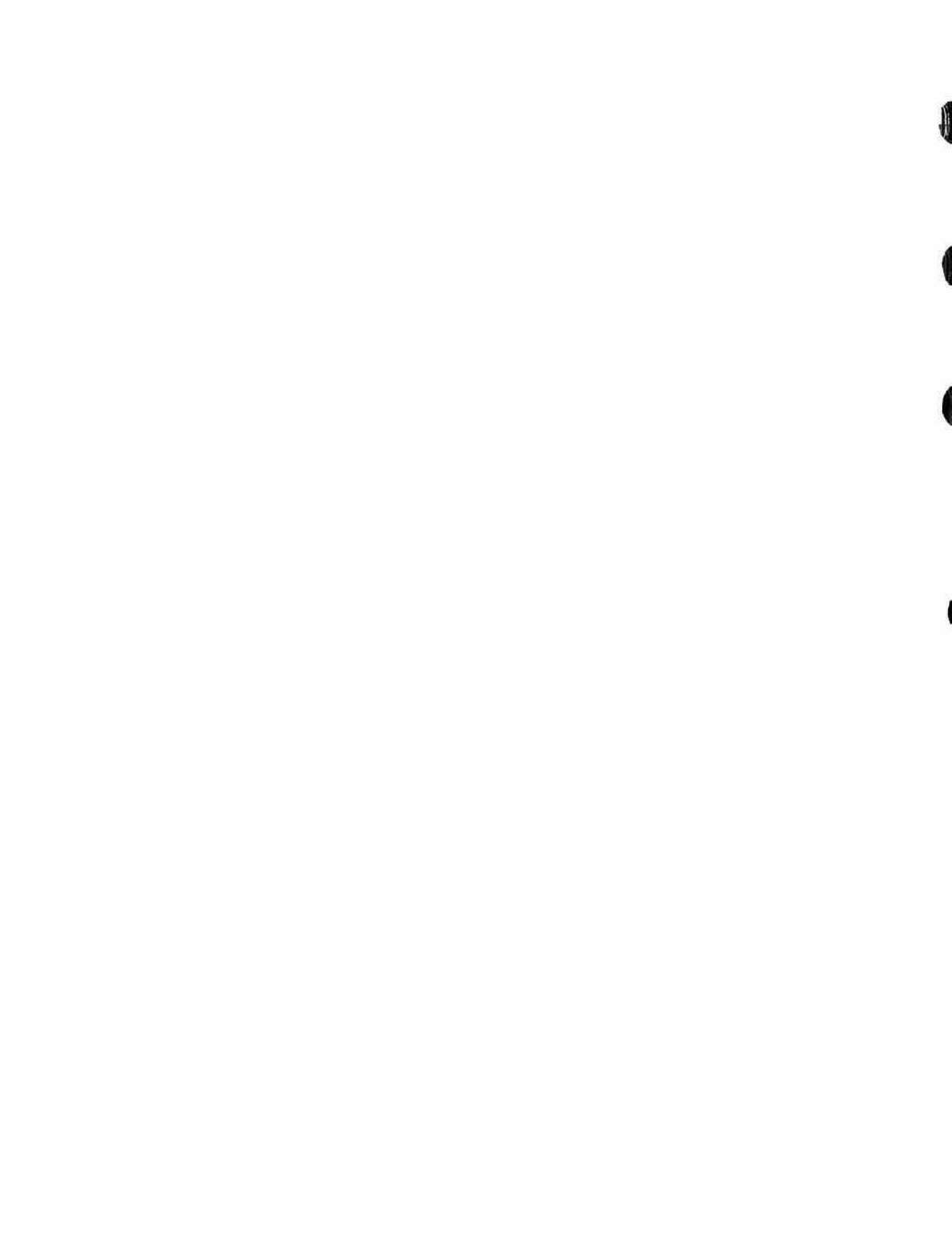
THAT the territory reserved be planned and protected in accordance with the provisions of the Act respecting ecological reserves;

THAT a buffer zone of a width of thirty metres be established within the perimeter of the reserve where traffic for observation purposes may be authorized by the Minister of Lands and Forests and where, alongside highway 132, the Department of Transport may make the improvements indispensable to the maintenance of the road.

GUY COULOMBE,  
*Clerk of the Executive Council.*

1089-o





**A.C. 1423-76**, 21 avril 1976  
Règ. 76-213, 27 avril 1976

LOI DE L'AIDE AU DÉVELOPPMENT  
INDUSTRIEL DU QUÉBEC  
(1971, c. 64)

**Règlement — Modification**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un règlement modifiant le règlement 4.06 des règlements concernant l'aide au développement industriel du Québec.

ATTENDU QUE l'article 48 de la Loi de l'aide au développement industriel du Québec (1971, c. 64) donne au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de faire des règlements touchant certains sujets ayant trait à l'application de ladite loi;

ATTENDU QU'en vertu dudit article, des règlements ont été adoptés par l'arrêté en conseil numéro 1955 du 1er juin 1971, lesquels règlements publiés dans la *Gazette officielle du Québec* du 5 juin 1971 ont été subséquentement modifiés;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier à nouveau les règlements concernant l'aide au développement industriel du Québec.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Industrie et du commerce:

QUE le «Règlement modifiant le règlement 4.06 des règlements concernant l'aide au développement industriel du Québec» tel que rédigé en annexe soit adopté.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GUY COULOMBE.

**Règlement modifiant le règlement 4.06 des règlements concernant l'aide au développement industriel du Québec**

**1.** Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 48 de la Loi de l'aide au développement industriel du Québec (1971, c. 64).

**2.** Le règlement 4.06 des règlements sur l'aide au développement industriel du Québec est abrogé.

**3.** Le présent règlement entrera en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

1086-o

**O.C. 1423-76**, 21 April 1976  
Reg. 76-213, 27 April 1976

QUÉBEC INDUSTRIAL DEVELOPMENT  
ASSISTANCE ACT  
(1971, c. 64)

**Regulation — Amendment**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a Regulation amending Regulation 4.06 of the Regulations respecting assistance for the industrial development of Québec.

WHEREAS under section 48 of the Québec Industrial Development Assistance Act (1971, c. 64), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations respecting certain matters to be administered by the said Act;

WHEREAS under the said section, Regulations were made under Order in Council 1955 dated 1 June 1971, which Regulations published in the *Québec Official Gazette* of 5 June 1971 have been subsequently amended;

WHEREAS it is expedient to further amend the Regulations respecting assistance for the industrial development of Québec.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Industry and Commerce:

THAT the "Regulation amending Regulation 4.06 of the Regulations respecting assistance for the industrial development of Québec" be adopted in accordance with the text annexed hereto.

GUY COULOMBE,  
*Clerk of the Executive Council.*

**Regulation amending Regulation 4.06 of the Regulations respecting assistance for the industrial development of Québec**

**1.** This Regulation is made under section 48 of the Québec Industrial Development Assistance Act (1971, c. 64).

**2.** Regulation 4.06 of the Regulations respecting assistance for the industrial development of Québec is revoked.

**3.** This Regulation shall come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

1086-o



**A.C. 1490-76**, 21 avril 1976  
Règ. 76-216, 27 avril 1976

LOI CONCERNANT LES MESURES  
ANTI-INFLATIONNISTES  
(1975, c. 16)

**Régie des mesures anti-inflationnistes — Siège social**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le siège social de la Régie des mesures  
anti-inflationnistes.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 25 de la Loi concernant les mesures anti-inflationnistes (1975, c. 16), il a été institué une Régie des mesures anti-inflationnistes;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 30 de la Loi concernant les mesures anti-inflationnistes la Régie doit avoir son siège social dans la Ville de Québec ou dans celle de Montréal, selon que le décide le lieutenant-gouverneur en conseil par un arrêté en conseil qui entre en vigueur sur publication dans la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu que soit déterminé le siège social de la Régie des mesures anti-inflationnistes.

IL EST ORDONNÉ sur la recommandation du Ministre responsable de l'application de la Loi concernant les mesures anti-inflationnistes:

QUE, sous l'autorité de l'article 30 de la Loi concernant les mesures anti-inflationnistes (1975, c. 16), le siège social de la Régie des mesures anti-inflationnistes soit situé en la Ville de Québec, à tout endroit que la Régie des mesures anti-inflationnistes fixe quand elle le juge à propos.

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GUY COULOMBE.

1085-o

**O.C. 1490-76**, 21 April 1976  
Reg. 76-216, 27 April 1976

ACT RESPECTING ANTI-INFLATION  
MEASURES  
(1975, c. 16)

**Inflation Control Commission — Head office**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the head office of the Inflation Control  
Commission.

WHEREAS an Inflation Control Commission was established under section 25 of the Act respecting anti-inflation measures (1975, c. 16);

WHEREAS under section 30 of the Act respecting anti-inflation measures, the Commission must have its head office in the City of Québec or in the City of Montreal as the Lieutenant-Governor in Council may decide by an Order in Council which shall come into force upon publication in the *Québec Official Gazette*;

WHEREAS it is now expedient to determine where the head office of the Inflation Control Commission will be situated;

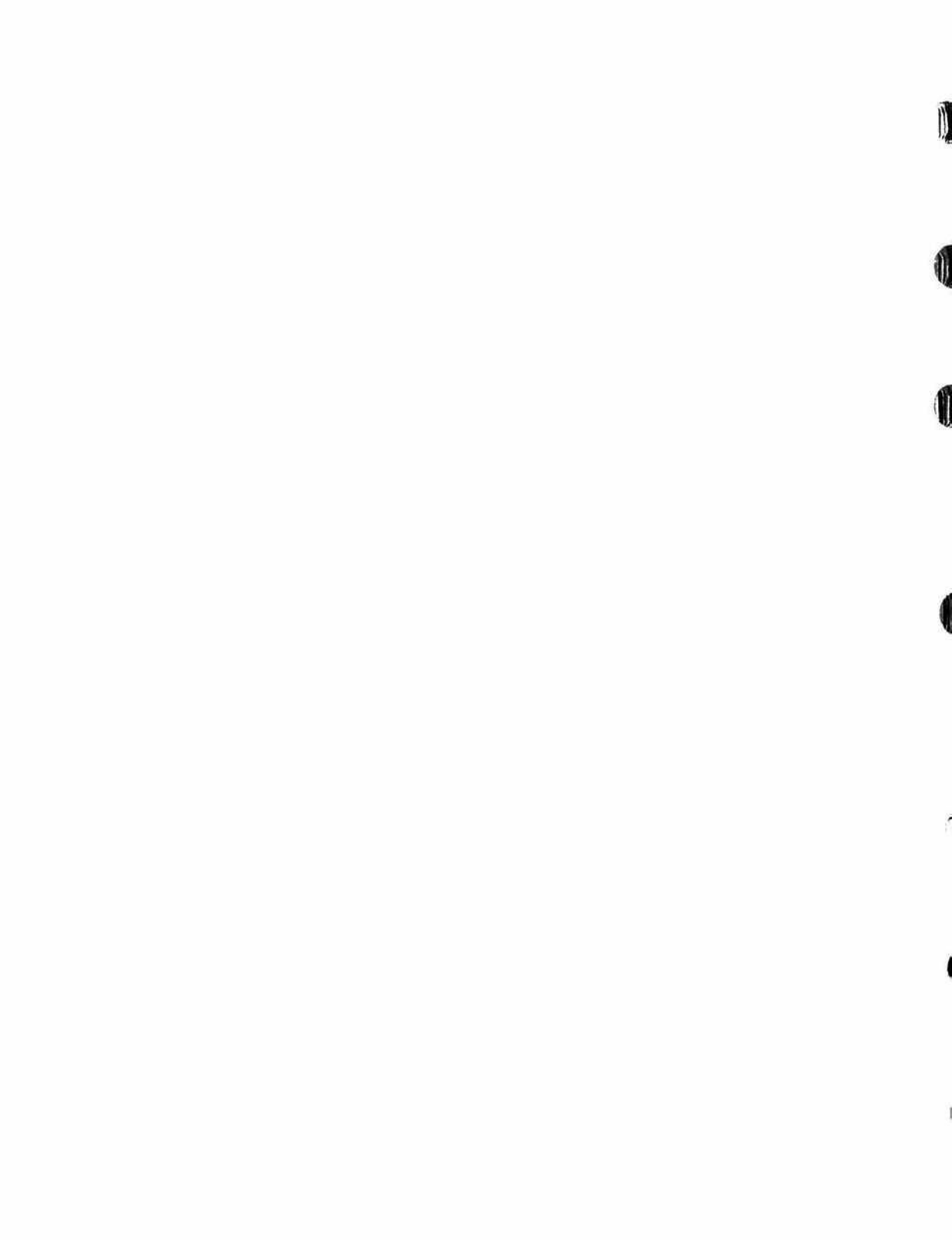
IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister responsible for the application of the Act respecting anti-inflation measures:

THAT, pursuant to section 30 of the Act respecting anti-inflation measures (1975, c. 16), the head office of the Inflation Control Commission be situated in the City of Québec, at any place deemed appropriate by the Inflation Control Commission.

THAT this Order in Council come into force on the day of its publication in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,  
*Clerk of the Executive Council.*

1085-o



## Avis

## Notices

## AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS  
(1973, c. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le «Règlement concernant les affaires du Bureau et les assemblées générales» adopté par le Bureau de la Corporation professionnelle des conseillers d'orientation du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 28 janvier 1976, aux pages 1249 à 1252, a été approuvé le 14 avril 1976, en vertu de l'arrêté en conseil no 1406-76 apparaissant ci-dessous avec le texte du règlement tel qu'il a été approuvé.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le ministre responsable de l'application  
des lois professionnelles,  
BERNARD LACHAPELLE.*

**A.C. 1406-76**, 14 avril 1976  
Règ. 76-212, 20 avril 1976

CODE DES PROFESSIONS  
(1973, c. 43)

**Affaires du Bureau et assemblées générales —  
Conseillers d'orientation**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement concernant les affaires du Bureau et les assemblées générales de la Corporation professionnelle des conseillers d'orientation du Québec.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 91 du Code des professions (1973, c. 43), le Bureau de la Corporation professionnelle des conseillers d'orientation du Québec doit, par règlement, fixer le quorum des assemblées générales des membres de la corporation;

ATTENDU qu'en vertu des paragraphes *a* et *k* de l'article 92 dudit Code, ledit Bureau peut, par règlement, établir des règles concernant la conduite de ses affaires et imposer à ses membres un serment de discrétion;

ATTENDU QUE ledit Bureau, sous l'autorité desdits articles, a adopté un «Règlement concernant les affaires du Bureau et les assemblées générales»;

## NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE  
(1973, c. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that the "Regulation respecting the carrying out of the business of the Bureau and the general meetings" made by the Bureau of the Professional Corporation of Guidance Counsellors of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 28 January 1976, pages 1249 to 1252, was approved on 14 April 1976 under Order in Council 1406-76, a copy of which is annexed hereto with the text of the Regulation as it was approved.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

*BERNARD LACHAPELLE,  
Minister responsible for the application  
of the laws respecting the professions.*

**O.C. 1406-76**, 14 April 1976  
Reg. 76-212, 20 April 1976

PROFESSIONAL CODE  
(1973, c. 43)

**Business of the Bureau and general meetings —  
Guidance Counsellors**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation respecting the carrying out of the business of the Bureau and the general meetings of the Professional Corporation of Guidance Counsellors of Québec.

WHEREAS under section 91 of the Professional Code (1973, c. 43), the Bureau of the Professional Corporation of Guidance Counsellors of Québec must, by regulation, fix the quorum for general meetings of members of the corporation;

WHEREAS under paragraphs *a* and *k* of section 92 of the said Code, the said Bureau may, by regulation, establish rules for the carrying out of its business and impose upon its members and oath of secrecy;

WHEREAS the said Bureau, pursuant to the said sections, made a "Regulation respecting the carrying out of the business of the Bureau and the general meetings";

ATTENDU QUE, conformément au premier alinéa de l'article 93 dudit Code, ledit règlement a été publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 28 janvier 1976, aux pages 1249 à 1252, avec avis qu'il sera soumis au lieutenant-gouverneur en conseil pour approbation au moins trente jours après cette publication;

ATTENDU QU'IL y a lieu d'approuver ledit règlement tel qu'il a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable de l'application des lois professionnelles:

QUE le règlement en annexe du présent arrêté en conseil soit approuvé sous le titre de «Règlement concernant les affaires du Bureau et les assemblées générales».

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GUY COULOMBE.

## Règlement concernant les affaires du Bureau et les assemblées générales

### Section 1

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01** Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 91 et des paragraphes *a* et *k* de l'article 92 du Code des professions (1973, c. 43).

**1.02** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient:

- a) «corporation»: la Corporation professionnelle des conseillers d'orientation du Québec;
- b) «membre»: une personne inscrite au tableau de la corporation.

**1.03** La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, c. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### Section 2

#### ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ET QUORUM

**2.01** Les assemblées générales annuelles se tiennent à l'endroit, à la date et à l'heure fixés par le Bureau.

**2.02** Le quorum des assemblées générales est fixé à 35 membres.

WHEREAS, in accordance with the first paragraph of section 93 of the said Code, the said Regulation was published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 28 January 1976, pages 1249 to 1252, with a notice that it would be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval at least thirty days after such publication;

WHEREAS it is expedient that the said Regulation as published in the *Québec Official Gazette* be approved:

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for the application of the laws respecting the professions:

THAT the Regulation entitled "Regulation respecting the carrying out of the business of the Bureau and the general meetings", a copy of which is annexed hereto, be approved.

GUY COULOMBE,  
*Clerk of the Executive Council.*

## Regulation respecting the carrying out of the business of the Bureau and the general meetings

### Division 1

#### GENERAL PROVISIONS

**1.01** This Regulation is made under section 91 and paragraphs *a* and *k* of section 92 of the Professional Code (1973, c. 43).

**1.02** In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words mean:

- (a) "corporation": the Professional Corporation of Guidance Counsellors of Québec;
- (b) "member": a person entered on the roll of the corporation.

**1.03** The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, c. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

### Division 2

#### GENERAL MEETINGS AND QUORUM

**2.01** The annual general meetings shall be held at the place, date and hour fixed by the Bureau.

**2.02** The quorum for general meetings is fixed at 35 members.

**2.03** L'avis de convocation à une assemblée générale est adressé à chaque membre, à l'adresse qui apparaît au tableau de la corporation au moment où l'avis est envoyé.

**2.04** Les assemblées générales spéciales se tiennent à l'endroit, à la date et à l'heure que le président, le comité administratif ou le Bureau détermine.

**2.05** Dans les assemblées générales, les décisions se prennent à la majorité des voix des membres présents. Au cas d'égalité des voix, le président de l'assemblée donne un vote prépondérant.

### Section 3

#### BUREAU

**3.01** Lors de la désignation des membres du comité administratif, les membres élus du Bureau élisent parmi eux un vice-président qui devient d'office membre du comité administratif.

**3.02** Les réunions ordinaires du Bureau se tiennent au siège social de la corporation, ou à tout autre endroit déterminé par le comité administratif, qui en fixe aussi la date et l'heure.

**3.03** Les réunions extraordinaires du Bureau se tiennent au siège social, ou à tout autre endroit déterminé par le comité administratif ou le président, qui en fixe également la date et l'heure.

**3.04** Le secrétaire doit faire parvenir à chaque administrateur, au moins 10 jours avant la réunion, un avis indiquant l'endroit, la date et l'heure de la réunion, ainsi que l'ordre du jour.

**3.05** En cas d'urgence, le président de la corporation peut convoquer une réunion du Bureau aux conditions suivantes:

- a) que tous les administrateurs soient avertis par téléphone ou télégramme au moins 3 jours avant la réunion; et
- b) que tous les administrateurs absents lors de cette réunion reconnaissent avoir été convoqués conformément au paragraphe a.

**3.06** Nonobstant les articles 3.04 et 3.05, une réunion du Bureau est considérée comme régulièrement tenue lorsque tous les administrateurs sont présents et renoncent à l'avis de convocation.

**2.03** The notice of convocation to a general meeting shall be sent to each member at the address indicated on the roll of the corporation at the time when the notice is sent.

**2.04** The special general meetings shall be held at the place, date and hour determined by the president, the administrative committee or the Bureau.

**2.05** At the general meetings, the decisions shall be taken by majority vote of the members present. In the case of a tie-vote, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

### Division 3

#### THE BUREAU

**3.01** Upon the designation of the members of the administrative committee, the elected members of the Bureau shall elect from among themselves a vice-president who becomes *ex-officio* a member of the administrative committee.

**3.02** The regular meetings of the Bureau shall be held at the corporate seat of the corporation, or at any other place determined by the administrative committee, which shall also fix the date and hour thereof.

**3.03** The special meetings of the Bureau shall be held at the corporate seat, or at any other place determined by the administrative committee or the president, who shall also fix the date and hour thereof.

**3.04** The secretary must forward to each director, at least 10 days prior to the meeting, a notice indicating the place, date and hour of the meetings, as well as the agenda.

**3.05** In case of emergency, the president of the corporation may convene a meeting of the Bureau provided that:

- (a) all the directors are notified by telephone or telegram at least 3 days before the meeting; and
- (b) all the directors absent from the meeting acknowledge that they have been convened in accordance with paragraph a.

**3.06** Notwithstanding sections 3.04 and 3.05, a meeting of the Bureau shall be deemed to be regularly held if all the directors are present and waive the notice of convocation.

## Section 4

## SERMENT DE DISCRÉTION

**4.01** Les membres du Bureau prêtent le serment ou l'affirmation de discrétion, selon la formule prévue à l'annexe II du Code des professions.

## Section 5

## COMITÉ ADMINISTRATIF

**5.01** Le Bureau délègue au comité administratif tous ses pouvoirs, sauf ceux qu'il exerce par règlement.

**5.02** Le secrétaire de la corporation agit comme secrétaire du comité administratif et n'a pas droit de vote.

**5.03** Le comité administratif est convoqué au moyen d'un avis écrit accompagné de l'ordre du jour expédiés au moins 5 jours avant la date de la réunion.

**5.04** En cas d'urgence, le président peut convoquer une réunion du comité administratif aux conditions suivantes:

- a) que tous les membres du comité administratif soient avertis par téléphone ou télégramme au moins 2 jours avant la réunion; et
- b) que tous les membres du comité administratif absents lors de cette réunion reconnaissent avoir été convoqués conformément au paragraphe a.

**5.05** Nonobstant les articles 5.03 et 5.04, une réunion du comité administratif est considérée comme régulièrement tenue, si tous les membres du comité administratif sont présents et renoncent à l'avis de convocation.

**5.06** En cas d'absence du président de la corporation, le vice-président préside les réunions du comité administratif.

**5.07** Toutes les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents; au cas d'égalité, le président de la réunion donne un vote prépondérant.

## Section 6

## ALLOCATION ET RÉMUNÉRATION

**6.01** Les administrateurs élus ou nommés et les membres des comités de la corporation ont droit lorsqu'ils assistent à une réunion à une allocation pour frais de déplacement et de séjour. Une somme forfaitaire peut également leur être versée.

## Division 4

## OATH OF DISCRETION

**4.01** The members of the Bureau shall take the oath or affirmation of discretion, in accordance with the form prescribed in Schedule II to the Professional Code.

## Division 5

## ADMINISTRATIVE COMMITTEE

**5.01** The Bureau shall delegate to the administrative committee all its powers, except those which it exercises by regulation.

**5.02** The secretary of the corporation shall act as the secretary of the administrative committee, but shall not be entitled to vote.

**5.03** The administrative committee shall be convened by means of a written notice accompanied with the agenda sent at least 5 days before the date of the meeting.

**5.04** In case of emergency, the president may convene a meeting of the administrative committee provided that:

- a) all the members of the administrative committee are notified by telephone or telegram at least 2 days before the meeting; and
- b) all the members of the administrative committee absent from that meeting acknowledge that they have been convened in accordance with paragraph a.

**5.05** Notwithstanding sections 5.03 and 5.04, a meeting of the administrative committee shall be deemed to be regularly held if all the members of the administrative committee are present and waive the notice of convocation.

**5.06** Where the president of the corporation is absent, the vice-president shall preside over the meetings of the administrative committee.

**5.07** All the decisions shall be taken by majority vote of the members present; in the case of a tie-vote, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

## Division 6

## ALLOWANCE AND REMUNERATION

**6.01** The elected or appointed directors and the members of the committees of the corporation shall be entitled, when they attend a meeting, to an allowance for travel and room and board expenses. A lump sum may also be paid to them.

**6.02** Les sommes visées à l'article 6.01 sont déterminées par le Bureau.

**Section 7**

**DISPOSITION DIVERSE**

**7.01** Sous réserve du Code des professions, les questions de procédure non prévues au présent règlement, sont régies *mutatis mutandis* par les règles contenues dans V. Morin, *Procédure des assemblées délibérantes*, dernière édition.

**Section 8**

**DISPOSITION FINALE**

**8.01** Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**6.02** The sums contemplated in section 6.01 shall be determined by the Bureau.

**Division 7**

**MISCELLANEOUS PROVISION**

**7.01** Subject to the Professional Code, the questions of procedure which are not prescribed in this Regulation are governed *mutatis mutandis* by the rules contained in "Chairman's and Debater's Guide in Deliberative Assemblies", V. Morin, latest edition.

**Division 8**

**FINAL PROVISION**

**8.01** This Regulation shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

1085-o

1085-o



## AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS  
(1973, c. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le «Règlement concernant les dossiers d'une infirmière ou d'un infirmier auxiliaire cessant d'exercer» adopté par le Bureau de la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 11 février 1976, aux pages 1479 à 1482, a été approuvé le 14 avril 1976, en vertu de l'arrêté en conseil no 1407-76 apparaissant ci-dessous avec le texte du règlement tel qu'il a été approuvé.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le ministre responsable de l'application  
des lois professionnelles,  
BERNARD LACHAPELLE.*

**A.C. 1407-76, 14 avril 1976**  
Règ. 76-205, 20 avril 1976

CODE DES PROFESSIONS  
(1973, c. 43)**Dossiers d'une infirmière ou d'un infirmier  
auxiliaire cessant d'exercer — Infirmières et  
infirmiers auxiliaires**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement concernant les dossiers d'une infirmière ou d'un infirmier auxiliaire cessant d'exercer de la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 89 du Code des professions (1973, c. 43), le Bureau de la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec doit, par règlement, déterminer les règles de conservation, d'utilisation ou de destruction des dossiers, livres et registres d'un professionnel après la cessation d'exercice, le décès, la suspension ou la radiation de ce professionnel du tableau de la corporation;

ATTENDU QUE ledit Bureau, sous l'autorité dudit article, a adopté un «Règlement concernant les dossiers d'une infirmière ou d'un infirmier auxiliaire cessant d'exercer»;

ATTENDU QUE, conformément au premier alinéa de l'article 93 dudit Code, ledit règlement a été publié dans la

## NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE  
(1973, c. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that the "Regulation respecting the records of a nursing assistant who ceases to practise" made by the Bureau of the Professional Corporation of Nursing Assistants of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 11 February 1976, pages 1479 to 1482, was approved on 14 April 1976 under Order in Council 1407-76, a copy of which is annexed hereto with the text of the Regulation as approved.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

*BERNARD LACHAPELLE,  
Minister responsible for the application  
of the laws respecting the professions.*

**O.C. 1407-76, 14 April 1976**  
Reg. 76-205, 20 April 1976

PROFESSIONAL CODE  
(1973, c. 43)**Records of a nursing assistant who ceases  
to practise**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation respecting the records of a nursing assistant who ceases to practise of the Professional Corporation of Nursing Assistants of Québec.

WHEREAS under section 89 of the Professional Code (1973, c. 43), the Bureau of the Professional Corporation of Nursing Assistants of Québec must determine, by regulation, rules for the preservation, use or destruction of the records, books and registers of a professional after he has ceased to practise, died, been suspended or struck off the roll of the corporation:

WHEREAS the said Bureau, pursuant to the said section, made a "Regulation respecting the records of a nursing assistant who ceases to practise";

WHEREAS, in accordance with the first paragraph of section 93 of the said Code, the said Regulation was

Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 11 février 1976, aux pages 1479 à 1482, avec avis qu'il sera soumis au lieutenant-gouverneur en conseil pour approbation au moins trente jours après cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver ledit règlement tel qu'il a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable de l'application des lois professionnelles;

QUE le règlement en annexe du présent arrêté en conseil soit approuvé sous le titre de «Règlement concernant les dossiers d'une infirmière ou d'un infirmier auxiliaire cessant d'exercer».

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GUY COULOMBE.

## Règlement concernant les dossiers d'une infirmière ou d'un infirmier auxiliaire cessant d'exercer

### Section 1

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01** Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 89 du Code des professions (1973, c. 43).

**1.02** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient:

- a) «corporation»: la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec;
- b) «secrétaire»: le secrétaire de la corporation;
- c) «membre»: toute personne qui détient un permis délivré par la corporation et qui est inscrite au tableau de cette dernière;
- d) «dossiers»: les dossiers, livres et registres qu'un membre doit tenir dans l'exercice de sa profession;
- e) «cessionnaire»: le membre à qui sont cédés les dossiers d'un membre lors d'une cessation définitive d'exercer;
- f) «gardien provisoire»: le membre à qui sont confiés les dossiers d'un membre pendant la cessation temporaire d'exercer.

**1.03** La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, c. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 11 February 1976, pages 1479 to 1482, with a notice that it would be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval at least thirty days after such publication;

WHEREAS it is expedient that the said Regulation as published in the *Québec Official Gazette* be approved;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for the application of the laws respecting the professions:

THAT the Regulation entitled "Regulation respecting the records of a nursing assistant who ceases to practise", a copy of which is annexed to this Order in Council, be approved.

GUY COULOMBE,  
*Clerk of the Executive Council.*

## Regulation respecting the records of a nursing assistant who ceases to practise

### Division 1

#### GENERAL PROVISIONS

**1.01** This Regulation is made under section 89 of the Professional Code (1973, c. 43).

**1.02** In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words mean:

- (a) "corporation": the Professional Corporation of Nursing Assistants of Québec;
- (b) "secretary": the secretary of the corporation;
- (c) "member": every person who holds a permit issued by the corporation and who is entered on the roll of the latter;
- (d) "records": the records, books and registers that a member must keep in the practice of his profession;
- (e) "transferee": the member to whom are transferred the records of a member upon the latter's permanent cessation of practice;
- (f) "provisional custodian": the member to whom are entrusted the records of a member during the latter's temporary cessation of practice.

**1.03** The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, c. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

**1.04** Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme excluant l'utilisation de l'informatique ou de toute autre technique pour la conservation des dossiers.

**1.05** Dans le cas d'un membre associé ou à l'emploi d'une société de professionnels ou à l'emploi d'une personne physique ou morale, le présent règlement ne s'applique pas aux dossiers de cette société ou de cet employeur que ce membre utilise dans l'exercice de sa profession. Le présent règlement s'applique toutefois lorsque tous les associés d'une société de professionnels cessent d'exercer.

**1.06** Une convention concernant la cession ou la garde provisoire des dossiers d'un membre cessant d'exercer doit être constatée par écrit et expédiée au secrétaire.

## Section 2

### CESSATION DÉFINITIVE D'EXERCER

**2.01** Sous réserve des articles 2.02 et 2.03, lorsqu'un membre cesse définitivement d'exercer sa profession, il doit, au plus tard 15 jours avant la date fixée pour la cessation d'exercice:

- a) s'il a trouvé un cessionnaire, aviser le secrétaire, sous pli recommandé, qu'il cesse d'exercer sa profession à compter de telle date et lui indiquer le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de ce cessionnaire, ou
- b) s'il n'a pu trouver un cessionnaire, en informer le secrétaire, sous pli recommandé, et l'aviser qu'il lui remettra la garde des dossiers à la date fixée pour la cessation d'exercice.

**2.02** Lorsqu'un membre cesse d'exercer sa profession à la suite d'une radiation permanente du tableau, le secrétaire doit veiller à ce que le membre radié trouve un cessionnaire dans les 60 jours de la décision finale de radiation.

Si un cessionnaire n'a pu être trouvé à l'expiration de cette période, les dossiers du membre radié sont confiés à la garde du secrétaire.

**2.03** Lorsqu'un membre décède, le secrétaire doit, dès qu'il en est avisé, veiller à ce que les ayants droit du membre décédé trouvent un cessionnaire dans le plus bref délai possible.

**2.04** Le cessionnaire ou le secrétaire, selon le cas, doit, dans les 30 jours suivant la date où il prend possession des dossiers d'un membre cessant définitivement d'exercer:

**1.04** Nothing in this Regulation shall be interpreted as excluding the use of data processing or any other technique for the preservation of records.

**1.05** In the case of a member who is a partner or an employee of a partnership of professionals or an employee of a physical or moral person, this Regulation shall not apply to the records of such partnership or employer used by such member in the practice of his profession. This Regulation shall, however, apply when all the partners of a partnership of professionals cease to practise.

**1.06** An agreement respecting the transfer or provisional custody of the records of a member who ceases to practise must be certified in writing and sent to the secretary.

## Division 2

### PERMANENT CESSATION OF PRACTICE

**2.01** Subject to sections 2.02 and 2.03, where a member ceases permanently to practise his profession, he must, not later than 15 days prior to the date fixed for the cessation of his practice:

- (a) if he has found a transferee, notify the secretary, by registered mail, that he will cease to practise his profession effective from such date, and give him the name, address and telephone number of the transferee, or
- (b) if he has not found a transferee, inform the secretary thereof by registered mail and notify him that he will give him custody of his records on the date fixed for the cessation of his practice.

**2.02** Where a member ceases to practise his profession as a result of his being permanently struck off the roll, the secretary must ensure that the member who is struck off find a transferee within 60 days of the final decision regarding the striking off.

If a transferee has not been found upon the expiry of that period, the records of the member who has been struck off shall be entrusted to the secretary.

**2.03** Upon the death of a member, the secretary must, as soon as he is notified thereof, ensure that the assigns of the deceased member find a transferee as quickly as possible.

**2.04** The transferee or the secretary, as the case may be, must, within 30 days following the date on which he takes possession of the records of a member who ceases permanently to practise:

- a) aviser, par écrit, les patients de ce membre:
- i) du fait qu'il est en possession des dossiers de ce dernier;
  - ii) de son adresse, son numéro de téléphone et ses heures de bureau, et
  - iii) de leur droit de consulter un autre membre;
- b) faire publier 2 fois, à 10 jours d'intervalle, dans au moins un journal quotidien de langue française et, s'il y a lieu, dans au moins un journal quotidien de langue anglaise qui desservent la région où ce membre exerçait sa profession, une annonce indiquant son adresse, son numéro de téléphone et ses heures de bureau et précisant au public qu'il est en possession des dossiers de ce membre.

Le cessionnaire doit faire parvenir au secrétaire copie de l'annonce visée au paragraphe *b* du premier alinéa.

**2.05** Le cessionnaire ou le secrétaire, selon le cas, doit respecter le droit d'une personne de prendre connaissance des documents qui la concernent dans tout dossier constitué à son sujet et d'obtenir des copies de ces documents. Les frais de l'obtention de ces copies sont à la charge de celui qui en fait la demande.

**2.06** Lorsque le secrétaire a la garde des dossiers d'un membre qui a cessé définitivement d'exercer sa profession, il peut en tout temps, après consultation de ce membre, confier ces dossiers à un cessionnaire.

**2.07** Pendant qu'il a la garde des dossiers d'un membre qui a cessé définitivement d'exercer sa profession, le secrétaire doit prendre les mesures conservatoires nécessaires afin de sauvegarder les intérêts des patients de ce membre.

**2.08** Sous réserve de l'article 2.06, le secrétaire doit conserver pendant une période minimale de 5 ans les dossiers qu'il a reçus en vertu de la présente section.

**2.09** Les dossiers, livres et registres reçus par le secrétaire de la corporation sont mis sur microfilms et conservés en dépôt par le secrétaire pour une période minimale de 5 ans.

**2.10** Ce n'est qu'après le délai indiqué à l'article 2.09 que le secrétaire de la corporation peut détruire ces dossiers, livres et registres.

- (a) notify, in writing, the patients of that member:
- (i) of the fact that he is in possession of the latter's records;
  - (ii) of his address, telephone number and business hours, and
  - (iii) of their right to consult another member;
- (b) cause to be published twice, at an interval of 10 days, in at least one French language daily newspaper and, where applicable, in at least one English language daily newspaper circulated in the region in which that member practised his profession an advertisement indicating his address, telephone number and office hours and specifying that he is in possession of that member's records.

The transferee must send to the secretary a copy of the advertisement contemplated in subparagraph *b* of the first paragraph.

**2.05** The transferee or the secretary, as the case may be, must respect the right of a person to take cognizance of the documents concerning him in any record made in his regard and to obtain copies of such documents. The fees for the obtainment of such copies shall be paid by the person who makes the request.

**2.06** Where the secretary has custody of the records of a member who has ceased permanently to practise his profession, he may at any time, after consulting that member, entrust the records to a transferee.

**2.07** While he has custody of the records of a member who has ceased permanently to practise his profession, the secretary must take the necessary preservation measures in order to safeguard the interests of that member's patients.

**2.08** Subject to section 2.06, the secretary must retain for a minimum period of 5 years the records he receives pursuant to this Division.

**2.09** The records, books and registers received by the secretary of the corporation shall be microfilmed and kept in trust by the secretary for a minimum period of 5 years.

**2.10** The secretary of the corporation may destroy such records, books and registers only after the period specified in section 2.09.

### Section 3

#### CESSATION TEMPORAIRE D'EXERCER

**3.01** Sous réserve de l'article 3.02, lorsqu'un membre cesse temporairement d'exercer sa profession, il doit, au

### Division 3

#### TEMPORARY CESSATION OF PRACTICE

**3.01** Subject to section 3.02, where a member ceases temporarily to practise his profession, he must, not later

plus tard 15 jours avant la date fixée pour la cessation d'exercice:

- a) s'il a trouvé un gardien provisoire, aviser le secrétaire, sous pli recommandé, qu'il cesse d'exercer temporairement sa profession à compter de telle date, lui indiquer la date à laquelle il entend reprendre l'exercice de sa profession ainsi que le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du gardien provisoire, ou
- b) s'il n'a pu trouver un gardien provisoire, en informer le secrétaire, sous pli recommandé, et l'aviser qu'il lui remettra la garde de ses dossiers à la date fixée pour la cessation d'exercice.

**3.02** Lorsqu'un membre cesse d'exercer sa profession à la suite d'une radiation temporaire du tableau, le secrétaire doit veiller à ce que le membre radié trouve un gardien provisoire dans les 15 jours de l'expiration du délai d'appel ou de la décision finale de radiation.

Lorsqu'un gardien provisoire n'a pu être trouvé à l'expiration de cette période, les dossiers du membre radié sont confiés à la garde du secrétaire.

**3.03** Le gardien provisoire doit communiquer aux patients du membre dont il a la garde des dossiers, les renseignements pertinents concernant l'état de leur dossier, tenir à jour ces dossiers et prendre les autres mesures conservatoires nécessaires afin de sauvegarder les intérêts des patients de ce membre.

**3.04** L'article 2.04 s'applique *mutatis mutandis* à la présente section sauf dans le cas où un membre cesse d'exercer à la suite d'une radiation temporaire de moins de 6 mois.

**3.05** Les articles 2.05 à 2.07 s'appliquent *mutatis mutandis* à la présente section.

**3.06** Le secrétaire ou le gardien provisoire, selon le cas, doit remettre au membre ses dossiers immédiatement après la fin de la période de cessation temporaire d'exercice.

**3.07** Un membre qui ne désire plus reprendre l'exercice de sa profession pendant ou après l'expiration de la période où il avait temporairement cessé d'exercer, doit se conformer à la section 2.

#### Section 4

##### DISPOSITION FINALE

**4.01** Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

1085-o

than 15 days prior to the date fixed for the cessation of his practice:

- (a) if he has found a provisional custodian, notify the secretary by registered mail that he ceases temporarily to practise his profession effective from such date, and give him the date on which he intends to resume practising his profession together with the name, address and telephone number of the provisional custodian, or
- (b) if he has not found a provisional custodian, inform the secretary thereof by registered mail and notify him that he will give him custody of the records on the date fixed for the cessation of his practice.

**3.02** Where a member ceases to practise his profession as a result of his being temporarily struck off the roll, the secretary must ensure that the member who is struck off find a provisional custodian within 15 days of the delay for appeal or final decision regarding the striking off.

If a provisional custodian has not been found upon the expiry of that period, the records of the member who is struck off shall be entrusted to the secretary.

**3.03** The provisional custodian must communicate to the patients of the member whose records he has custody of, the pertinent information respecting the progress of their record, keep such records up to date, and take the other necessary preservation measures in order to safeguard the interests of that member's patients.

**3.04** Section 2.02 applies *mutatis mutandis* to this Division except in the case where a member ceases to practise as a result of a temporary striking off lasting under 6 months.

**3.05** Sections 2.05 to 2.07 apply *mutatis mutandis* to this Division.

**3.06** The secretary or provisional custodian, as the case may be, must return the records to the member immediately upon termination of the period of temporary cessation of practice.

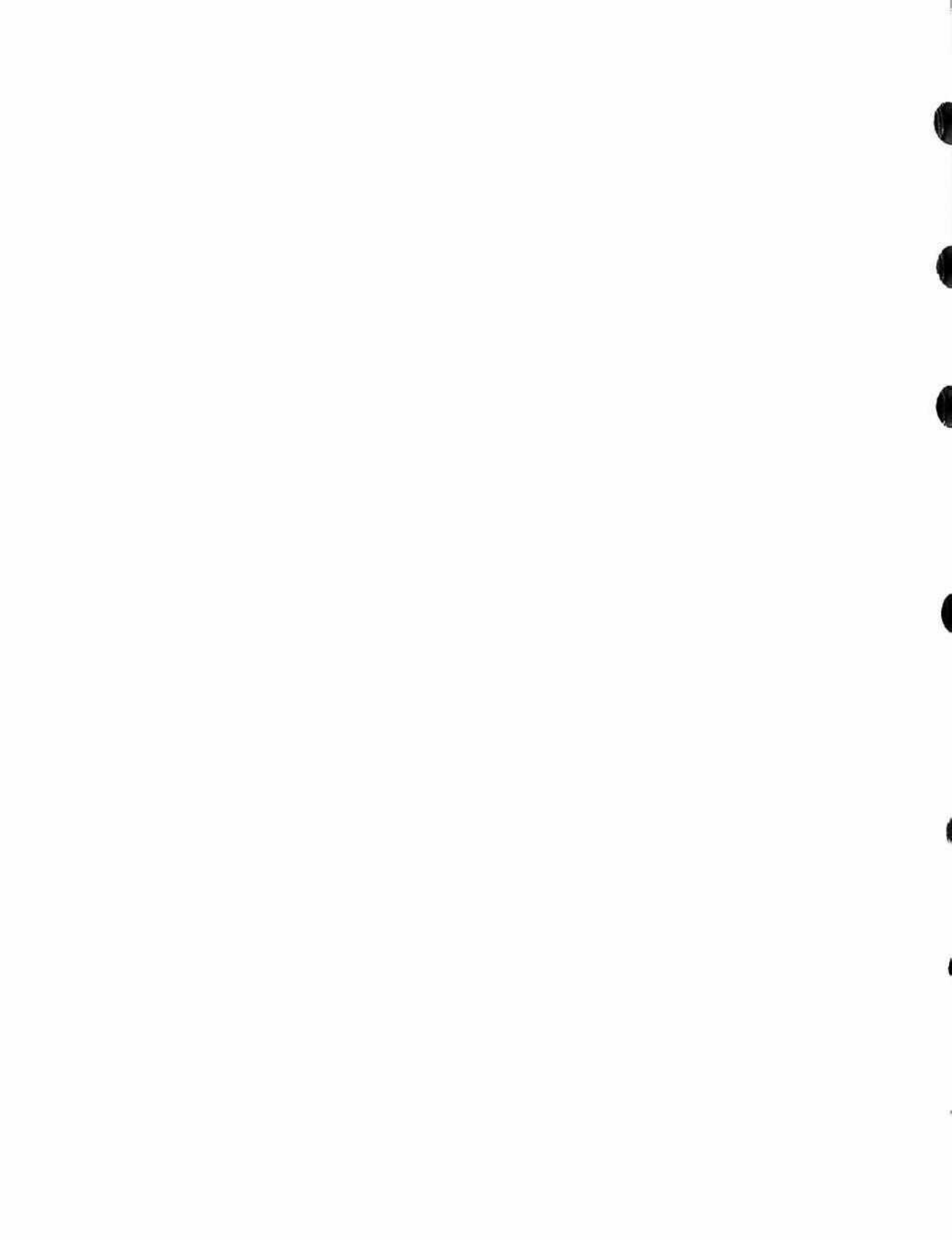
**3.07** A member who no longer wishes to resume practising his profession during or after the expiry of the period in which he has ceased temporarily to practise, must comply with Division 2.

#### Division 4

##### FINAL PROVISION

**4.01** This Regulation shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

1085-o



## AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS  
(1973, c. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le «Règlement concernant la publicité» adopté par le Bureau de la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 11 février 1976, a été approuvé le 14 avril 1976, en vertu de l'arrêté en conseil 1408-76 apparaissant ci-dessous avec le texte du règlement tel qu'il a été approuvé.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le ministre responsable de l'application  
des lois professionnelles,  
BERNARD LACHAPELLE.*

**A.C. 1408-76**, 14 avril 1976  
Règ. 76-206, 20 avril 1976

CODE DES PROFESSIONS  
(1973, c. 43)**Publicité — infirmières et infirmiers auxiliaires**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement concernant la publicité de la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 90 du Code des professions (1973, c. 43), le Bureau de la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec doit, par règlement, déterminer les éléments qu'un professionnel peut mentionner au public dans sa publicité et les conditions suivant lesquelles il peut faire cette publicité:

ATTENDU QUE ledit Bureau, sous l'autorité dudit article, a adopté un «Règlement concernant la publicité»:

ATTENDU QUE, conformément au premier alinéa de l'article 93 dudit Code, ledit règlement a été publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 11 février 1976, aux pages 1489 à 1491, avec avis qu'il sera soumis au lieutenant-gouverneur en conseil pour approbation au moins trente jours après cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver ledit règlement tel qu'il a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*;

## NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE  
(1973, c. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that the "Regulation respecting advertising" made by the Bureau of the Professional Corporation of Nursing Assistants of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 11 February 1976 was approved on 14 April 1976 under Order in Council 1408-76, a copy of which is annexed hereto with the text of the Regulation as approved.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

*BERNARD LACHAPELLE,  
Minister responsible for the application  
of the laws respecting the professions.*

**O.C. 1408-76**, 14 April 1976  
Reg. 76-206, 20 April 1976

PROFESSIONAL CODE  
(1973, c. 43)**Advertising — Nursing Assistants**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation respecting advertising of the Professional Corporation of Nursing Assistants of Québec.

WHEREAS under section 90 of the Professional Code (1973, c. 43), the Bureau of the Professional Corporation of Nursing Assistants of Québec must determine, by regulation, what a professional may include in his public advertisements and under what conditions he may advertise:

WHEREAS the said Bureau, pursuant to the said section, made a "Regulation respecting advertising":

WHEREAS, in accordance with the first paragraph of section 93 of the said Code, the said Regulation was published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 11 February 1976, pages 1489 to 1491, with a notice that it would be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval at least thirty days after such publication;

WHEREAS it is expedient that the said Regulation as published in the *Québec Official Gazette* be approved;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable de l'application des lois professionnelles;

QUE le règlement en annexe du présent arrêté en conseil soit approuvé sous le titre de «Règlement concernant la publicité».

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GUY COULOMBE.

## Règlement concernant la publicité

### Section 1

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01** Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 90 du Code des professions (1973, c. 43).

**1.02** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient:

- a) «corporation»: la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec;
- b) «membre»: toute personne qui détient un permis délivré par la corporation et qui est inscrite au tableau de cette dernière.

**1.03** La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, c. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

**1.04** Les éléments qu'un membre peut mentionner au public dans sa publicité et les conditions suivant lesquelles il peut faire cette publicité sont ceux décrits au présent règlement.

### Section 2

#### LA CARTE PROFESSIONNELLE

**2.01** Un membre ne peut inscrire sur sa carte professionnelle autre chose que:

- a) son nom;
- b) sa profession et, le cas échéant, son appartenance à une autre corporation professionnelle;
- c) sa spécialité, s'il possède un certificat de spécialiste reconnu par la corporation;
- d) ses titres académiques;
- e) l'adresse de son bureau d'affaires, son numéro de téléphone et ses heures de service;
- f) le symbole graphique de la corporation, et

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for the application of the laws respecting the professions:

THAT the Regulation entitled "Regulation respecting advertising", a copy of which is annexed to this Order in Council, be approved.

GUY COULOMBE,  
*Clerk of the Executive Council.*

## Regulation respecting advertising

### Division 1

#### GENERAL PROVISIONS

**1.01** This Regulation is made under section 90 of the Professional Code (1973, c. 43).

**1.02** In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words mean:

- (a) "corporation": the Professional Corporation of Nursing Assistants of Québec;
- (b) "member": every person who holds a permit issued by the corporation and who is entered on the roll of the latter.

**1.03** The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, c. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

**1.04** The items that a member may include in his public advertisements and the conditions under which he may advertise are those described in this Regulation.

### Division 2

#### PROFESSIONAL CARD

**2.01** A member shall not enter on his professional card anything other than:

- (a) his name;
- (b) his profession and, where applicable, his membership in another professional corporation;
- (c) his specialty, if he has a specialist's certificate recognized by the corporation;
- (d) his academic titles;
- (e) his business office address, telephone number and business hours;
- (f) the graphic sign of the corporation, and

g) le nom de son employeur, le cas échéant.

**2.02** La carte professionnelle ne peut mesurer plus de 6 centimètres de large 11 centimètres de long.

### Section 3

#### LES MÉDIA D'INFORMATION

**3.01** Un membre peut publier ou permettre que soit publiée, dans des journaux, revues, périodiques, annuaires ou autres imprimés, une annonce contenant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01. Cette annonce ne peut toutefois dépasser un décimètre carré et ne peut paraître plus d'une fois dans un même numéro de journal, revue, périodique, annuaire ou autre imprimé.

**3.02** À l'occasion de l'ouverture de son bureau d'affaires, de son entrée dans un bureau d'affaires existant ou de sa première inscription au tableau de la corporation, ou lors d'une nomination à un poste relié à l'exercice de la profession, un membre peut publier sa photographie et certaines notes biographiques dans des journaux, revues, périodiques, annuaires ou autres imprimés.

Cette annonce ne peut paraître plus d'une fois dans un même numéro de journal, revue, périodique, annuaire ou autre imprimé, ni dans plus de 2 numéros d'un même journal, revue, périodique, annuaire ou autre imprimé.

**3.03** La photographie autorisée à l'article 3.02 ne peut excéder 64 centimètres carrés.

### Section 4

#### LA PAPETERIE

**4.01** Un membre peut inscrire sur sa papeterie tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01.

### Section 5

#### LE BUREAU D'AFFAIRES

**5.01** Sur l'un des murs extérieurs de l'immeuble où est situé son bureau d'affaires ou sur le terrain où est érigé cet immeuble, le membre peut placer une enseigne mentionnant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01.

**5.02** Si l'immeuble où est situé son bureau d'affaires se trouve à un carrefour, le membre peut placer une telle enseigne sur les murs extérieurs ou sur le terrain faisant face à chacune des routes convergentes.

(g) where applicable, the name of his employer.

**2.02** The professional card shall not measure more than 6 centimetres in width by 11 centimetres in length.

### Division 3

#### INFORMATION MEDIA

**3.01** A member may publish or allow to be published in newspapers, magazines, periodicals, directories or in any other printed matter, an advertisement containing all or part of that which is indicated in section 2.01. The said advertisement shall not, however, exceed one square decimetre and may not appear more than once in the same issue of a newspaper, magazine, periodical, directory or other printed matter.

**3.02** Upon the opening of his business office, his taking up a position in an existing business office, his first entry on the roll of the corporation, or upon appointment to a position connected with the practice of the profession, a member may publish a photograph of himself and certain biographical notes in newspapers, magazines, periodicals directories or other printed matter.

This advertisement may not appear more than once in the same issue of a newspaper, magazine, periodical, directory or other printed matter, nor in more than 2 issues of the same newspaper, magazine, periodical, directory or other printed matter.

**3.03** The photograph authorized under section 3.02 may not exceed 64 square centimetres.

### Division 4

#### STATIONERY

**4.01** A member may enter on his stationery all or part of that which is indicated in section 2.01.

### Division 5

#### BUSINESS OFFICE

**5.01** On one of the outer walls of the immovable in which his business office is located or on the land on which such immovable is erected, the member may post up a sign containing all or part of that which is indicated in section 2.01.

**5.02** If the immovable in which his business office is located is at a crossroads, the member may post up such sign on the outer wall or on the land facing each of the converging roads.

**5.03** À l'intérieur de son bureau d'affaires, le membre peut placer à la vue du public une enseigne mentionnant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01.

**5.04** Les enseignes autorisées en vertu de la présente section ne peuvent dépasser 25 décimètres carrés.

#### Section 6

### LE SYMBOLE GRAPHIQUE DE LA CORPORATION

**6.01** La corporation est représentée par un symbole graphique conforme à l'original détenu par le secrétaire de la corporation et contenant les éléments suivants:

- a) 6 rectangles séparés et en hauteur de couleur bleu turquoise; et
- b) la première lettre de chacun des mots constituant le nom de la corporation, disposée comme suit: sur la partie inférieure du premier rectangle apparaît, en blanc, la lettre «c»; sur le second la lettre «p»; sur le troisième et le quatrième la lettre «i»; sur le cinquième la lettre «a» et sur le sixième la lettre «q».

**6.02** Lorsqu'un membre reproduit le symbole graphique de la corporation pour les fins de sa publicité, il doit s'assurer que ce symbole est conforme à l'original détenu par le secrétaire de la corporation et qu'il ne dépasse pas 25 décimètres carrés.

#### Section 7

### DISPOSITION FINALE

**7.01** Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

1085-o

**5.03** Inside his business office, the member may post up, in public view, a sign mentioning all or part of that which is indicated in section 2.01.

**5.04** The signs authorized under this Division may not exceed 25 square decimetres.

#### Division 6

### GRAPHIC SIGN OF THE ORDER

**6.01** The corporation is represented by a graphic sign in conformity with the original kept by the secretary of the corporation and containing the following items:

- (a) 6 separated and vertical rectangles of a turquoise blue colour; and
- (b) the first letter of each of the words constituting the name of the corporation, arranged as follows: on the lower part of the first rectangle appears, in white, the letter "c"; on the second the letter "p"; on the third and fourth the letter "i"; on the fifth the letter "a" and on the sixth the letter "q".

**6.02** When a member reproduces the graphic sign of the corporation for advertising purposes, he must ensure that the sign is in conformity with the original kept by the secretary of the corporation and that it does not exceed 25 square decimetres.

#### Division 7

### FINAL PROVISION

**7.01** This Regulation shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

1085-o

## AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

## CODE DES PROFESSIONS

(1973, c. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le «Règlement concernant les dossiers d'un ingénieur forestier cessant d'exercer» adopté par le Bureau de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 25 février 1976, aux pages 1693 à 1696, a été approuvé le 14 avril 1976, en vertu de l'arrêté en conseil no 1409-76 apparaissant ci-dessous avec le texte du règlement tel qu'il a été approuvé.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le ministre responsable de l'application  
des lois professionnelles,  
BERNARD LACHAPELLE.*

A.C. 1409-76, 14 avril 1976

Règ. 76-208, 20 avril 1976

## CODE DES PROFESSIONS

(1973, c. 43)

Dossiers d'un ingénieur forestier  
cessant d'exercer — Ingénieurs forestiers

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement concernant les dossiers d'un ingénieur forestier cessant d'exercer de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 89 du Code des professions (1973, c. 43), le Bureau de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec doit, par règlement, déterminer les règles de conservation, d'utilisation ou de destruction des dossiers, livres et registres d'un professionnel après la cessation d'exercice, le décès, la suspension ou la radiation de ce professionnel du tableau de la corporation;

ATTENDU QUE ledit Bureau, sous l'autorité dudit article, a adopté un «Règlement concernant les dossiers d'un ingénieur forestier cessant d'exercer»;

ATTENDU QUE, conformément au premier alinéa de l'article 93 dudit Code, ledit règlement a été publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 25 février 1976, aux pages 1693 à 1696, avec avis qu'il sera soumis au lieutenant-gouverneur en conseil pour approbation au moins trente jours après cette publication;

## NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

## PROFESSIONAL CODE

(1973, c. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that the "Regulation respecting the records of a forest engineer who ceases to practise" made by the Bureau of the Order of Forest Engineers of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 25 February 1976, pages 1693 to 1696, was approved on 14 April 1976, under Order in Council 1409-76, a copy of which is annexed hereto with the text of the Regulation as approved.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

*BERNARD LACHAPELLE,  
Minister responsible for the application  
of the laws respecting the professions.*

O.C. 1409-76, 14 April 1976

Reg. 76-208, 20 April 1976

## PROFESSIONAL CODE

(1973, c. 43)

Records of a forest engineer who ceases to  
practise — Forest Engineers

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation respecting the records of a forest engineer who ceases to practise of the Order of Forest Engineers of Québec.

WHEREAS under section 89 of the Professional Code (1973, c. 43), the Bureau of the Order of Forest Engineers of Québec must determine, by regulation, rules for the preservation, use or destruction of the records, books and registers of a professional after he has ceased to practise, died, been suspended or struck off the roll of the corporation;

WHEREAS the said Bureau, pursuant to the said section, made a "Regulation respecting the records of a forest engineer who ceases to practise";

WHEREAS, in accordance with the first paragraph of section 93 of the said Code, the said Regulation was published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 25 February 1976, pages 1693 to 1696, with a notice that it would be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval at least thirty days after such publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver ledit règlement tel qu'il a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable de l'application des lois professionnelles:

QUE le règlement en annexe du présent arrêté en conseil soit approuvé sous le titre de «Règlement concernant les dossiers d'un ingénieur forestier cessant d'exercer».

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GUY COULOMBE.

## Règlement concernant les dossiers d'un ingénieur forestier cessant d'exercer

### Section 1

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01** Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 89 du Code des professions (1973, c. 43).

**1.02** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient:

- a) «secrétaire»: le secrétaire de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec;
- b) «dossiers»: les dossiers, livres et registres qu'un ingénieur forestier doit tenir dans l'exercice de sa profession;
- c) «cessionnaire»: l'ingénieur forestier à qui sont cédés les dossiers d'un ingénieur forestier lors d'une cessation définitive d'exercer;
- d) «gardien provisoire»: l'ingénieur forestier à qui sont confiés les dossiers d'un ingénieur forestier pendant la cessation temporaire d'exercer.

**1.03** La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, c. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

**1.04** Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme excluant l'utilisation de l'informatique ou de toute autre technique pour la conservation des dossiers.

**1.05** Dans le cas d'un ingénieur forestier membre ou à l'emploi d'une société d'ingénieurs forestiers ou à l'emploi d'une personne physique ou morale, le présent règlement ne s'applique pas aux dossiers de cette société ou de cet employeur que cet ingénieur forestier utilise dans l'exercice de sa profession. Le présent règlement s'applique

WHEREAS it is expedient that the said Regulation as published in the *Québec Official Gazette* be approved;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for the application of the laws respecting the professions:

THAT the Regulation entitled "Regulation respecting the records of a forest engineer who ceases to practise", a copy of which is annexed to this Order in Council, be approved.

GUY COULOMBE,  
*Clerk of the Executive Council.*

## Regulation respecting the records of a forest engineer who ceases to practise

### Division 1

#### GENERAL PROVISIONS

**1.01** This Regulation is made under section 89 of the Professional Code (1973, c. 43).

**1.02** In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words and expressions mean:

- (a) "secretary": the secretary of the Order of Forest Engineers of Québec;
- (b) "records": the records, books and registers which a forest engineer must keep in the practice of his profession;
- (c) "transferee": the forest engineer to whom a forest engineer's records are transferred upon a permanent cessation of practice;
- (d) "provisional custodian": the forest engineer to whom a forest engineer's records are entrusted during a temporary cessation of practice.

**1.03** The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, c. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

**1.04** Nothing in this Regulation must be interpreted as excluding the use of data processing or any other technical means for the preservation of records.

**1.05** In the case of a forest engineer who is a member of or an employee of a partnership of forest engineers or an employee of a physical or moral person, this Regulation shall not apply to the records of such partnership or employer which the forest engineer uses in the practice of his profession. This Regulation shall apply, however,

toutefois lorsque tous les membres d'une société d'ingénieurs forestiers cessent d'exercer.

**1.06** Une convention concernant la cession ou la garde provisoire des dossiers d'un ingénieur forestier cessant d'exercer doit être constatée par écrit et expédiée au secrétaire.

### Section 2

#### CESSATION DÉFINITIVE D'EXERCER

**2.01** Sous réserve des articles 2.02 et 2.03, lorsqu'un ingénieur forestier cesse définitivement d'exercer sa profession, il doit, au plus tard 15 jours avant la date fixée pour la cessation d'exercice:

- a) s'il a trouvé un cessionnaire, aviser le secrétaire, sous pli recommandé, qu'il cesse d'exercer sa profession à compter de telle date et lui indiquer le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de ce cessionnaire, ou
- b) s'il n'a pu trouver un cessionnaire, en informer le secrétaire, sous pli recommandé, et l'aviser qu'il lui remettra la garde de ses dossiers à la date fixée pour la cessation d'exercice.

**2.02** Lorsqu'un ingénieur forestier cesse d'exercer sa profession à la suite d'une radiation permanente du tableau, le secrétaire doit veiller à ce que l'ingénieur forestier radié trouve un cessionnaire dans les 60 jours de la décision finale de radiation.

Si un cessionnaire n'a pu être trouvé à l'expiration de cette période, les dossiers de l'ingénieur forestier radié sont confiés à la garde du secrétaire.

**2.03** Lorsqu'un ingénieur forestier décède, le secrétaire doit, dès qu'il en est avisé, veiller à ce que les ayants droit de l'ingénieur forestier décédé trouvent un cessionnaire dans le plus bref délai possible.

**2.04** Le cessionnaire ou le secrétaire, selon le cas, doit, dans les 30 jours suivant la date où il prend possession des dossiers d'un ingénieur forestier cessant définitivement d'exercer:

- a) aviser, par écrit, les clients de cet ingénieur forestier:
  - i) du fait qu'il est en possession des dossiers de ce dernier;
  - ii) de son adresse, son numéro de téléphone et ses heures de bureau, et
  - iii) de leur droit de consulter un autre ingénieur forestier;

when all the members of a partnership of forest engineers cease to practise.

**1.06** An agreement respecting the transfer or provisional custody of the records of a forest engineer who ceases to practise must be certified in writing and forwarded to the secretary.

### Division 2

#### PERMANENT CESSATION OF PRACTICE

**2.01** Subject to section 2.02 and 2.03, when a forest engineer permanently ceases to practise his profession he must, not later than 15 days before the date fixed for the cessation of his practice:

- (a) if he has found a transferee, notify the secretary by registered mail that he will cease to practise his profession effective from such date and give him the name, address and telephone number of the said transferee, or
- (b) if he is unable to find a transferee, inform the secretary thereof by registered mail and advise him that he will give him custody of his records on the date fixed for the cessation of practice.

**2.02** Where a forest engineer ceases to practise his profession as a result of a permanent striking off the roll, the secretary must see to it that the forest engineer, who is struck off finds a transferee within 60 days of the final decision regarding the striking off.

If a transferee could not be found upon the expiry of such period, custody of the records of the forest engineer who is struck off shall be entrusted to the secretary.

**2.03** Upon the death of a forest engineer the secretary must, as soon as he is notified thereof, see to it that the assigns of the said deceased forest engineer find a transferee as soon as possible.

**2.04** The transferee or the secretary, as the case may be, must, within 30 days following the date on which he takes possession of the records of a forest engineer who has permanently ceased to practise:

- (a) notify, in writing, the clients of the said forest engineer:
  - (i) of the fact that he is in possession of the latter's records;
  - (ii) of his address, telephone number and office hours, and
  - (iii) of their right to consult another forest engineer;

b) faire publier 2 fois, à 10 jours d'intervalle, dans au moins un journal quotidien de langue française et, s'il y a lieu, dans au moins un journal quotidien de langue anglaise qui desservent la région où cet ingénieur forestier exerçait sa profession, une annonce indiquant son adresse, son numéro de téléphone et ses heures de bureau et précisant au public qu'il est en possession des dossiers de cet ingénieur forestier.

Le cessionnaire doit faire parvenir au secrétaire copie de l'annonce visée au paragraphe b du premier alinéa.

**2.05** Le cessionnaire ou le secrétaire, selon le cas, doit respecter le droit d'une personne de prendre connaissance des documents qui la concernent dans tout dossier constitué à son sujet et d'obtenir des copies de ces documents. Les frais de l'obtention de ces copies sont à la charge de celui qui en fait la demande.

**2.06** Lorsque le secrétaire a la garde des dossiers d'un ingénieur forestier qui a cessé définitivement d'exercer sa profession, il peut en tout temps, après consultation de cet ingénieur forestier, confier ces dossiers à un cessionnaire.

**2.07** Pendant qu'il a la garde des dossiers d'un ingénieur forestier qui a cessé définitivement d'exercer sa profession, le secrétaire doit prendre les mesures conservatoires nécessaires afin de sauvegarder les intérêts des clients de cet ingénieur forestier.

**2.08** Sous réserve de l'article 2.06, le secrétaire doit conserver pendant une période minimale de 5 ans les dossiers qu'il a reçus en vertu de la présente section.

### Section 3

#### CESSATION TEMPORAIRE D'EXERCER

**3.01** Sous réserve de l'article 3.02, lorsqu'un ingénieur forestier cesse temporairement d'exercer sa profession, il doit, au plus tard 15 jours avant la date fixée pour la cessation d'exercice:

- a) s'il a trouvé un gardien provisoire, aviser le secrétaire, sous pli recommandé, qu'il cesse d'exercer temporairement sa profession à compter de telle date, lui indiquer la date à laquelle il entend reprendre l'exercice de sa profession ainsi que le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du gardien provisoire, ou
- b) s'il n'a pu trouver un gardien provisoire, en informer le secrétaire, sous pli recommandé, et l'aviser qu'il lui remettra la garde de ses dossiers à la date fixée pour la cessation d'exercice.

(b) cause to be published twice, at 10 days interval, in at least one French language daily newspaper and, where applicable, in at least one English language daily newspaper circulated in the region where such forest engineer practised his profession, an advertisement indicating his address, telephone number and office hours and notifying the public that he has possession of the said forest engineer's records.

The transferee must forward to the secretary a copy of the advertisement contemplated in subparagraph b of the first paragraph.

**2.05** The transferee or the secretary, as the case may be, must respect the right of a person to take cognizance of the documents, which concern him in any record made in his respect and to obtain copies of such documents. The expenses for the obtainment of such copies shall be paid by the person requesting them.

**2.06** When the secretary has custody of the records of a forest engineer who has permanently ceased to practise his profession, he may, at any time, after consulting the said forest engineer, entrust such records to a transferee.

**2.07** While he has custody of the records of a forest engineer who has permanently ceased to practise his profession, the secretary must take the necessary preservation measures in order to safeguard the interests of the said forest engineer's clients.

**2.08** Subject to section 2.06, the secretary must keep the records he has received under this Division for a period of not less than 5 years.

### Division 3

#### TEMPORARY CESSATION OF PRACTICE

**3.01** Subject to section 3.02, when a forest engineer temporarily ceases to practise his profession, he must, not later than 15 days before the date fixed for the cessation of practice:

- (a) if he has found a provisional custodian, notify the secretary by registered mail that he is temporarily ceasing to practise his profession effective from such date, informing him of the date on which he intends to resume practising his profession together with the name, address and telephone number of the provisional custodian, or
- (b) if he has not found a provisional custodian, inform the secretary thereof by registered mail and notify him that he will give custody of his records to him on the date fixed for the cessation of practice.

**3.02** Lorsqu'un ingénieur forestier cesse d'exercer sa profession à la suite d'une radiation temporaire du tableau, le secrétaire doit veiller à ce que l'ingénieur forestier radié trouve un gardien provisoire dans les 15 jours de l'expiration du délai d'appel ou de la décision finale de radiation.

Lorsqu'un gardien provisoire n'a pu être trouvé à l'expiration de cette période, les dossiers de l'ingénieur forestier radié sont confiés à la garde du secrétaire.

**3.03** Le gardien provisoire doit communiquer aux clients de l'ingénieur forestier dont il a la garde des dossiers, les renseignements pertinents concernant l'état de leur dossier, tenir à jour ces dossiers et prendre les autres mesures conservatoires nécessaires afin de sauvegarder les intérêts des clients de cet ingénieur forestier.

**3.04** L'article 2.04 s'applique *mutatis mutandis* à la présente section sauf dans le cas où un ingénieur forestier cesse d'exercer à la suite d'une radiation temporaire de moins de 6 mois.

**3.05** Les articles 2.05 à 2.07 s'appliquent *mutatis mutandis* à la présente section.

**3.06** Le secrétaire ou le gardien provisoire, selon le cas, doit remettre à l'ingénieur forestier ses dossiers immédiatement après la fin de la période de cessation temporaire d'exercice.

**3.07** Un ingénieur forestier qui ne désire plus reprendre l'exercice de sa profession pendant ou après l'expiration de la période où il avait temporairement cessé d'exercer, doit se conformer à la section 2.

#### Section 4

### DISPOSITION FINALE

**4.01** Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

1085-o

**3.02** When a forest engineer ceases to practise his profession as a result of a temporary striking off the roll, the secretary must see to it that the forest engineer who is struck off find a provisional custodian within 15 days of the expiry of the time allowed for appeal or of the final decision regarding the striking off.

When a provisional custodian could not be found upon the expiry of the said period, custody of the records of the forest engineer who is struck off shall be entrusted to the secretary.

**3.03** The provisional custodian must communicate to the clients of the forest engineer whose records he has custody of, the pertinent information respecting the progress of their record, keep these records up to date, and take the other necessary preservation measures in order to safeguard the interests of the said forest engineer's clients.

**3.04** Section 2.04 applies *mutatis mutandis* to this Division except in the case where a forest engineer ceases to practise as a result of a temporary striking off lasting less than 6 months.

**3.05** Section 2.05 to 2.07 apply *mutatis mutandis* to this Division.

**3.06** The secretary or the provisional custodian, as the case may be, must return his records to the forest engineer immediately upon termination of the period of temporary cessation of practice.

**3.07** A forest engineer who no longer wishes to resume the practice of his profession during or after the expiry of the period in which he has temporarily ceased to practise must comply with Division 2.

#### Division 4

### FINAL PROVISION

**4.01** This Regulation shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

1085-o



## AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

## CODE DES PROFESSIONS

(1973, c. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le «Règlement 2 modifiant le Règlement concernant les affaires du Bureau et l'assemblée générale» adopté par le Bureau de la Corporation professionnelle des médecins du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 31 mars 1976, aux pages 2455 à 2457, a été approuvé le 5 mai 1976, en vertu de l'arrêté en conseil no 1657-76 apparaissant ci-dessous avec le texte du règlement tel qu'il a été approuvé.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le ministre responsable de l'application  
des lois professionnelles,  
BERNARD LACHAPELLE.*

**A.C. 1657-76, 5 mai 1976****Règ. 76-251, 6 mai 1976**

## CODE DES PROFESSIONS

(1973, c. 43)

**Affaires du Bureau et assemblée générale —  
Médecins — Modifications**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement 2 modifiant le Règlement concernant les affaires du Bureau et l'assemblée générale de la Corporation professionnelle des médecins du Québec.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 91 du Code des professions (1973, c. 43), le Bureau de la Corporation professionnelle des médecins du Québec doit, par règlement, fixer le quorum des assemblées générales des membres de la corporation;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe a de l'article 92 dudit Code, ledit Bureau peut, par règlement, établir des règles concernant la conduite de ses affaires;

ATTENDU QUE ledit Bureau, sous l'autorité dudit article, a adopté, un «Règlement 2 modifiant le Règlement concernant les affaires du Bureau et l'assemblée générale»;

ATTENDU QUE, conformément au premier alinéa de l'article 93 dudit Code, ledit règlement a été publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 31 mars

## NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

## PROFESSIONAL CODE

(1973, c. 43)

The minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that "Regulation 2 amending the Regulation respecting the carrying out of the business of the Bureau and the general meeting" made by the Bureau of the Professional Corporation of Physicians of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 31 March 1976, pages 2455 to 2457, was approved on 5 May 1976 under Order in Council 1657-76, a copy of which is annexed hereto with the text of the Regulation as approved.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

*BERNARD LACHAPELLE,  
Minister responsible for the application  
of the laws respecting the professions.*

**O.C. 1657-76, 5 May 1976****Reg. 76-251, 6 May 1976**

## PROFESSIONAL CODE

(1973, c. 43)

**Carrying out of the business of the Bureau and  
the general meeting — Physicians — Amendments**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Regulation 2 amending the Regulation respecting the carrying out of the business of the Bureau and the general meeting.

WHEREAS under section 91 of the Professional Code (1973, c. 43), the Bureau of the Professional Corporation of Physicians of Québec must, by regulation, fix the quorum for general meetings of members of the corporation;

WHEREAS under paragraph a of section 92 of the said Code, the said Bureau may, by regulation, establish rules for the carrying out of its business;

WHEREAS the said Bureau, pursuant to the said section, made "Regulation 2 amending the Regulation respecting the carrying out of the business of the Bureau and the general meeting";

WHEREAS, in accordance with the first paragraph of section 93 of the said Code, the said Regulation was published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 31

1976, aux pages 2455 à 2457, avec avis qu'il sera soumis au lieutenant-gouverneur en conseil pour approbation au moins trente jours après cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver ledit règlement tel qu'il a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable de l'application des lois professionnelles:

QUE le règlement en annexe du présent arrêté en conseil soit approuvé sous le titre de «Règlement 2 modifiant le Règlement concernant les affaires du Bureau et l'assemblée générale».

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GUY COULOMBE.

## Règlement 2 modifiant le règlement concernant les affaires du Bureau et l'assemblée générale

**1.** Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 91 et du paragraphe *a* de l'article 92 du Code des professions (1973, c. 43).

**2.** L'article 2.02 du «Règlement concernant les affaires du Bureau et l'assemblée générale» de la Corporation professionnelle des médecins du Québec est remplacé par le suivant:

«**2.02** Le quorum de toute assemblée générale est fixé à 60 membres.»

**3.** Ledit règlement est modifié en insérant, après l'article 2.02, les articles suivants:

«**2.03** Lors d'une assemblée, le président de la corporation peut intervertir l'ordre du jour.

**2.04** Le Bureau peut, en tout temps avant la tenue d'une assemblée générale annuelle, ajouter une question à l'ordre du jour de cette assemblée.

**2.05** Pour être acceptée à une assemblée générale annuelle, une proposition concernant un sujet qui n'est pas inscrit à l'ordre du jour doit être formulée par écrit et reçue au siège social de la corporation avant la fin de l'année financière.

**2.06** Le vote sur une proposition se prend à main-levée. Cependant, sur demande d'au moins 10 membres, le vote se prend au scrutin secret.

**2.07** Les décisions se prennent à la majorité des voix des membres présents. En cas d'égalité des voix, le président de la corporation donne un second vote qui est prépondérant.

March 1976, pages 2455 to 2457, with a notice that it would be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval at least thirty days after such publication.

WHEREAS it is expedient that the said Regulation be approved as published in the *Québec Official Gazette*;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for the application of the laws respecting the professions:

THAT the Regulation entitled "Regulation 2 amending the Regulation respecting the carrying out of the business of the Bureau and the general meeting", a copy of which is annexed hereto, be approved.

GUY COULOMBE,  
*Clerk of the executive Council.*

## Regulation 2 amending the Regulation respecting the carrying out of the business of the Bureau and the general meeting

**1.** This Regulation is made under section 91 and paragraph *a* of section 92 of the Professional Code (1973, c. 43).

**2.** Section 2.02 of the "Regulation respecting the carrying out of the business of the Bureau and the general meeting" of the Professional Corporation of Physicians of Québec is replaced by the following:

"**2.02** The quorum for every general meeting is fixed at 60 members."

**3.** The said Regulation is amended by inserting, after section 2.02, the following sections:

"**2.03** At a meeting, the president of the Corporation may alter the order of the items on the agenda.

**2.04** The Bureau may, at any time before the holding of an annual general meeting, add an item to the agenda of that meeting.

**2.05** To be accepted at an annual general meeting, a motion respecting a subject which is not entered on the agenda must be made in writing and be received at the corporate seat of the corporation before the end of the fiscal year.

**2.06** The vote on a motion shall be taken by show of hands. However, upon the request of at least 10 members, the vote shall be by secret ballot.

**2.07** The decisions are taken by the majority of the members present. In the case of a tie-vote, the president of the corporation shall have a second vote which shall be a casting vote.

**2.08** Le président de la corporation peut, avec le consentement de l'assemblée, ajourner cette assemblée sans qu'il soit nécessaire de donner un avis de cet ajournement. L'assemblée qui se continue suite à cet ajournement ne peut être saisie que des questions mentionnées à l'ordre du jour.»

**4.** L'article 3.03 dudit règlement est remplacé par le suivant:

«**3.03** Le secrétaire doit faire parvenir à chaque administrateur au moins 10 jours avant la réunion un avis indiquant l'endroit, la date et l'heure de la réunion ainsi qu'un sommaire de l'ordre du jour qu'il a établi; ce délai peut être d'au moins 2 jours dans le cas d'une réunion extraordinaire.

Une réunion du Bureau est considérée comme régulièrement tenue lorsque tous les administrateurs renoncent à l'avis de convocation.»

**5.** Ledit règlement est modifié en insérant, après l'article 3.04, les articles suivants:

«**3.05** Lors d'une réunion, le président peut intervertir l'ordre du jour mais il ne peut y ajouter d'autres sujets qu'avec l'assentiment de la majorité des administrateurs présents.

**3.06** En l'absence du président et du vice-président, ou lorsque ceux-ci désirent quitter le fauteuil, le Bureau désigne l'un de ses membres pour présider la réunion.

**3.07** Une proposition doit être appuyée pour faire l'objet d'une discussion.

**3.08** Un administrateur peut proposer un amendement et un sous-amendement à une proposition. Le vote est pris en premier lieu sur le sous-amendement, en second lieu sur l'amendement et en dernier lieu sur la proposition principale.

**3.09** Le vote se prend à main-levée sauf lorsque le président exige le vote sur l'appel des noms ou lorsque 3 administrateurs demandent le vote secret. Dans ce dernier cas, le président demande le vote secret sans qu'il y ait discussion à l'égard du caractère secret du vote.

**3.10** Le Bureau peut siéger à huis clos lorsqu'une majorité des membres présents en fait la demande et dans ce cas, seuls les administrateurs et les personnes qu'il autorise peuvent demeurer dans la salle.»

**6.** Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**2.08** The president of the corporation may, with the consent of the meeting, adjourn the meeting without being required to give notice of such adjournment. The meeting which is resumed following that adjournment may only discuss the items mentioned on the agenda."

**4.** Section 3.03 of the said Regulation is replaced by the following:

"**3.03** The secretary must forward to each director at least 10 days prior to the meeting, a notice indicating the place, date and hour of the meeting as well as a summary of the agenda he has established; such notice may be reduced to 2 days in the case of a special meeting.

A meeting of the Bureau shall be considered regularly held when all the directors waive the notice of convocation."

**5.** The said Regulation is amended by inserting, after section 3.04, the following sections:

"**3.05** At a meeting, the president may alter the order of the items on the agenda but may add other subjects only with the consent of the majority of the directors present.

**3.06** Where the president or vice-president is absent, or where they wish to leave the chair, the Bureau shall designate one of its members to preside over the meeting.

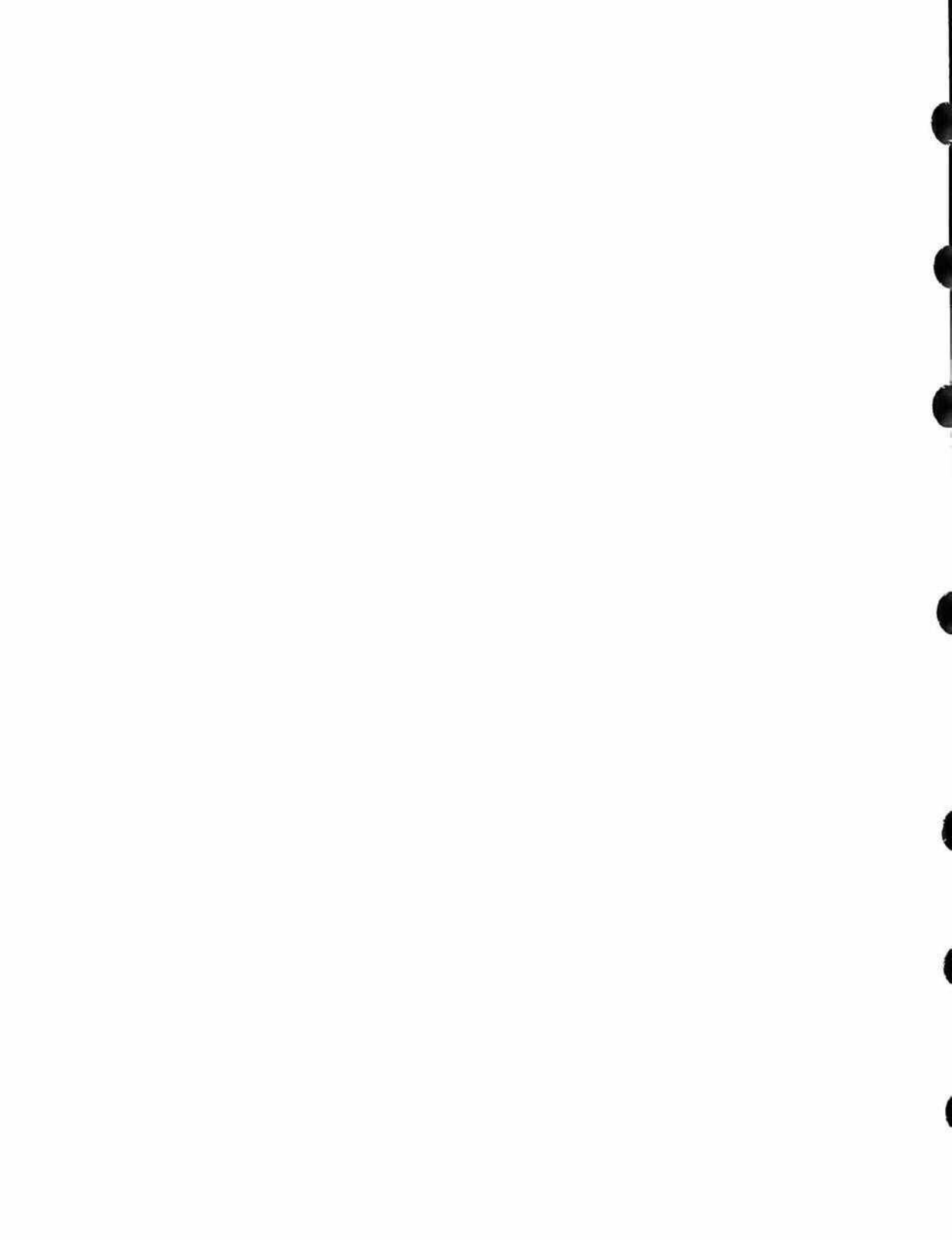
**3.07** A motion must be seconded to be the subject of a discussion.

**3.08** A director may move an amendment and a sub-amendment to a motion. The vote shall be taken first on the sub-amendment, secondly on the amendment and finally on the leading motion.

**3.09** The vote shall be taken by show of hands except when the president requires that the vote be taken on the calling of names or when 3 directors ask for a secret ballot. In the latter case, the president calls for the secret ballot without there being any discussion with respect to the secret nature of the vote.

**3.10** The Bureau may sit *in camera* when the majority of the members present so request and, in that case, only the directors and the persons authorized by the Bureau may remain in the room."

**6.** This Regulation shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.



## AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS  
(1973, c. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le «Règlement déterminant la procédure du comité d'inspection professionnelle» adopté par le Bureau de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 25 février 1976, aux pages 1711 à 1716, a été approuvé le 14 avril 1976, en vertu de l'arrêté en conseil no 1411-76 apparaissant ci-dessous avec le texte du règlement tel qu'il a été approuvé.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le ministre responsable de l'application  
des lois professionnelles,  
BERNARD LACHAPELLE.*

**A.C. 1411-76**, 14 avril 1976  
Règ. 76-210, 20 avril 1976

CODE DES PROFESSIONS  
(1973, c. 43)**Procédure du comité d'inspection professionnelle —  
Médecins-vétérinaires**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement déterminant la procédure du comité d'inspection professionnelle de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 88 du Code des professions (1973, c. 43), le Bureau de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec doit, par règlement, déterminer la procédure du comité d'inspection professionnelle de la corporation;

ATTENDU QUE ledit Bureau, sous l'autorité dudit article, a adopté un «Règlement déterminant la procédure du comité d'inspection professionnelle»;

ATTENDU QUE, conformément au premier alinéa de l'article 93 dudit Code, ledit règlement a été publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 25 février 1976, aux pages 1711 à 1716, avec avis qu'il sera soumis au lieutenant-gouverneur en conseil pour approbation au moins trente jours après cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver ledit règlement tel qu'il a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*;

## NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE  
(1973, c. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code, that the "Regulation determining the procedure of the professional inspection committee" made by the Bureau of the Order of Veterinary Surgeons of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 25 February 1976, pages 1711 to 1716, was approved on 14 April 1976 under Order in Council 1411-76, a copy of which is annexed hereto with the text of the Regulation as approved.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

*BERNARD LACHAPELLE,  
Minister responsible for the application  
of the laws respecting the professions.*

**O.C. 1411-76**, 14 April 1976  
Reg. 76-210, 20 April 1976

PROFESSIONAL CODE  
(1973, c. 43)**Procedure of the professional inspection committee —  
Veterinary Surgeons**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation determining the procedure of the professional inspection committee of the Order of Veterinary Surgeons of Québec.

WHEREAS under section 88 of the Professional Code (1973, c. 43), the Bureau of the Order of Veterinary Surgeons of Québec must determine, by regulation, the procedure of the professional inspection committee of the corporation;

WHEREAS the said Bureau, pursuant to the said section, made a "Regulation determining the procedure of the professional inspection committee";

WHEREAS, in accordance with the first paragraph of section 93 of the said Code, the said Regulation was published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 25 February 1976, pages 1711 to 1716, with a notice that it would be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval at least thirty days after such publication;

WHEREAS it is expedient that the said Regulation as published in the *Québec Official Gazette* be approved;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable de l'application des lois professionnelles:

QUE le règlement en annexe du présent arrêté en conseil soit approuvé sous le titre de «Règlement déterminant la procédure du comité d'inspection professionnelle».

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GUY COULOMBE.

## Règlement déterminant la procédure du comité d'inspection professionnelle

### Section 1

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01** Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 88 du Code des professions (1973, c. 43).

**1.02** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient:

- a) «comité»: le comité d'inspection professionnelle;
- b) «dossiers»: les dossiers, livres et registres que tient un médecin vétérinaire dans l'exercice de sa profession, ainsi que:
  - i) les documents ou rapports auxquels il a effectivement collaboré dans les dossiers, livres et registres tenus par ses confrères de travail ou son employeur; et
  - ii) un bien ou un animal qui lui a été confié par un client;
- c) «enquêteur»: le comité, un de ses membres ou une personne autorisée à assister le comité dans l'exercice de ses fonctions.

**1.03** La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, c. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

**1.04** Le comité ne peut procéder à une vérification en vertu de la section 4 ou à une enquête en vertu de la section 5 que si le médecin vétérinaire concerné est présent ou représenté par une personne de son choix en vertu d'un mandat dont le comité a reçu confirmation.

### Section 2

#### LE COMITÉ

**2.01** Le comité est formé de 7 membres nommés par le Bureau parmi les médecins vétérinaires exerçant depuis au moins 3 ans.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for the application of the laws respecting the professions:

THAT the Regulation entitled "Regulation determining the procedure of the professional inspection committee", a copy of which is annexed hereto, be approved.

*GUY COULOMBE,*  
*Clerk of the Executive Council.*

## Regulation determining the procedure of the professional inspection committee

### Division 1

#### GENERAL PROVISIONS

**1.01** This Regulation is made under section 88 of the Professional Code (1973, c. 43).

**1.02** In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words mean:

- (a) "committee": the professional inspection committee;
- (b) "records": the records, books and registers kept by a veterinary surgeon in the practice of his profession, and also:
  - (i) the documents or reports in which he has in fact collaborated in the records, books and registers kept by his colleagues or his employer; and
  - (ii) any property or animal that has been entrusted to him by a client;
- (c) "investigator": the committee, one of its members or a person authorized to assist the committee in the exercise of its functions.

**1.03** The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, c. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

**1.04** The committee shall not initiate a verification pursuant to Division 4 or an inquiry pursuant to Division 5, unless the veterinary surgeon concerned is present or represented by a person of his choice under a mandate of which the committee has received confirmation.

### Division 2

#### THE COMMITTEE

**2.01** The committee is composed of 7 members appointed by the Bureau from among the veterinary surgeons who have been practising for at least 3 years.

**2.02** Le quorum du comité est de 4 membres.

**2.03** Le mandat des membres est de 2 ans, à l'exception de celui du président qui est de 3 ans. Chacun de ces mandats est renouvelable.

**2.04** Le comité tient ses séances aux dates et aux endroits déterminés par lui ou par son président.

**2.05** Le Bureau désigne le secrétaire du comité.

**2.06** Le secrétariat du comité est situé au siège social de l'Ordre. Y sont conservés tous les procès-verbaux, rapports et autres documents du comité.

**2.07** Sous réserve de l'article 3.03, seuls les membres du comité, le personnel du secrétariat affecté au comité, le président et le secrétaire de l'Ordre ont accès aux dossiers, livres et registres du comité; ces personnes doivent prêter le serment ou faire l'affirmation solennelle prévue à l'annexe II du Code des professions.

### Section 3

#### CONSTITUTION D'UN DOSSIER PROFESSIONNEL

**3.01** Au fur et à mesure de ses activités, le comité constitue et tient à jour un dossier professionnel pour chaque médecin vétérinaire qui fait l'objet d'une inspection en vertu du présent règlement.

**3.02** Le dossier professionnel contient un résumé des qualifications académiques et de l'expérience du médecin vétérinaire, ainsi que l'ensemble des documents relatifs à une inspection dont il a fait l'objet en vertu du présent règlement.

**3.03** Un médecin vétérinaire a le droit de consulter son dossier et d'en obtenir copie.

### Section 4

#### SURVEILLANCE GÉNÉRALE DE L'EXERCICE DE LA MÉDECINE VÉTÉRINAIRE

**4.01** Le comité surveille l'exercice de la profession par les médecins vétérinaires suivant le programme qu'il détermine et que le Bureau approuve, annuellement, avant son exécution.

**4.02** Chaque année, le Bureau fait publier dans le bulletin de l'Ordre le programme de surveillance générale du comité.

**2.02** The quorum of the committee is 4 members.

**2.03** The term of office of the members is 2 years, with the exception of the term of office of the chairman which is 3 years. Each of these terms is renewable.

**2.04** The committee shall hold its sittings on the dates and at the places determined by it or by its chairman.

**2.05** The Bureau shall designate the secretary of the committee.

**2.06** The office of the committee is situated at the corporate seat of the Order. All the minutes, reports and other documents of the committee are kept at the said office.

**2.07** Subject to section 3.03, only the members of the committee, the office personnel assigned to the committee, the president and the secretary of the Order shall have access to the records, books and registers of the committee; these persons must take the oath or make the solemn affirmation prescribed in Schedule II to the Professional Code.

### Division 3

#### DRAWING UP OF A PROFESSIONAL RECORD

**3.01** As its activities progress, the committee shall draw up and keep up-to-date a professional record for each veterinary surgeon who is the object of an inspection under this Regulation.

**3.02** The professional record contains a summary of the veterinary surgeon's academic qualifications and experience as well as all the records pertaining to an inspection of which he is the object under this Regulation.

**3.03** A veterinary surgeon is entitled to consult his record and to obtain a copy thereof.

### Division 4

#### GENERAL SUPERVISION OF THE PRACTICE OF THE PROFESSION

**4.01** The committee shall supervise the practice of the profession by the veterinary surgeons according to the programme established by it and which is approved by the Bureau every year before it is implemented.

**4.02** Each year, the Bureau shall publish in the bulletin of the Order the committee's general supervision programme.

**4.03** Au moins 15 jours avant la date de la vérification des dossiers d'un médecin vétérinaire par un enquêteur, le comité, par l'entremise de son secrétaire, fait parvenir au médecin vétérinaire visé, sous pli recommandé, un avis suivant la formule prévue à l'annexe A.

**4.04** Si un médecin vétérinaire ne peut recevoir un enquêteur à la date prévue, il doit, sur réception de l'avis, en prévenir le secrétaire du comité et convenir avec lui d'une nouvelle date.

**4.05** Lorsqu'un enquêteur constate que le médecin vétérinaire n'a pas pu prendre connaissance de l'avis mentionné à l'article 4.03, il en informe le comité qui fixe une nouvelle date de vérification et en avise le médecin vétérinaire.

**4.06** Un enquêteur doit, s'il en est requis, produire un certificat attestant sa qualité, signé par le secrétaire du comité.

**4.07** S'il a des raisons de croire que le comité devrait soumettre un médecin vétérinaire à une enquête particulière, l'enquêteur dresse un état de vérification et le transmet au comité pour étude, dans les 15 jours de la fin de sa vérification.

#### Section 5

##### ENQUÊTE PARTICULIÈRE SUR LA COMPÉTENCE D'UN MÉDECIN VÉTÉRINAIRE

**5.01** À la demande du Bureau ou de sa propre initiative, le comité ou un de ses membres procède à une enquête particulière sur la compétence d'un médecin vétérinaire ou, à cette fin, désigne un enquêteur.

**5.02** Au moins 5 jours francs avant la date de l'enquête particulière, le comité, par l'entremise de son secrétaire, fait parvenir au médecin vétérinaire visé, sous pli recommandé, un avis suivant la formule prévue à l'annexe B.

Dans le cas où la transmission d'un avis au médecin vétérinaire pourrait compromettre les fins poursuivies par la tenue de l'enquête particulière, le comité peut cependant autoriser un enquêteur à procéder à cette enquête sans avis.

**5.03** Un enquêteur peut intimer l'ordre à l'employeur, au représentant ou préposé d'un médecin vétérinaire de lui donner accès aux dossiers de ce médecin vétérinaire.

**5.04** Lorsque des dossiers sont détenus par un tiers, le médecin vétérinaire doit, sur demande de l'enquêteur, autoriser celui-ci à en prendre connaissance ou copie.

**4.03** At least 15 days before the date fixed for the verification of a veterinary surgeon's records by an investigator, the committee shall, through its secretary, send the veterinary surgeon in question, by registered mail, a notice in accordance with the form in Schedule A.

**4.04** If a veterinary surgeon cannot receive an investigator on the prescribed date, he must, upon receipt of the notice, notify the secretary of the committee and decide on another date with him.

**4.05** When an investigator ascertains that the veterinary surgeon was unable to take cognizance of the notice referred to in section 4.03, he shall so inform the committee which shall fix a new date for the verification and notify the veterinary surgeon thereof.

**4.06** An investigator must, if so required to do, produce a certificate attesting to his capacity, signed by the secretary of the committee.

**4.07** If he has reason to believe that the committee should subject a veterinary surgeon to a special inquiry, the investigator shall draw up a verification report and forward it to the committee for study within 15 days following his verification.

#### Division 5

##### SPECIAL INQUIRY INTO THE COMPETENCE OF A VETERINARY SURGEON

**5.01** At the request of the Bureau or on its own initiative, the committee or one of its members shall make a special inquiry into the competence of veterinary surgeon, or designate an investigator for such purpose.

**5.02** At least 5 clear days before the date of the special inquiry, the committee shall, through its secretary, send to the veterinary surgeon in question, by registered mail, a notice in accordance with the form in Schedule B.

Where the sending of a notice to the veterinary surgeon could jeopardize the object for which a special inquiry is to be held, the committee may authorize an investigator to make the inquiry without such notice.

**5.03** An investigator may give the employer, representative or employee of a veterinary surgeon notice of the order to allow him access to the records of that veterinary surgeon.

**5.04** Where records are held by a third party, the veterinary surgeon must, at the investigator's request, authorize the latter to take cognizance or a copy thereof.

**5.05** Un enquêteur peut demander à une personne d'attester sous serment ou par affirmation solennelle une déclaration qu'elle lui fait relativement à une enquête.

**5.06** Si le médecin vétérinaire refuse de recevoir un enquêteur, celui-ci en avise immédiatement le syndic.

**5.07** L'enquêteur dresse un rapport et le transmet au comité pour étude dans les 30 jours de la fin de son enquête.

**5.08** L'article 4.06 s'applique *mutatis mutandis* à une enquête tenue en vertu de la présente section.

### Section 6

#### RECOMMANDATIONS DU COMITÉ

**6.01** Lorsque le comité, après étude du rapport d'un enquêteur, a des raisons de croire qu'il n'y a pas lieu de recommander au Bureau d'obliger un médecin vétérinaire à suivre un stage de perfectionnement et de limiter le droit de ce médecin vétérinaire d'exercer ses activités professionnelles pendant la durée de ce stage, il en avise le Bureau et le médecin vétérinaire visé dans un délai de 15 jours de sa décision.

**6.02** Lorsque le comité, après étude du rapport d'un enquêteur, a des raisons de croire qu'il y a lieu de recommander au Bureau d'obliger un médecin vétérinaire à suivre un stage de perfectionnement et de limiter le droit de ce médecin vétérinaire d'exercer ses activités professionnelles pendant la durée de ce stage, il doit permettre au médecin vétérinaire visé de présenter une défense pleine et entière relativement à l'évaluation de sa compétence.

**6.03** À cette fin, le comité convoque le médecin vétérinaire et lui transmet, sous pli recommandé, 15 jours avant la date prévue pour l'audition, les renseignements et documents suivants:

- a) un avis précisant la date et l'heure de l'audition;
- b) un exposé des faits et des motifs qui entraînent sa convocation devant le comité;
- c) une copie du rapport dressé par l'enquêteur à son sujet.

**6.04** Un médecin vétérinaire ou un témoin cité devant le comité a droit à l'assistance d'un avocat.

**6.05** Le comité reçoit le serment ou l'affirmation solennelle du médecin vétérinaire et des témoins par l'entremise d'un commissaire à l'assermentation.

**5.05** An investigator may request that a person who makes a declaration to him relative to an inquiry attest such declaration under oath or by solemn affirmation.

**5.06** If the veterinary surgeon refuses to receive an investigator, the latter shall immediately notify the syndic.

**5.07** The investigator shall draw up a report and forward it to the committee for study within 30 days after termination of his inquiry.

**5.08** Section 4.06 shall apply *mutatis mutandis* to an inquiry held under this Division.

### Division 6

#### RECOMMENDATIONS OF THE COMMITTEE

**6.01** Where the committee, after study of an investigator's report, has reason to believe that it is not expedient to recommend to the Bureau that a veterinary surgeon be required to serve a period of refresher training and that the right of such veterinary surgeon to engage in professional activities during such period be limited, it shall notify the Bureau and the veterinary surgeon in question within 15 days following its decision.

**6.02** Where the committee, after study of an investigator's report, has reason to believe that it is expedient to recommend to the Bureau that a veterinary surgeon be required to serve a period of refresher training and that the right of such veterinary surgeon to engage in professional activities during such period be limited, it must permit the veterinary surgeon in question to present a full and complete defence relative to the appraisal of his competence.

**6.03** For such purpose, the committee shall convene the veterinary surgeon and send him, by registered mail, 15 days before the date fixed for the hearing, the following information and documents:

- (a) a notice specifying the date and hour of the hearing;
- (b) a statement of the facts and reasons for convening him before the committee, and
- (c) a copy of the report made by the investigator concerning him.

**6.04** A veterinary surgeon or witness summoned before the committee may be assisted by an advocate.

**6.05** The committee shall administer the oath or receive the solemn affirmation of the veterinary surgeon and the witnesses through the intermediary of a commissioner for oaths.

**6.06** L'audition est tenue à huis clos, sauf si le comité juge, à la demande du médecin vétérinaire, qu'il est d'intérêt public qu'elle ne le soit pas.

**6.07** Le comité peut procéder par défaut si le médecin vétérinaire ne se présente pas à la date et à l'heure prévues.

**6.08** Les dépositions sont enregistrées à la demande du médecin vétérinaire ou du comité.

**6.09** Le comité et le médecin vétérinaire acquittent leurs propres frais, à l'exception des frais d'enregistrement qui sont partagés à parts égales entre eux. Toutefois, lorsque le comité demande l'enregistrement des dépositions, il en assume tous les frais.

**6.10** Dans ses recommandations concernant un médecin vétérinaire, le comité doit tenir compte du genre d'activités professionnelles exercées de façon générale par ce médecin vétérinaire.

**6.11** Les recommandations du comité sont formulées à la majorité de ses membres dans les 90 jours de la fin de l'audition. Elles sont motivées, signées par les membres du comité qui y concourent et transmises sans délai au Bureau et au médecin vétérinaire visé.

**6.12** Le comité peut, en outre, faire des recommandations au Bureau concernant les cours de formation continue que l'Ordre organise pour ses membres.

**6.13** Lorsque le comité a des raisons de croire qu'une plainte, au sens de l'article 114 du Code des professions, pourrait être formulée contre un médecin vétérinaire, il en avise le syndic de l'Ordre.

#### Section 7

#### DISPOSITION FINALE

**7.01** Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**6.06** The hearing shall be held *in camera* unless the committee, at the request of the veterinary surgeon, considers that it is in the public interest that it not be held in this manner.

**6.07** The committee may proceed *ex parte* if the veterinary surgeon does not appear on the date and at the hour prescribed.

**6.08** The depositions shall be recorded at the request of the veterinary surgeon or of the committee.

**6.09** The committee and the veterinary surgeon shall pay their own costs, with the exception of recording expenses which shall be shared equally between them. However, where the recording of depositions is made at the request of the committee, the latter shall assume the expenses thereof.

**6.10** In its recommendations concerning a veterinary surgeon, the committee shall take into account the type of professional activities in which the veterinary surgeon is generally engaged.

**6.11** The recommendations of the committee are made by the majority of its members within 90 days after the end of the hearing. The reasons shall be given on which they are based, signed by the members of the committee who concurred in them, and forwarded to the Bureau and the veterinary surgeon in question without delay.

**6.12** The committee may also make recommendations to the Bureau on the continuing training courses organized by the Order for its members.

**6.13** When the committee has reason to believe that a complaint within the meaning of section 114 of the Professional Code might be laid against a veterinary surgeon it shall notify the syndic of the Order.

#### Division 7

#### FINAL PROVISION

**7.01** This Regulation shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

## ANNEXE «A»

Ordre des médecins vétérinaires du Québec  
Comité d'inspection professionnelle

## Avis de vérification

Avis vous est donné que, dans le cadre du programme de surveillance générale de l'exercice de la profession, un enquêteur de notre Comité procédera à la vérification de vos dossiers, livres et registres, le .....  
19 ... à ..... heure.

Signé à .....  
ce ..... 19 .....

*Le Comité d'inspection professionnelle*

Par: .....  
Secrétaire du Comité

## ANNEXE «B»

Ordre des médecins vétérinaires du Québec  
Comité d'inspection professionnelle

## Avis d'enquête particulière

Avis vous est donné que, à la demande du Bureau (ou de sa propre initiative), le Comité a désigné un enquêteur pour procéder à une enquête particulière sur votre compétence professionnelle, le .....  
19 ... à ..... heure.

Signé à .....  
ce ..... 19 .....

*Le Comité d'inspection professionnelle*

Par: .....  
Secrétaire du Comité

1085-o

## SCHEDULE "A"

Order of Veterinary Surgeons of Québec  
Professional inspection committee

## Notice of verification

Notice is given that, within the framework of the programme for general supervision of the practice of the profession, an investigator from our Committee will examine your records, books and registers on .....  
19 ... at ..... o'clock.

Signed at .....  
on ..... 19 .....

*The Professional Inspection Committee*

Per: .....  
Secretary of the Committee

## SCHEDULE "B"

Order of Veterinary Surgeons of Québec  
Professional inspection committee

## Notice of special inquiry

Notice is given that, at the request of the Bureau (or on its own initiative), the Committee has designated an investigator to make a special inquiry into your professional competence on .....  
19 ... at ..... o'clock.

Signed at .....  
on ..... 19 .....

*The Professional Inspection Committee*

Per: .....  
Secretary of the Committee

1085-o



## AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

## CODE DES PROFESSIONS

(1973, c. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le «Règlement déterminant la procédure du comité d'inspection professionnelle» adopté par le Bureau de l'Ordre des podiatres du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 14 janvier 1976, aux pages 585 à 591, a été approuvé avec modification, le 14 avril 1976, en vertu de l'arrêté en conseil 1410-76 apparaissant ci-dessous avec le texte du règlement tel qu'il a été approuvé.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le ministre responsable de l'application  
des lois professionnelles,  
BERNARD LACHAPELLE.*

A.C. 1410-76, 14 avril 1976

Règ. 76-209, 20 avril 1976

## CODE DES PROFESSIONS

(1973, c. 43)

Procédure du comité d'inspection professionnelle —  
Podiatres

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement déterminant la procédure du comité d'inspection professionnelle de l'Ordre des podiatres du Québec.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 88 du Code des professions (1973, c. 43), le Bureau de l'Ordre des podiatres du Québec doit, par règlement, déterminer la procédure du comité d'inspection professionnelle de la corporation;

ATTENDU QUE ledit Bureau, sous l'autorité dudit article, a adopté un «Règlement déterminant la procédure du comité d'inspection professionnelle»;

ATTENDU QUE, conformément au premier alinéa de l'article 93 dudit Code, ledit règlement a été publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 14 janvier 1976, aux pages 585 à 591, avec avis qu'il sera soumis au lieutenant-gouverneur en conseil pour approbation au moins trente jours après cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver ledit règlement tel qu'il a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*, en lui apportant la modification suivante: remplacer, à la

## NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

## PROFESSIONAL CODE

(1973, c. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that the "Regulation determining the procedure of the professional inspection committee", made by the Bureau of the Order of Podiatrists of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 14 January 1976, pages 585 to 591, was approved with amendments on 14 April 1976 under Order in Council 1410-76, a copy of which is annexed hereto with the text of the Regulation as approved.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

*BERNARD LACHAPELLE,  
Minister responsible for the application  
of the laws respecting the professions.*

O.C. 1410-76, 14 April 1976

Reg. 76-209, 20 April 1976

## PROFESSIONAL CODE

(1973, c. 43)

Procedure of the professional inspection committee —  
Podiatrists

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation determining the procedure of the professional inspection committee of the Order of Podiatrists of Québec.

WHEREAS under section 88 of the Professional Code (1973, c. 43), the Bureau of the Order of Podiatrists of Québec must determine, by regulation, the procedure of the professional inspection committee of the corporation;

WHEREAS the said Bureau, pursuant to the said section, made a "Regulation determining the procedure of the professional inspection committee";

WHEREAS, in accordance with the first paragraph of section 93 of the said Code, the said Regulation was published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 14 January 1976, pages 585 to 591, with a notice that it would be submitted to the Lieutenant-governor in Council for approval at least thirty days after such publication;

WHEREAS it is expedient that the said Regulation as published in the *Québec Official Gazette* be approved with the following amendment: replace in the fifth line of the

cinquième ligne du texte de l'annexe B, les mots «L'enquêteur se présentera alors à» par les mots «L'enquête se tiendra alors à»;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable de l'application des lois professionnelles:

QUE le règlement en annexe du présent arrêté en conseil soit approuvé sous le titre de «Règlement déterminant la procédure du comité d'inspection professionnelle».

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GUY COULOMBE.

## Règlement déterminant la procédure du comité d'inspection professionnelle

### Section 1

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01** Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 88 du Code des professions (1973, c. 43).

**1.02** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient:

- a) «comité»: le comité d'inspection professionnelle;
- b) «dossiers»: les dossiers, livres et registres que tient un podiatre dans l'exercice de sa profession, ainsi que:
  - i) les documents ou rapports auxquels il a effectivement collaboré dans les dossiers, livres et registres tenus par ses confrères de travail ou son employeur, incluant un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, c. 48) ou un laboratoire au sens de la Loi de la protection de la santé publique (1972, c. 42); et
  - ii) un bien qui lui a été confié par un client;
- c) «enquêteur»: le comité, un de ses membres ou une personne autorisée à assister le comité dans l'exercice de ses fonctions.

**1.03** La transmission d'un document, telle que prévue aux articles 2.04, 4.03, 4.05, 5.01, 6.03 et 6.11, se fait par la poste sous pli recommandé ou certifié, par livraison de main à main au destinataire ou par huissier, conformément au Code de procédure civile.

**1.04** La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, c. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

text of Schedule B, the words "The investigator therefore, shall call upon you at" by the words "The inquiry will, therefore, be held at";

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for the application of the laws respecting the professions:

THAT the Regulation entitled "Regulation determining the procedure of the professional inspection committee", a copy of which is annexed to this Order in Council, be approved.

GUY COULOMBE,  
*Clerk of the Executive Council.*

## Regulation determining the procedure of the professional inspection committee

### Division 1

#### GENERAL PROVISIONS

**1.01** This Regulation is made under section 88 of the Professional Code (1973, c. 43).

**1.02** In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words mean:

- (a) "committee": the professional inspection committee;
- (b) "records": the records, books and registers kept by a podiatrist in the practice of his profession, and also:
  - (i) the documents or reports in which he has in fact collaborated in the records, books and registers kept by his colleagues or his employer, including an establishment within the meaning of the Act respecting health services and social services (1971, c. 48) or a laboratory within the meaning of the Public Health Protection Act (1972, c. 42);
  - (ii) any property that has been entrusted to him by a client;
- (c) "investigator": the committee, one of its members or a person authorized to assist the committee in the exercise of its functions.

**1.03** The forwarding of a document, as prescribed in sections 2.04, 4.03, 4.05, 5.01, 6.03 and 6.11 shall be made by registered mail or certified delivery, by hand to hand delivery to the party concerned or by bailiff, in accordance with the Code of Civil Procedure.

**1.04** The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, c. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

## Section 2

### LE COMITÉ

**2.01** Le Bureau nomme annuellement les 3 membres du comité, et désigne un secrétaire parmi eux. Il pourvoit également au remplacement d'un membre récusé, incapable d'agir ou démissionnaire.

**2.02** Le secrétariat du comité est situé au siège social de l'Ordre. Y sont conservés tous les procès-verbaux, rapports et autres documents du comité.

**2.03** Un enquêteur ne peut prendre part à une inspection ou une recommandation visant un podiatre s'il est en conflit d'intérêts eu égard à ce podiatre. Est en conflit d'intérêts l'enquêteur qui, notamment:

- i) est un parent ou un allié du podiatre jusqu'au degré de cousin germain inclusivement, ou
- ii) est ou a été l'associé, l'employeur, l'employé ou le représentant du podiatre.

**2.04** Une demande de récusation à l'endroit d'un enquêteur doit être transmise par écrit au secrétaire de l'Ordre, dans les 10 jours de la connaissance du motif de récusation par celui qui l'invoque. Le secrétaire du comité en avise sans délai:

- i) les membres du comité;
- ii) les membres du Bureau; et
- iii) s'il y a lieu, l'enquêteur et le podiatre visés.

**2.05** Le Bureau dispose de la demande de récusation de la manière qu'il juge appropriée.

**2.06** Les décisions et recommandations du comité sont adoptées à la majorité des membres. Elles sont dûment motivées, notées au procès-verbal et signées par ceux qui y concourent.

**2.07** Le comité tient ses séances aux dates, heures et lieux que détermine son président.

## Section 3

### CONSTITUTION D'UN DOSSIER PROFESSIONNEL

**3.01** Au fur et à mesure de ses activités, le comité constitue et tient à jour un dossier professionnel pour chaque podiatre qui fait l'objet d'une inspection en vertu du présent règlement.

## Division 2

### THE COMMITTEE

**2.01** The Bureau annually appoints the 3 members of the committee, and designates a secretary from among them. It also provides for the replacement of a member who is recused, is unable to act or resigns.

**2.02** The office of the committee is situated at the corporate seat of the Order. All the minutes, reports and other documents of the committee are kept at the said office.

**2.03** An investigator may not be party to an inspection or a recommendation respecting a podiatrist if he is in conflict of interest with respect to such podiatrist. There is conflict of interest in the case of an investigator who, in particular:

- (i) is related or allied to the podiatrist within the degree of cousin-german inclusively, or
- (ii) is or has been the podiatrist's partner, employer, employee or representative.

**2.04** An application for the recusation of an investigator must be forwarded in writing to the secretary of the Order within 10 days of cognizance of the ground for recusation by the person invoking it. The secretary of the committee shall immediately notify:

- (i) the members of the committee;
- (ii) the members of the Bureau; and
- (iii) if need be, the investigator and podiatrist concerned.

**2.05** The Bureau shall dispose of the application for recusation in the manner it deems appropriate.

**2.06** The decisions and recommendations of the committee shall be made by the majority of the members. The reasons therefor must be given, written into the minutes and signed by those concurring therein.

**2.07** The committee shall hold its sittings on the dates, at the hour and places determined by its chairman.

## Division 3

### DRAWING UP OF A PROFESSIONAL RECORD

**3.01** As its activities progress, the committee shall draw up and keep up-to-date a professional record for each podiatrist who is the object of an inspection under this Regulation.

**3.02** Le dossier professionnel contient un résumé des qualifications académiques, ainsi que de l'expérience d'un podiatre et l'ensemble des documents relatifs à une inspection dont il fait l'objet en vertu du présent règlement.

**3.03** Un podiatre a le droit de consulter son dossier professionnel et d'en obtenir copie.

**3.02** The professional record contains a summary of the podiatrist's academic qualifications and experience as well as all the records pertaining to the inspection of which he is the object under this Regulation.

**3.03** A podiatrist is entitled to consult his record and to obtain a copy thereof.

#### Section 4

### SURVEILLANCE GÉNÉRALE DE L'EXERCICE DE LA PODIATRIE

**4.01** Le comité surveille l'exercice de la profession par les podiatres, suivant le programme qu'il détermine.

**4.02** Chaque année, le Bureau fait publier dans le bulletin de l'Ordre le programme de surveillance générale du comité.

**4.03** Au moins 15 jours avant la date de la vérification des dossiers d'un podiatre par un enquêteur, le comité, par l'entremise de son secrétaire, transmet au podiatre un avis suivant la formule prévue à l'annexe A.

**4.04** Le podiatre visé doit accuser réception de l'avis mentionné à l'article 4.03 dans les 5 jours de sa réception. S'il ne peut recevoir l'enquêteur à la date prévue, il doit convenir d'une nouvelle date avec le secrétaire du comité.

**4.05** Lorsqu'un enquêteur constate que le podiatre n'a pu prendre connaissance de l'avis prévu à l'article 4.03, il en informe le comité qui fixe une nouvelle date de vérification et en avise le podiatre.

**4.06** Un enquêteur doit, s'il en est requis, produire un certificat attestant sa qualité, signé par le secrétaire du comité.

**4.07** Le podiatre dont les dossiers font l'objet d'une vérification peut être présent ou se faire représenter par un mandataire.

**4.08** L'enquêteur dresse un état de sa vérification et le transmet au comité pour étude, dans les 15 jours de la fin de sa vérification.

#### Division 4

### GENERAL SUPERVISION OF THE PRACTICE OF PODIATRY

**4.01** The committee shall supervise the practice of the profession by the podiatrists according to the programme established by it.

**4.02** Each year, the Bureau shall have published in the bulletin of the Order the committee's general supervision programme.

**4.03** At least 15 days before the date fixed for the verification of a podiatrist's records by an investigator, the committee shall, through its secretary, send the podiatrist a notice in accordance with the form in Schedule A.

**4.04** The podiatrist concerned must acknowledge receipt of the notice mentioned in section 4.03 within 5 days of its receipt. If he cannot receive the investigator on the prescribed date, he must decide on another date with the secretary of the committee.

**4.05** When an investigator ascertains that the podiatrist was unable to take cognizance of the notice referred to in section 4.03, he shall so inform the committee which shall fix a new date for the verification and notify the podiatrist thereof.

**4.06** An investigator must, if so required to do, produce a certificate attesting his capacity signed by the secretary of the committee.

**4.07** The podiatrist whose records are the object of verification may be present or be represented by a mandatory.

**4.08** The investigator shall draw up a verification report and forward it to the committee for study within 15 days after termination of his verification.

## Section 5

ENQUÊTE PARTICULIÈRE  
SUR LA COMPÉTENCE D'UN PODIATRE

**5.01** Au moins 5 jours avant la date d'une enquête particulière, le comité, par l'entremise de son secrétaire, fait parvenir au podiatre visé un avis suivant la formule prévue à l'annexe B.

**5.02** Nonobstant l'article 5.01, dans les cas où la transmission d'un avis au podiatre pourrait compromettre les fins poursuivies par le tenue de l'enquête particulière, un enquêteur peut procéder à telle enquête sans avis.

**5.03** Un enquêteur peut intimer l'ordre à l'associé, l'employeur, l'employé ou le représentant d'un podiatre de lui donner accès aux dossiers de ce podiatre.

**5.04** Lorsqu'un dossier est détenu par un tiers, un podiatre doit, sur demande de l'enquêteur, autoriser celui-ci à en prendre connaissance ou copie.

**5.05** Un enquêteur peut demander à une personne d'attester sous serment ou par affirmation solennelle une déclaration qu'elle lui fait relativement à une enquête.

**5.06** Si un podiatre refuse de collaborer avec un enquêteur pour les fins d'une enquête, celui-ci en avise sans délai le syndic de l'Ordre.

**5.07** L'enquêteur dresse un rapport et le transmet au comité pour étude, dans les 30 jours de la fin de son enquête.

**5.08** Les articles 4.05 et 4.06 s'appliquent *mutatis mutandis* à une enquête tenue en vertu de la présente section.

## Section 6

## RECOMMANDATIONS DU COMITÉ

**6.01** Lorsque le comité, après étude du rapport d'un enquêteur, a des raisons de croire qu'il n'y a pas lieu de recommander au Bureau d'obliger un podiatre à suivre un stage de perfectionnement et de limiter le droit de ce podiatre d'exercer ses activités professionnelles pendant la durée de ce stage, il en avise le Bureau et le podiatre visé dans un délai de 15 jours de sa décision.

**6.02** Lorsque le comité, après étude du rapport d'un enquêteur, a des raisons de croire qu'il y a lieu de recommander au Bureau d'obliger un podiatre à suivre un stage de perfectionnement et de limiter le droit de ce podiatre d'exercer ses activités professionnelles pendant la durée de

## Division 5

SPECIAL INQUIRY INTO THE  
COMPETENCE OF A PODIATRIST

**5.01** At least 5 days before the date of a special inquiry, the committee shall, through its secretary, send to the podiatrist in question a notice in accordance with the form in Schedule B.

**5.02** Notwithstanding section 5.01, where the sending of a notice to the podiatrist could jeopardize the objects for which a special inquiry is to be held, an investigator may make an inquiry without such notice.

**5.03** An investigator may give the podiatrist's partner, employer, employee or representative notice of the order to allow him access to the records of that podiatrist.

**5.04** Where a record is held by a third party, the podiatrist must, at the investigator's request, authorize the latter to take cognizance or a copy thereof.

**5.05** An investigator may request that a person who makes a declaration to him relative to an inquiry attest such declaration under oath or by solemn affirmation.

**5.06** If the podiatrist refuses to collaborate with the investigator for the purposes of an inquiry, the latter shall immediately notify the syndic of the Order.

**5.07** The investigator shall draw up a report and forward it to the committee for study within 30 days after termination of his inquiry.

**5.08** Sections 4.05 and 4.06 shall apply *mutatis mutandis* to an inquiry held under this Division.

## Division 6

## RECOMMENDATIONS OF THE COMMITTEE

**6.01** Where the committee, after study of an investigator's report, has reason to believe that it is not expedient to recommend to the Bureau that a podiatrist be required to serve a period of refresher training and that the right of such podiatrist to engage in professional activities during such period be limited, it shall notify the Bureau and the podiatrist in question within 15 days following its decision.

**6.02** Where the committee, after study of an investigator's report, has reason to believe that it is expedient to recommend to the Bureau that a podiatrist be required to serve a period of refresher training and that the right of such podiatrist to engage in professional activities during

ce stage, il doit permettre au podiatre visé de présenter une défense pleine et entière relativement à l'évaluation de sa compétence.

**6.03** À cette fin, le comité convoque le podiatre visé et lui transmet, 15 jours avant la date prévue pour l'audition, les renseignements et documents suivants:

- a) un avis précisant la date, l'heure et l'endroit de l'audition;
- b) un exposé des faits et des motifs qui entraînent sa convocation devant le comité; et
- c) une copie du rapport dressé par l'enquêteur à son sujet.

**6.04** Un podiatre ou un témoin cité devant le comité a droit à l'assistance d'un avocat.

**6.05** Le comité reçoit le serment ou l'affirmation solennelle du podiatre ou des témoins par l'entremise d'un commissaire à l'assermentation.

**6.06** L'audition est tenue à huis clos, sauf si le comité juge, à la demande du podiatre visé, qu'il est d'intérêt public qu'elle ne le soit pas.

**6.07** Le comité peut procéder par défaut si le podiatre ne se présente pas aux dates, heures et lieux prévus.

**6.08** Le secrétaire du comité inscrit au procès-verbal un résumé des dépositions. Celles-ci sont enregistrées à la demande du podiatre visé ou du comité.

**6.09** Le comité et le podiatre acquittent leurs propres frais.

Les frais d'enregistrement sont partagés à parts égales entre eux, sauf lorsque le comité requiert l'enregistrement des dépositions auquel cas il assume tous les frais.

**6.10** Dans ses recommandations concernant un podiatre, le comité doit tenir compte du genre d'activités professionnelles exercées de façon générale par ce podiatre.

**6.11** Les recommandations du comité sont formulées dans les 30 jours de la fin de l'audition. Elles sont transmises sans délai au Bureau et au podiatre visé.

such period be limited, it must permit the podiatrist in question to present a full and complete defence relative to the appraisal of his competence.

**6.03** For such purpose, the committee shall convene the podiatrist in question and send him, 15 days before the date fixed for the hearing, the following information and documents:

- (a) a notice specifying the date, hour and place of the hearing;
- (b) a statement of the facts and reasons for convening him before the committee, and
- (c) a copy of the report made by the investigator concerning him.

**6.04** A podiatrist or witness summoned before the committee may be assisted by an advocate.

**6.05** The committee shall administer the oath or solemn affirmation to the podiatrist or the witnesses through the intermediary of a commissioner for oaths.

**6.06** The hearing shall be held *in camera* unless the committee, at the request of the podiatrist concerned, considers that it is in the public interest that it not be held in this manner.

**6.07** The committee may proceed *ex parte* if the podiatrist does not appear on the dates, at the hour and place stipulated.

**6.08** The secretary of the committee shall write a summary of the depositions into the minutes. They shall be recorded at the request of the podiatrist concerned or of the committee.

**6.09** The committee and the podiatrist shall pay their own expenses.

The recording expenses shall be shared equally between them unless it is the committee that requires the recording of depositions in which case the latter shall assume the expenses thereof.

**6.10** In its recommendations concerning a podiatrist, the committee shall take into account the type of professional activities in which the podiatrist is generally engaged.

**6.11** The recommendations of the committee are made within 30 days after the end of the hearing. They are immediately forwarded to the Bureau and to the podiatrist concerned.

**6.12** Le comité peut, en outre, faire des recommandations au Bureau concernant les cours de formation continue que l'Ordre organise pour ses membres.

**6.13** Lorsque le comité a des raisons de croire qu'une plainte, au sens de l'article 114 du Code des professions, pourrait être formulée contre un podiatre, il en avise le syndic de l'Ordre.

### Section 7

#### DISPOSITION FINALE

**7.01** Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

### ANNEXE A

#### L'Ordre des podiatres du Québec

#### Comité d'inspection professionnelle

#### Avis de vérification

A: M., Mme, Mlle .....

Adresse: .....

.....

Avis vous est donné que, dans le cadre du programme de surveillance générale de l'exercice de la profession, un enquêteur procédera à la vérification de vos dossiers le ..... à ..... heure.

Veuillez noter que, si vous ne pouvez recevoir l'enquêteur à la date ci-haut indiquée, vous devez dans les 5 jours de la réception du présent avis convenir d'une nouvelle date avec le secrétaire du comité.

..... ce .....  
(lieu) (date)

*Le comité d'inspection professionnelle*

Par: .....  
Secrétaire du comité

Numéro de téléphone .....

**6.12** The committee may also make recommendations to the Bureau on the continuing refresher courses organized by the Order for its members.

**6.13** When the committee has reason to believe that a complaint within the meaning of section 114 of the Professional Code might be laid against a podiatrist, it shall so notify the syndic of the Order.

### Division 7

#### FINAL PROVISION

**7.01** This Regulation will come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

### SCHEDULE A

#### Order of Podiatrists of Québec

#### Professional inspection committee

#### Notice of verification

To: Mr., Mrs., Miss. ....

Address: .....

.....

Notice is given that, within the framework of the programme for general supervision of the practice of the profession, an investigator will verify your records on ..... at ..... o'clock.

Take notice that if you cannot receive the investigator on the date mentioned above, you must, within 5 days of receipt of this notice, decide on another date with the secretary to the committee.

....., this .....  
(place) (date)

*The professional inspection committee*

Per: .....  
Secretary of the committee

Telephone number .....

**ANNEXE B**

**L'Ordre des podiatres du Québec**

**Comité d'inspection professionnelle**

**Avis d'enquête particulière**

A: M., Mme, Mlle .....

Adresse: .....

.....

Avis vous est donné que, à la demande du Bureau (ou de sa propre initiative), le comité a désigné un enquêteur pour procéder à une enquête particulière sur votre compétence professionnelle, le ..... à ..... heure. L'enquête se tiendra alors à .....

..... ce .....

(lieu)

(date)

*Le comité d'inspection professionnelle*

Par: .....  
Secrétaire du comité

Numéro de téléphone .....

1085-o

**SCHEDULE B**

**Order of Podiatrists of Québec**

**Professional inspection committee**

**Notice of special inquiry**

To: Mr., Mrs., Miss. ....

Address: .....

.....

Notice is given that, at the request of the Bureau (or on its own initiative), the committee has designated an investigator to make a special inquiry into your professional competence on ..... at ..... o'clock. The inquiry will, therefore, be held at .....

..... this .....

(place)

(date)

*The professional inspection committee*

Per: .....  
Secretary of the committee

Telephone number .....

1085-o

**Proclamation**

Canada  
Province de  
Québec  
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

**Proclamation**

ATTENDU QUE le projet de loi numéro 251 intitulé «Loi modifiant la Loi des transports et d'autres dispositions législatives» a été sanctionné le 19 décembre 1975;

ATTENDU QUE l'article 42 de cette loi stipule qu'elle «entre en vigueur le jour de sa sanction, à l'exception des articles 7, 30 et 37 qui entreront en vigueur à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil»;

ATTENDU QU'il y a lieu de mettre en vigueur les articles 7 et 37, compte tenu de l'augmentation du nombre de membres de la Commission des transports du Québec.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un décret portant le numéro 1475-76, du 21 avril 1976, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des transports:

QUE les articles 7 et 37 de la Loi modifiant la Loi des transports et d'autres dispositions législatives (Lois du Québec, 1975, chapitre 45) entrent en vigueur le 3 mai 1976.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

**Proclamation**

Canada  
Province of  
Québec  
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these letters come or whom they may concern,

GREETING.

**Proclamation**

WHEREAS Bill number 251 entitled "An Act to amend the Transport Act and other legislation" was assented to 19 December 1975;

WHEREAS, in accordance with section 42 of the said Act, such Act "will come into force on the day of its sanction, except sections 7, 30 and 37 which shall come into force on any later date that may be fixed by the Lieutenant-Governor in Council";

WHEREAS it is expedient to put into force sections 7 and 37, account taken of the increase in the number of members of the Québec Transport Commission.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in Order number 1475-76, dated April 21, 1976, We have directed and, upon the recommendation of the Minister of Transport, do hereby direct:

THAT sections 7 and 37 of the Act to amend the Transport Act and other legislation (Statutes of Québec, 1975, Chapter 45) shall come into force on May 3, 1976.

ALL OUR LOYAL SUBJECTS and all others whom these letters may concern must take notice hereof and act accordingly.

IN WITNESS WHEREOF We have caused these letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt et unième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-seize de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-cinquième année.

Par ordre,

*Le sous-procureur général adjoint,*  
RENÉ LANGEVIN.

Libro: 503  
Folio: 77

1088-0

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-first day of April in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-six and in the twenty-fifth year of Our Reign.

By Command,

RENÉ LANGEVIN,  
*Assistant Deputy Attorney General.*

Libro: 503  
Folio: 77

1088-0

## Projets de règlement

## Draft Regulations

## RÈGLEMENT DE LA COMMISSION DE POLICE

## BY-LAW OF THE POLICE COMMISSION

Le Solliciteur général donne avis qu'il soumettra le règlement de la Commission de Police ci-joint dans trente (30) jours à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Toute personne qui a quelques commentaires à formuler au sujet de ce règlement est priée de les soumettre à la direction générale de la sécurité publique du ministère de la justice avant l'expiration de ce délai.

The Solicitor-General gives notice that, upon the expiry of thirty (30) days, he will submit the By-law of the Police Commission annexed hereto for the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

Every person who wishes to comment on this By-law is requested to address his comments to the *Direction générale de la sécurité publique* (Directorate of Public Security) of the Department of Justice before the expiry of the said period.

Québec, le 21 avril 1976.

Québec, 21 April 1976.

*Le solliciteur général,*  
FERNAND LALONDE.

FERNAND LALONDE,  
*Solicitor-General.*

## COMMISSION DE POLICE DU QUÉBEC

## QUÉBEC POLICE COMMISSION

## Règlement numéro 14

## By-law No. 14

Règlement relatif à l'identification  
des véhicules des corps de  
police municipauxBy-law respecting the identification of  
municipal police force vehicles

## Section I

## Division I

## DÉFINITIONS

## DEFINITIONS

**1. Définitions:** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

**1. Definitions:** In this By-law, unless the context indicates otherwise, the following words and expressions mean:

- a) «armoiries»: les armoiries, écussons, sigles ou emblèmes d'une municipalité ou d'une communauté urbaine ou régionale;
- b) «blanc» ou «couleur blanche»: la couleur blanche de la peinture conforme à la norme 9901-903 du Bureau de Normalisation du Québec. Cette définition ne s'applique pas à l'article 7;
- c) «bleu» ou «couleur bleue»: la couleur bleue de la peinture conforme à la norme 9901-902 du Bureau de Normalisation du Québec;
- d) «corps de police municipal»: tout corps de police établi par une ou plusieurs corporations municipales ou par le conseil d'une communauté urbaine ou régionale ou par une loi;
- e) «directeur»: le directeur ou chef d'un corps de police municipal;

- (a) "coat of arms": the coat of arms, shields, abbreviations or emblems of a municipality or urban or regional community;
- (b) "white" or "white colour": the white colour of paint in compliance with standard 9901-903 of the Québec Standards Bureau. This definition does not apply to section 7;
- (c) "blue" or "blue colour": the blue colour of paint in compliance with standard 9901-902 of the Québec Standards Bureau;
- (d) "municipal police force": every police force established by one or more municipal corporations or by the council of an urban or regional community or by a law;
- (e) "director": the director or chief of a municipal police force;

- f) «feux de signalisation rotatifs»: système de 3 phares rotatifs conforme à la norme 1943-550 du Bureau de Normalisation du Québec, installé sur une ou des barres horizontales;
- g) «feu rouge scintillant»: feu rouge scintillant ou série de feux rouges scintillants installés individuellement ou en série sur un véhicule de manière à attirer l'attention du public lorsqu'il est en opération;
- h) «fourgon»: comprend un fourgon, un camion ou une camionnette;
- i) «indicatif d'appel»: le numéro utilisé pour désigner un véhicule ou pour l'appeler par radio; eu égard à l'ampleur du corps de police municipal, l'indicatif d'appel peut n'être qu'un seul chiffre ou être une combinaison de 2 éléments dont le premier désigne le poste ou la section d'attache du véhicule et, le deuxième, l'identification individuelle soit de l'officier, soit du véhicule lui-même;
- j) «pellicule adhésive phosphorescente blanche»: pellicule adhésive phosphorescente blanche conforme à la norme 68-30-101, classe A, grade 2, du Bureau de Normalisation du Québec;
- k) «véhicule»: en plus des véhicules dont il est fait mention à l'article 1 du Code de la route (S.R.Q., 1964, c. 231), tout véhicule pouvant se mouvoir sur l'eau;
- l) «véhicule identifié»: tout véhicule d'un corps de police municipal qu'une ou plusieurs corporations municipales ou un conseil d'une communauté urbaine ou régionale jugeront à propos de faire identifier sur recommandation du directeur.
- (f) "revolving emergency lamps": system of 3 revolving lamps in compliance with standard 1943-550 of the Québec Standards Bureau, installed on one or more horizontal bar(s);
- (g) "red flasher": red flasher or series of red flashers installed individually or in series on a vehicle so as to attract public attention while in operation;
- (h) "van": includes a van, truck or light-truck;
- (i) "call signal": the number used to designate a vehicle or to call it by radio; having regard to the importance of the municipal police force, the call signal may be only one digit or a combination of 2 elements, the first of which designates the home station or base of the vehicle and the second, the individual identification either of the officer or of the vehicle itself;
- (j) "reflex, reflective non-exposed lens": reflex, reflective non-exposed lens in compliance with standard 68-30-101, class A, grade 2, of the Québec Standards Bureau;
- (k) "vehicle": in addition to the vehicles referred to in section 1 of the Highway Code (R.S.Q., 1964, c. 231), every vehicle that can be propelled on water;
- (l) "identified vehicle": every vehicle of a municipal police force which one or several municipal corporations or a council of an urban or regional community deems advisable to have identified upon the recommendation of the director.

## Section II

### IDENTIFICATION DES AUTOMOBILES

- 2. Application:** Lorsqu'une automobile est un véhicule identifié, elle doit rencontrer les normes prescrites à la présente section.
- 3. Couleur:** L'automobile doit être peinte en bleu.
- 4. Bande horizontale:** L'automobile doit porter une bande horizontale de couleur blanche sur ses 2 côtés et sur toute sa longueur. Cette bande peut être de peinture blanche ou confectionnée de pellicule adhésive phosphorescente blanche. De plus, cette bande, dont la largeur est d'un minimum de 5 pouces et d'un maximum de 8 pouces, doit être située immédiatement en-dessous du rebord des fenêtres latérales.
- 5. Armoiries:** L'automobile peut porter sur ses 2 côtés les armoiries placées sur la bande blanche, à gauche de

## Division II

### IDENTIFICATION OF AUTOMOBILES

- 2. Application:** Where an automobile is an identified vehicle, it must conform to the standards prescribed in this Division.
- 3. Colour:** The automobile must be painted blue.
- 4. Horizontal stripe:** The automobile must have a white horizontal stripe on both sides and along its entire length. Such stripe may be white or made up of reflex, reflective non-exposed lens. In addition, this stripe which must be not less than 5 inches and not more than 8 inches in width, shall be located immediately below the side window ledges.
- 5. Coat of arms:** The automobile may have the coat of arms located on the white stripe on both sides, to the left

toute inscription; ces armoiries doivent être de format réduit afin de les apposer à l'intérieur de la bande blanche par décalcomanie.

**6. Inscription:** L'automobile doit porter les inscriptions suivantes:

- a) sur les 2 côtés et répartis également à même la bande blanche, le mot «POLICE» suivi du nom de la municipalité qui ne doit pas être précédé de l'inscription «Ville de...», sauf les automobiles du corps de police de la Ville de Québec qui doivent porter l'inscription «VILLE DE QUÉBEC» et celles des communautés urbaines ou régionales qui peuvent porter le nom officiel de la communauté urbaine ou régionale, ou l'abréviation de ce nom, tel que déterminé par leur charte ou la loi appropriée; ces inscriptions doivent être de couleur bleue et de caractère «Helvetica medium majuscule» d'une hauteur de 3 pouces;
- b) sur le capot avant et sur le coffre arrière, aussi centré que possible et permettant à quelqu'un qui suit ou qui précède de lire le mot «POLICE». Les lettres de cette inscription doivent être faites de pellicule adhésive phosphorescente blanche et être de caractère «Helvetica medium majuscule» de 3 pouces de hauteur;
- c) sur chaque portière avant, l'indicatif d'appel, dont les éléments doivent être d'une hauteur de 10 pouces et être confectionnés de pellicule adhésive phosphorescente blanche, centré dans l'espace compris entre les extrémités de la portière et la bande blanche;
- d) sur le coffre arrière, du côté droit, l'indicatif d'appel dont les éléments doivent être d'une hauteur de 3 pouces et être confectionnés de pellicule adhésive phosphorescente blanche;
- e) facultativement, sur le toit, l'indicatif d'appel. Si cet indicatif d'appel est inscrit, ses éléments doivent être d'une hauteur de 18 pouces, d'une largeur de 10 pouces et être confectionnés de pellicule adhésive phosphorescente blanche. Il doit être disposé de manière à être lisible du haut des airs en regardant de l'arrière vers l'avant du véhicule et être placé à l'arrière et dégagé de la barre supportant le système de lumières rotatives.

**7. Pneus:** Les pneus de l'automobile peuvent être soit à flancs blancs, soit à flancs entièrement noirs. Tous les pneus d'une même automobile doivent être de même couleur.

**8. Phare d'arrêt:** Le phare d'arrêt de circulation «Police — stop» est facultatif. Si ce phare est installé, il doit être placé sur le garde-boue avant droit, dans un angle de 80° hors de l'axe de l'automobile.

of any marking; such coat of arms must be small in order that it may be affixed by decalcomania inside the white stripe.

**6. Marking:** The automobile must have the following markings:

- (a) on both sides and spread evenly on the white stripe, the word "POLICE" followed by the name of the municipality which must not be preceded by the words "City or Town of...", with the exception of the automobiles of the City of Québec police force which must bear the words "CITY OF QUÉBEC" and those of the urban or regional communities which may bear the official name of the urban or regional community, or the abbreviation of such name, as determined by their charter or the appropriate law; such markings must be blue and in capital letters 3 inches high using "Helvetica medium" type;
- (b) on the front hood and on the rear trunk, as centred as possible and readily legible by anyone following or preceding the vehicle, the word "POLICE". The letters of that marking must be made of reflex, reflective non-exposed lens and be in capital letters 3 inches high using "Helvetica medium" type;
- (c) on each front door, the call signal, whose elements must be 10 inches high and made of reflex, reflective non-exposed lens, centred in the space comprised between the extremities of the door and the white stripe;
- (d) on the rear trunk, on the right-hand side, the call signal whose elements must be 3 inches high and made of reflex, reflective non-exposed lens;
- (e) optionally, on the top, the call signal. If such call signal is marked, its elements must be 18 inches high, 10 inches wide and be made of reflex, reflective non-exposed lens. It must be so disposed as to be legible from the air by looking from the rear towards the front of the vehicle and be placed at the rear and away from the bar supporting the revolving lamp system.

**7. Tires:** The tires of the automobile may be white walled or black walled. All the tires of the same automobile must be of the same colour.

**8. Stop lamp:** The traffic stop lamp "Police — stop" is optional. If such lamp is installed, it must be placed on the right front mudguard, at an angle of 80° outside the axis of the automobile.

**9. Feux de signalisation rotatifs:** L'automobile doit porter des feux de signalisation rotatifs installés sur le point le plus élevé du toit, à angle droit avec l'axe de l'automobile.

### Section III

#### IDENTIFICATION DES FOURGONS

**10. Application:** Lorsqu'un fourgon est un véhicule identifié, il doit rencontrer les normes prescrites à la présente section.

**11. Couleur:** Le fourgon doit être peint en bleu.

**12. Bande horizontale:** Le fourgon doit porter une bande horizontale de couleur blanche sur ses 2 côtés et sur toute sa longueur de même que sur l'arrière du véhicule, au même niveau et faisant corps avec les bandes blanches latérales. Cette bande peut être de peinture blanche ou confectionnée de pellicule adhésive phosphorescente blanche. De plus, cette bande, dont la largeur est d'un minimum de 5 pouces et d'un maximum de 8 pouces sur les 3 faces du fourgon, doit être située immédiatement en dessous du rebord des fenêtres latérales.

**13. Armoiries:** Le fourgon peut porter les armoiries de la manière prescrite à l'article 5.

**14. Inscriptions:** Le fourgon doit porter les inscriptions suivantes:

- a) sur les bandes blanches latérales, le mot «POLICE» suivi du nom de la municipalité inscrit de la manière prescrite au paragraphe *a* de l'article 6;
- b) sur le capot avant, le mot «POLICE» dont les lettres, hautes de 3 pouces et de caractère «Helvetica medium majuscule», sont confectionnées de pellicule adhésive phosphorescente blanche. De plus, sur la bande blanche arrière du véhicule, le mot «POLICE» dont les lettres hautes de 3 pouces et de caractère «Helvetica medium majuscule» doivent être peintes en bleu;
- c) les indicatifs d'appel latéraux inscrits de la manière prescrite au paragraphe *c* de l'article 6;
- d) à l'arrière, à l'extrémité inférieure droite, l'indicatif d'appel inscrit de la manière prescrite au paragraphe *d* de l'article 6;
- e) facultativement, sur le toit, l'indicatif d'appel. Si cet indicatif d'appel est inscrit, il doit l'être de la manière prescrite au paragraphe *e* de l'article 6.

**15. Feux de signalisation rotatifs:** Les feux de signalisation rotatifs sont facultatifs. Si ces feux sont installés,

**9. Revolving emergency lamps:** The automobile must be equipped with revolving emergency lamps on the highest point on the top, at right angles to the axis of the automobile.

### Division III

#### IDENTIFICATION OF VANS

**10. Application:** Where a van is an identified vehicle, it must conform with the standards prescribed in this Division.

**11. Colour:** The van must be painted blue.

**12. Horizontal stripe:** The van must have a white horizontal stripe on both sides and along its entire length as well as at the rear of the vehicle, at the same level and adhering to the side stripes. This stripe may be painted white or made of reflex, reflective non-exposed lens. Moreover, this stripe, whose width on the 3 sides of the van must be not less than 5 inches and not more than 8 inches, shall be located immediately below the side window ledges.

**13. Coat of arms:** The van may carry the coat of arms in the manner prescribed in section 5.

**14. Markings:** The van must have the following markings:

- (a) on the white side stripes, the word "POLICE" followed by the name of the municipality marked in the manner prescribed in paragraph *a* of section 6;
- (b) on the front hood, the word "POLICE" in capital letters 3 inches high using "Helvetica medium" type, made of reflex, reflective non-exposed lens. Moreover, the word "POLICE" on the white stripe at the rear of the vehicle, marked in capital letters 3 inches high using "Helvetica medium" type must be painted blue;
- (c) the side call signals marked in the manner prescribed in paragraph *c* of section 6;
- (d) at the rear, on the right lower end, the call signal marked in the manner prescribed in paragraph *d* of section 6;
- (e) optionally, on the top, the call signal. If that call signal is marked, it must be marked in the manner prescribed in paragraph *e* of section 6.

**15. Revolving emergency lamps:** The revolving emergency lamps are optional. If these lamps are installed,

ils devront l'être sur le point le plus élevé du toit, à angle droit avec l'axe du fourgon.

they must be installed at the highest point on the top, at right angles to the axis of the van.

#### Section IV

### IDENTIFICATION DES MOTOCYCLETTES ET MOTOS-NEIGE

#### 16. Couleur:

- a) lorsque la motocyclette est identifiée de façon permanente, elle doit être peinte entièrement en blanc;
- b) lorsque la moto-neige est la propriété de la municipalité et qu'elle est identifiée de façon permanente, elle doit être peinte en bleu.

**17. Armoiries et inscriptions:** L'inscription du mot «POLICE» est obligatoire sur les motocyclettes et les motos-neige. Sur les motocyclettes, ce mot doit être peint en bleu; sur les motos-neige, ce mot doit être inscrit en utilisant de la pellicule adhésive phosphorescente blanche. Dans les deux cas, les lettres du mot «POLICE» doivent être de caractère «Helvetica medium majuscule».

L'apposition d'armoiries et l'inscription du nom de la municipalité ainsi que de l'indicatif d'appel sont facultatives sur les motocyclettes et les motos-neige. Lorsque l'inscription susmentionnée est faite, elle doit l'être en bleu, si la couleur de base du véhicule est blanche, et en blanc, si la couleur de base du véhicule est bleue; la dimension des lettres et des chiffres doit être conditionnée par l'espace disponible afin de convenir à l'esthétique.

#### 18. Feux rouges scintillants:

- a) sur une moto-neige, l'installation d'un ou de plusieurs feux rouges scintillants est facultative;
- b) sur les motocyclettes, un feu rouge scintillant doit être installé à l'avant, de manière à attirer l'attention du public, lorsque ledit feu rouge scintillant est en opération.

**19. Feu rouge rotatif:** L'installation d'un poteau télescopique supportant un seul feu rouge rotatif est facultative.

#### Section V

### IDENTIFICATION DES EMBARCATIONS

**20. Couleur:** Les embarcations identifiées de façon permanente doivent être peintes en bleu lorsqu'elles sont la propriété de la municipalité.

**21. Bande horizontale, armoiries et inscriptions:** Toute embarcation doit porter sur ses 2 côtés, une bande

#### Division IV

### IDENTIFICATION OF MOTORCYCLES AND SNOWMOBILES

#### 16. Colour:

- (a) where the motorcycle is identified permanently, it must be painted completely in white;
- (b) where the snowmobile is owned by the municipality and it is identified permanently, it must be painted blue.

**17. Coat of arms and markings:** The marking of the word "POLICE" is compulsory on motorcycles and snowmobiles. On motorcycles, this word must be painted blue; on snowmobiles it must be marked in reflex, reflective non-exposed lens. In both cases, the word "POLICE" must be written in capital letters using "Helvetica medium" type.

The affixing of the coat of arms and the marking of the name of the municipality and of the call signal are optional on motorcycles and snowmobiles. Where the aforementioned marking is used, it must be in blue if the basic colour of the vehicle is white, and white if the basic colour of the vehicle is blue; the size of the letters and figures must be determined by the space available to suit aesthetic standards.

#### 18. Red flashers:

- (a) on a snowmobile, the installation of one or more red flashers is optional;
- (b) on motorcycles, a red flasher must be installed on the front so as to attract public attention when it is in operation.

**19. Revolving red lamp:** The installation of a telescopic post supporting a single revolving red lamp is optional.

#### Division V

### IDENTIFICATION OF LAUNCHES

**20. Colour:** Launches that are identified permanently must be painted blue if owned by the municipality.

**21. Horizontal stripe, coat of arms and markings:** All launches must have a white stripe on both sides in

blanche à l'intérieur de laquelle doivent apparaître le mot «POLICE», les armoiries et le nom de la municipalité ou de la communauté urbaine ou régionale.

**22. Feux:** Les embarcations ne doivent porter que les feux de signalisation prescrits par les Lois du Parlement du Canada relatives à l'identification et à la sécurité.

#### Section VI

#### DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES

**23. Application:** Tout véhicule identifié acheté après l'entrée en vigueur du présent règlement devra être identifié selon les normes du présent règlement.

Dans les autres cas, les véhicules identifiés doivent, dans un délai de 2 ans de l'entrée en vigueur du présent règlement, être peints et identifiés de la manière y prévue.

Les véhicules faits de matériaux tels que le fibre de verre ou le plastique, qui ne peuvent pas être repeints, ne sont pas soumis à l'alinéa précédent.

**24. Entrée en vigueur:** Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

1088-o

which the word "POLICE", the coat of arms and the name of the municipality or urban or regional community must appear.

**22. Lamps:** All launches must carry only the emergency lamps prescribed by the Laws of the Parliament of Canada relative to identification and safety.

#### Division VI

#### TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

**23. Application:** Every identified vehicle purchased after the coming into force of this By-law must be identified in accordance with the standards of this By-law.

In all other cases, identified vehicles must, within 2 years from the coming into force of this By-law, be painted and identified in the manner prescribed herein.

Vehicles made of fibreglass or plastic materials which cannot be re-painted are not subject to the preceding paragraph.

**24. Coming into force:** This By-law shall come into force on the day of its publication in the *Québec Official Gazette*.

1088-o

## AVIS

LOI SUR L'ASSURANCE-RÉCOLTE  
(1974, c. 31)Règlement modifiant le Règlement concernant  
l'assurance des pommes

Avis est donné que, lors de son assemblée tenue le 24 mars 1976, la Régie de l'assurance-récolte du Québec a adopté le Règlement modifiant le Règlement concernant l'assurance des pommes tel que publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 14 mai 1975.

Conformément à l'article 75 de la Loi sur l'assurance-récolte (1974, c. 31), ce Règlement modifiant le Règlement concernant l'assurance des pommes sera soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil à l'expiration des quinze (15) jours suivant la présente publication.

Québec, le 1er avril 1976.

*Le vice-président et directeur général adjoint,*  
JEAN BLANCHET.

Règlement modifiant le Règlement  
concernant l'assurance des pommesLoi sur l'assurance-récolte  
(1974, c. 31, a. 74)

Le «Règlement concernant l'assurance des pommes» adopté par l'arrêté en conseil 2283-75 en date du 4 juin 1975 est modifié en le remplaçant par le suivant:

## SOMMAIRE

SECTION I	Définitions
SECTION II	Admissibilité
SECTION III	Protection
SECTION IV	Durée de la protection
SECTION V	Rendement moyen
SECTION VI	Demande d'assurance et certificat d'assurance
SECTION VII	Modification de programme agricole
SECTION VIII	Avis et constatation de dommages
SECTION IX	Expertise individuelle
SECTION X	Indemnité
SECTION XI	Dispositions finales

## NOTICE

CROP INSURANCE ACT  
(1974, c. 31)Regulation amending the Regulation respecting  
the insurance of apples

Notice is given that, at its meeting held on 24 March 1976, the *Régie de l'assurance-récolte du Québec* made the Regulation amending the Regulation respecting the insurance of apples published in the *Québec Official Gazette* of 14 May 1975.

In accordance with section 75 of the Crop Insurance Act (1974, c. 31), this Regulation amending the Regulation respecting the insurance of apples will be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval upon the expiry of fifteen (15) days after this publication.

Québec, 1 April 1976.

JEAN BLANCHET,  
*Vice-President and Assistant General Manager.*

Regulation amending the Regulation  
respecting the insurance of applesCrop Insurance Act  
(1974, c. 31, s. 74)

The "Regulation respecting the insurance of apples" made under Order in Council 2283-75 dated 4 June 1975 is amended by replacing it by the following:

## SUMMARY

DIVISION I	Definitions
DIVISION II	Eligibility
DIVISION III	Protection
DIVISION IV	Duration of protection
DIVISION V	Average yield
DIVISION VI	Application for insurance and insurance certificate
DIVISION VII	Alteration of agricultural program
DIVISION VIII	Notice and verification of damage
DIVISION IX	Individual appraisal
DIVISION X	Indemnity
DIVISION XI	Final provisions

**Section I**  
**DÉFINITIONS**

**1.** Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient:

- a) producteur: le propriétaire, locataire ou occupant d'une exploitation agricole;
- b) Loi: la Loi sur l'assurance-récolte (1974, c. 31);
- c) Régie: la Régie de l'assurance-récolte du Québec;
- d) assuré: le producteur qui est admissible à recevoir ou qui détient un certificat d'assurance;
- e) inspecteur: toute personne autorisée par la Régie à procéder à l'inspection des récoltes et à l'expertise individuelle;
- f) modification de programme agricole: changement proposé par l'assuré à la demande d'assurance et nécessitant une révision du rendement assuré ou une réévaluation de la cotisation exigible;
- g) rendement: quantité de pommes de variétés tardives exprimée en boisseaux ayant un volume de 1.25 pied cube;
- h) rendement moyen: le rendement établi conformément à la section V du présent règlement;
- i) rendement moyen assurable: le rendement qui correspond à 75% du rendement moyen;
- j) rendement assuré: le rendement qui correspond à 80% du rendement moyen assurable;
- k) rendement réel: le rendement tant quantitatif que qualitatif établi par les articles 44 et 45 du présent règlement;
- l) valeur assurable: la valeur qui correspond au produit du rendement moyen assurable par le prix unitaire fixé par la Régie en vertu de l'article 62 de la Loi;
- m) valeur assurée: la valeur qui correspond à 80% de la valeur assurable;
- n) catégorie: groupement de variétés de pommes aux fins de l'assurance en vertu du présent programme.

**Section II**  
**ADMISSIBILITÉ**

**2.** Sont assurables, en vertu du présent programme, les pommes de variétés tardives, extra de fantaisie et de fantaisie, selon les normes fixées à l'article 45 du présent règlement.

**Division I**  
**DEFINITIONS**

**1.** In this Regulation the following words and expressions mean:

- (a) producer: the owner, lessee or occupant of a cultivated farm;
- (b) Act: the Crop Insurance Act (1974, c. 31);
- (c) Régie: the Régie de l'assurance-récolte du Québec;
- (d) insured: the producer who is eligible to receive or who holds an insurance certificate;
- (e) inspector: any person authorized by the Régie to inspect crops and to make an individual appraisal;
- (f) alteration of agricultural program: change proposed by the insured to the application for insurance and which requires a revision of the insured yield or re-evaluation of the assessment payable;
- (g) yield: quantity of apples of the late variety expressed in bushels having a volume of 1.25 cubic feet;
- (h) average yield: yield determined in accordance with Division V of this Regulation;
- (i) insurable average yield: yield which corresponds to 75% of the average yield;
- (j) insured yield: yield which corresponds to 80% of the insurable average yield;
- (k) actual yield: the yield, both quantitative and qualitative determined by sections 44 and 45 of this Regulation;
- (l) insurable value: value which corresponds to the product obtained by multiplying the insurable average yield by the unit price fixed by the Régie under section 62 of the Act;
- (m) insured value: value which corresponds to 80% of the insurable value;
- (n) category: groups of varieties of apples for the purposes of insurance under this program.

**Division II**  
**ELIGIBILITY**

**2.** Apples of the late variety, fancy and extra fancy, according to the standards fixed in section 45 of this Regulation, are insurable under this program.

**3.** Sont considérées comme pommes de variétés tardives celles dont la maturation se produit après la variété Wealthy, soit:

- a) la Cortland;
- b) la Délicieuse Rouge;
- c) la Lobo;
- d) la McIntosh et
- e) les autres pommes reconnues de variétés tardives à l'exception de la Fameuse.

**4.** Aux fins de l'assurance, les pommes de variétés tardives sont groupées en une catégorie.

**5.** Le producteur doit assurer la totalité du ou des vergers qu'il exploite.

Lorsqu'un producteur possède deux ou plusieurs vergers qu'il exploite distinctement, chaque verger fait l'objet d'un contrat d'assurance.

**6.** Le producteur doit dresser un inventaire de son verger. L'inventaire comprend le nombre de pommiers de variétés tardives, par variété et par groupe d'âge.

**7.** Outre les conditions prévues aux articles 5 et 6 du présent règlement, la récolte de pommes est admissible à l'assurance si:

- a) elle est produite dans un verger constitué d'au moins 250 pommiers de variétés tardives, âgés de 6 ans et plus pour un pommier ordinaire et de 4 ans pour un pommier semi-nain;
- b) elle est produite dans un verger pourvu de l'équipement adéquat, notamment d'un pulvérisateur; et
- c) elle est produite et entretenue selon les techniques et les normes reconnues et recommandées par le Conseil des productions végétales du Québec.

### Section III

#### PROTECTION

**8.** L'assurance, pendant qu'elle est en vigueur, protège les pommes assurées contre une perte de rendement imputable à l'action nuisible des éléments naturels suivants:

- a) la neige;
- b) la grêle;
- c) l'ouragan;
- d) l'excès de vent;
- e) l'excès de pluie;

**3.** Apples whose maturity is reached after the Wealthy variety are considered apples of the late variety, namely, the:

- (a) Cortland;
- (b) Red delicious;
- (c) Lobo;
- (d) McIntosh; and
- (e) other apples recognized as late varieties with the exception of the Famous.

**4.** Apples of the late variety are grouped into one category for insurance purposes.

**5.** The producer must insure the whole area of the orchard(s) he operates.

When the producer has two or more orchards which he operates, separately, an insurance contract must be made for each orchard.

**6.** The producer must make an inventory of his orchard. The inventory includes the number of apple trees of the late variety, by variety and age group.

**7.** In addition to the conditions prescribed in sections 5 and 6 of this Regulation, the apple crop shall be eligible for insurance where:

- (a) it is produced in an orchard consisting of at least 250 apple trees of the late variety, which are 6 years of age and over for an ordinary apple tree and 4 years and over for a semi-dwarf apple tree;
- (b) it is produced in an orchard provided with adequate equipment, in particular with a disk-harrow; and
- (c) it is produced and maintained according to the techniques and standards recognized and recommended by the Plant Production Council of Québec.

### Division III

#### PROTECTION

**8.** While in force the insurance shall protect the insured apples against a loss in yield due to the harmful effect of the following forces of nature:

- (a) snow;
- (b) hail;
- (c) hurricane;
- (d) excessive wind;
- (e) excessive rain;

- f) la sécheresse;
- g) le gel;
- h) les animaux sauvages, y compris les oiseaux;
- i) la crue des eaux pourvu qu'elle survienne pendant que l'assurance est en vigueur et qu'elle constitue en événement exceptionnel provoqué par l'un des éléments naturels énumérés ci-dessus.
- 9.** L'assurance protège la perte de rendement qui résulte d'une floraison ou d'une nouaison défectueuses pourvu que:
- a) la floraison ou nouaison défectueuses soient imputables à un ou plusieurs des éléments naturels énumérés à l'article 8 du présent règlement et
- b) le verger endommagé ait fait l'objet d'une assurance au cours de l'année précédente.
- 10.** L'assurance, pendant qu'elle est en vigueur, protège aussi les pommes assurées contre une diminution de qualité imputable à l'action nuisible d'un des éléments naturels énumérés à l'article 8 du présent règlement.
- 11.** L'assurance contre la perte de rendement protège 80% du rendement moyen assurable qui correspond à 75% du rendement moyen.
- 12.** Sous réserve des modalités prévues à la section X du présent règlement, l'assurance contre la diminution de qualité protège 80% de la valeur assurable, à raison de 75% du prix unitaire choisi par l'assuré.
- (f) drought;
- (g) frost;
- (h) wild animals, including birds;
- (i) flood, provided it occurs while the insurance is in force and is an exceptional occurrence caused by one of the forces of nature listed above.
- 9.** The insurance protects against the loss of yield resulting from blossom or fruit-set failure provided the:
- (a) blossom or fruit-set failure is due to one or several of the forces of nature listed in section 8 of this Regulation; and
- (b) the damaged orchard was the object of an insurance the preceding year.
- 10.** While in force the insurance shall also protect insured apples against a reduction in quality due to the harmful effect of one of the forces of nature listed in section 8 of this Regulation.
- 11.** The insurance against a loss in yield protects 80% of the insurable average yield which corresponds to 75% of the average yield.
- 12.** Subject to the terms and conditions prescribed in Division X of this Regulation, insurance against a reduction in quality shall protect 80% of the insurable value, at the rate of 75% of the unit price selected by the insured.

#### Section IV

#### DURÉE DE LA PROTECTION

**13.** Sous réserve, quant à la floraison ou nouaison défectueuses, des modalités prévues à l'article 9 du présent règlement, l'assurance est en vigueur, chaque année, à compter du débourrement des bourgeons jusqu'à la fin de la cueillette, compte tenu de la variété et suivant l'usage constant et reconnu de la région.

**14.** La récolte n'est pas protégée par l'assurance pour les dommages résultant d'éléments naturels couverts qui se produisent après le 15 octobre.

Toutefois, lorsqu'il y a impossibilité d'exécuter les travaux de cueillette à cette date en raison d'éléments naturels couverts qui se sont produits antérieurement et que l'assuré se conforme à l'article 51 du présent règlement, la protection est prolongée.

Nonobstant les dispositions du présent article, lorsque, à compter du 15 septembre et jusqu'au 15 octobre inclusivement, l'assuré néglige d'exécuter sur la totalité ou une

#### Division IV

#### DURATION OF PROTECTION

**13.** Subject, as regards blossom or fruit set-failure, to the terms and conditions prescribed in section 9 of this Regulation, the insurance shall be in force, every year, effective upon the opening of the buds to the end of the picking, account taken of the variety and according to the constant and recognized usage of the region.

**14.** The crop shall not be protected by the insurance for damage resulting from forces of nature which are covered but which occur after 15 October.

However, where it is impossible to complete the picking by such date because of forces of nature which are covered but which occurred prior thereto and the insured complies with section 51 of this Regulation, the protection shall be extended.

Notwithstanding the provisions of this section where, effective from 15 September and until 15 October inclusive, the insured fails to complete, on all or part of

partie du verger les travaux de cueillette pour toute autre cause que celle de l'action nuisible d'un des éléments couverts, la protection accordée sur le rendement assuré pour la totalité ou la partie du verger non cueilli diminue progressivement selon le tableau ci-dessous:

Date	Pourcentage de protection accordée sur la base de 80% de la valeur assurable
15, 16 septembre	80%
17, 18 septembre	75%
19, 20 septembre	70%
21, 22 septembre	65%
23, 24 septembre	60%
25, 26 septembre	55%
27, 28 septembre	50%
29, 30 septembre	45%
1, 2 octobre	40%
3, 4 octobre	35%
5, 6 octobre	30%
7, 8 octobre	25%
9, 10 octobre	20%
11, 12 octobre	15%
13, 14 octobre	10%
15 octobre	5%

#### Section V

#### RENDEMENT MOYEN

**15.** Exprimé en boisseaux et calculé sur un cycle de production de 6 ans, le rendement moyen est établi en utilisant, selon le cas, la moyenne individuelle obtenue par le producteur ou la moyenne provinciale déterminée annuellement par la Régie en tenant compte des équivalences en unité-arbre indiquées à l'article 54 du présent règlement.

**16.** Sous réserve des modalités prévues aux articles 18 et 19, la moyenne individuelle est utilisée pour chaque année où un rendement réel a été établi par expertise individuelle chez un producteur.

**17.** La moyenne provinciale déterminée annuellement par la Régie est utilisée pour chaque année où la moyenne individuelle décrite à l'article 16 du présent règlement ne peut s'appliquer.

**18.** Toute diminution de qualité par suite de l'action nuisible d'un des éléments naturels énumérés à l'article 8 du présent règlement, doit être appliquée en diminution de quantité.

**19.** Sous réserve des modalités prévues à l'article 52 de la Loi, la Régie peut modifier le rendement moyen pro-

the orchard, the picking for any cause other than the harmful effect of one of the forces covered, the protection granted on the insured yield for all or part of the orchard which was not picked shall progressively decrease in accordance with the following table:

Date	Percentage of protection granted on the basis of 80% of the insurable value
15, 16 September	80%
17, 18 September	75%
19, 20 September	70%
21, 22 September	65%
23, 24 September	60%
25, 26 September	55%
27, 28 September	50%
29, 30 September	45%
1, 2 October	40%
3, 4 October	35%
5, 6 October	30%
7, 8 October	25%
9, 10 October	20%
11, 12 October	15%
13, 14 October	10%
15 October	5%

#### Division V

#### AVERAGE YIELD

**15.** Expressed in bushels and computed on a 6-year production cycle, the average yield is established by using, as the case may be, the individual average obtained by the producer or the provincial average determined annually by the Régie taking into account the equivalences in tree-units indicated in section 54 of this Regulation.

**16.** Subject to the terms and conditions prescribed in sections 18 and 19, the individual average is used for each year in which an actual yield was established by individual appraisal at a producer's farm.

**17.** The provincial average fixed annually by the Régie shall be used for each year in which the individual average described in section 16 of this Regulation cannot be applied.

**18.** Any reduction in quality caused by the harmful effect of one of the forces of nature listed in section 8 of this Regulation must be applied as a reduction in quantity.

**19.** Subject to the terms and conditions prescribed in section 52 of the Act, the Régie may modify the average

posé à la demande d'assurance, lorsque, par suite d'une inspection du verger, elle constate:

- a) des déficiences dans l'application des techniques de production et de gestion;
- b) un inventaire non conforme;
- c) la présence de pommiers trop âgés ou endommagés par le froid, la maladie ou autrement;
- d) des modifications dans l'état général du verger par rapport aux années antérieures.

#### Section VI

### DEMANDE D'ASSURANCE ET CERTIFICAT D'ASSURANCE

**20.** Le producteur désireux de s'assurer doit, avant le 30 avril de l'année où la protection sera en vigueur, en faire la demande à la Régie sur la formule prescrite à cette fin et payer la cotisation exigible.

**21.** La demande d'assurance, accompagnée de l'inventaire prévu à l'article 6 du présent règlement, doit contenir les renseignements suivants:

- a) l'identification du producteur (nom, prénom, adresse);
- b) l'identification de l'exploitation (numéro de cadastre);
- c) le statut du producteur (propriétaire, locataire ou occupant);
- d) le nombre de pommiers et le rendement moyen, par variété et par groupe d'âge selon l'article 54;
- e) la disponibilité d'un pulvérisateur;
- f) l'attestation par le producteur de l'exactitude des renseignements qui y sont inscrits ainsi qu'un engagement à fournir tout autre renseignement pertinent et à se conformer à la Loi et au règlement et
- g) tout autre renseignement pertinent à la mise à exécution de l'assurance.

**22.** La demande d'assurance doit porter la signature du producteur ou de son préposé ainsi que celle du représentant mandaté par la Régie.

**23.** Lorsqu'une demande d'assurance est formulée, pour un même verger, par deux ou plusieurs personnes, la Régie, après avoir permis à chacune de faire valoir son point de vue, délivre un seul certificat d'assurance au nom de celle qui répond à la définition de producteur au sens de la Loi.

yield proposed in the application for insurance where, following inspection of the orchard, it notes:

- (a) deficiencies in the application of production and management techniques;
- (b) an inventory which is not in compliance;
- (c) the presence of apple trees which are too old or which are damaged by cold, disease or otherwise;
- (d) changes in the general condition of the orchard in relation to previous years.

#### Division VI

### APPLICATION FOR INSURANCE AND INSURANCE CERTIFICATE

**20.** A producer who wishes to be insured must, prior to 30 April of the year during which the protection will be in force, submit an application therefor to the Régie on the form prescribed for such purpose and pay the required assessment.

**21.** The application for insurance, accompanied by the inventory prescribed in section 6 of this Regulation, must contain the following information:

- (a) the identification of the producer (name, given name, address);
- (b) the identification of the farm (cadastre number);
- (c) the status of the producer (owner, lessee or occupant);
- (d) the number of apple trees and the average yield, for each variety and for each age group in accordance with section 54;
- (e) the availability of a disk-harrow;
- (f) the attestation by the producer of the accuracy of the information entered thereon as well as a commitment to provide any other relevant information and to comply with the Act and the Regulation; and
- (g) any other relevant information for putting the insurance into effect.

**22.** The application for insurance must bear the signature of the producer or his employee as well as that of the representative authorized by the Régie.

**23.** When an application for insurance is submitted for the same orchard by 2 or several persons, the Régie, having allowed each of them to be heard, shall issue a single insurance certificate in the name of the person who meets the definition of "producer" within the meaning of the Act.

**24.** Le certificat d'assurance délivré au producteur qui y a droit doit contenir les renseignements suivants:

- a) l'identification du producteur (nom, prénom, adresse);
- b) le nombre de pommiers, leur conversion en unité-arbre et le rendement moyen total;
- c) le rendement moyen et le rendement moyen assurable de toutes les variétés;
- d) le rendement assuré, la valeur assurée et le prix unitaire et
- e) la cotisation du producteur et la contribution du gouvernement.

**25.** Le certificat d'assurance doit porter la signature du président directeur général de la Régie.

**26.** Si deux ou plusieurs certificats d'assurance sont délivrés à un producteur, seul le dernier en date est considéré en vigueur.

#### Section VII

##### MODIFICATION DE PROGRAMME AGRICOLE

**27.** L'assuré, dès qu'il procède à une modification de programme agricole, doit en aviser la Régie, sans délai, au plus tard le 1er juillet de l'année d'assurance.

**28.** L'avis signalant une modification de programme agricole peut être formulé verbalement ou par écrit. Pour être acceptable, l'avis formulé verbalement doit être confirmé par écrit.

#### Section VIII

##### AVIS ET CONSTATATION DE DOMMAGES

**29.** L'assuré, dès qu'il constate que l'un des éléments naturels visés aux articles 8, 9 et 10 du présent règlement produit des effets de nature à réduire le rendement ou à diminuer la qualité de la récolte assurée, doit en aviser la Régie, dans les plus brefs délais, notamment:

- a) en cas de grêle et d'excès de vent: dans les 3 jours de l'événement;
- b) en cas de gel avant la floraison: pendant la floraison;
- c) en cas de gel pendant ou après la floraison: dans les 3 jours de l'événement;
- d) en cas de floraison ou nouaison défectueuses: dès que les dommages sont apparents et au plus tard dans les 10 jours qui suivent la formation du calice et

**24.** The insurance certificate issued to the producer entitled thereto must contain the following information:

- (a) the identification of the producer (name, given name, address);
- (b) the number of apple trees, their conversion into tree-units and the total average yield;
- (c) the average yield and the insurable average yield of all varieties;
- (d) the insured yield, the insured value and the unit price; and
- (e) the assessment of the producer and the contribution of the government.

**25.** The insurance certificate must bear the signature of the president and general manager of the Régie.

**26.** If two or several insurance certificates are issued to a producer, only the most recent shall be deemed to be in force.

#### Division VII

##### ALTERATION OF AGRICULTURAL PROGRAM

**27.** As soon as the insured alters an agricultural program, he must notify the Régie thereof without delay and not later than on 1 July of the year of the insurance.

**28.** The notice of an alteration of agricultural program may be given verbally or in writing. To be accepted, the notice given verbally must be confirmed in writing.

#### Division VIII

##### NOTICE AND VERIFICATION OF DAMAGE

**29.** As soon as the insured discovers that any of the forces of nature contemplated in sections 8, 9 and 10 of this Regulation produces effects that could reduce the yield or reduce the quality of the insured crop, he must notify the Régie thereof without delay, in particular:

- (a) in the case of hail and excessive wind: within 3 days of the occurrence;
- (b) in the case of frost before blossom: during blossoming;
- (c) in the case of frost during or after blossoming: within 3 days of the occurrence;
- (d) in the case of blossom or fruit-set failure: as soon as damage appears and not later than 10 days following the formation of the calyx; and

e) en cas de chute précoce des fruits en juin ou juillet: dès que les dommages sont apparents et au plus tard le 10 juillet.

**30.** La formation d'un avis de dommages est nécessaire chaque fois que l'un ou l'autre des éléments naturels couverts par l'assurance produit des effets de nature à réduire le rendement ou à diminuer la qualité de la récolte assurée.

**31.** L'avis de dommages doit être formulé à une époque qui permette à la Régie d'effectuer les constatations d'usage dans le verger, soit compte tenu des délais fixés à l'article 29 du présent règlement, avant l'exécution des travaux urgents ou avant la cueillette de la récolte endommagée.

**32.** Sous réserve de l'article 31 du présent règlement, la date ultime d'acceptabilité d'un premier avis de dommages est fixé au 15 octobre.

**33.** L'avis de dommages peut être formulé verbalement ou par écrit. L'avis de dommages formulé verbalement est acceptable s'il est confirmé par écrit.

**34.** L'avis de dommages doit indiquer la variété affectée, l'étendue des dégâts et la cause de la perte de rendement ou la diminution de qualité anticipées.

**35.** L'assuré qui néglige de donner un avis de dommages, dans la forme et le délai prescrits, ne peut réclamer le paiement d'une indemnité.

**36.** Sur réception d'un avis de dommages conforme à la présente section, la Régie procède à la constatation des dommages par l'entremise d'un inspecteur.

**37.** La constatation des dommages permet de vérifier les variétés affectées, d'évaluer l'ampleur du sinistre et d'en établir la cause.

De plus, l'inspecteur collige, sur le rapport qu'il doit compléter et signer, tout renseignement pertinent à l'évaluation de la réclamation.

#### Section IX

##### EXPERTISE INDIVIDUELLE

**38.** Aux fins de déterminer, selon le cas, la perte de rendement ou la diminution de qualité de la récolte endommagée, la Régie procède à une expertise individuelle de cette récolte par l'entremise d'au moins deux inspecteurs.

**39.** Outre l'avis de dommages requis à l'article 29 du présent règlement, l'assuré doit aussi aviser la Régie de la

(e) in the case of the early droppage of fruit in June or July: as soon as damage is apparent and not later than 10 July.

**30.** A notice of damage must be given every time any of the forces of nature covered by the insurance produces effects of a nature which reduces the yield or the quality of the insured crop.

**31.** The notice of damage must be given at a time when it is possible for the Régie to make routine investigations in the orchard, that is, account taken of the time limits fixed in section 29 of this Regulation, before the carrying out of emergency measures or before the damaged crop is picked.

**32.** Subject to section 31 of this Regulation, the latest acceptable date for a first notice of damage is fixed at 15 October.

**33.** The notice of damage may be given verbally or in writing. To be accepted, the notice of damage given verbally must be confirmed in writing.

**34.** The notice of damage must describe the variety affected, the extent of the damage and the cause of the anticipated loss in yield or reduction in quality.

**35.** The insured who fails to give notice of damage in the prescribed form and time limit cannot claim payment of an indemnity.

**36.** Upon receipt of a notice of damage in compliance with this Division, the Régie shall carry out a verification of damage through an inspector.

**37.** The verification of damage permits verification of the varieties affected, an evaluation of the extent of the damage and the determination of its cause.

The inspector shall also indicate in the report to be completed and signed by him any information relevant to the assessment of the claim.

#### Division IX

##### INDIVIDUAL APPRAISAL

**38.** For the purpose of determining, as the case may be, the loss in yield or the reduction in the quality of the damaged crop, the Régie shall carry out an individual appraisal of such crop through at least two inspectors.

**39.** In addition to the notice of damage required in section 29 of this Regulation, the insured shall also advise the

date probable où il compte entreprendre la cueillette de la récolte endommagée.

Cet avis qui doit être produit au moins 10 jours avant la date probable de la cueillette peut être formulé verbalement ou par écrit. L'avis formulé verbalement est acceptable s'il est confirmé par écrit.

**40.** Lorsque la récolte est endommagée pour une première fois dans les 10 jours qui précèdent la date probable de la cueillette ou pendant la cueillette, l'assuré, en formulant l'avis de dommages requis, doit indiquer que ces travaux ont débuté ou sont sur le point de débiter.

**41.** L'assuré perd son droit à l'indemnité lorsque, après avoir formulé l'avis requis aux articles 39 et 40 du présent règlement, il livre la totalité ou une partie de sa récolte, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de la Régie, à moins qu'il puisse prouver à la satisfaction de la Régie, avec les pièces justificatives à l'appui, les quantités livrées à un emballer commercial ou à une entreprise de transformation ou gardées en consignation dans un entrepôt.

**42.** L'expertise individuelle est exécutée par la méthode d'échantillonnage, soit pour la quantité, soit pour la qualité, des pommes dans le verger avant la cueillette ou pendant la cueillette en ce qui regarde l'article 40.

**43.** L'échantillonnage de la récolte dans le verger est exécuté, selon les méthodes et procédures suivantes:

- a) les inspecteurs délimitent le verger en lopins. L'apparence de la récolte doit présenter, dans chaque lopin, un caractère d'homogénéité;
- b) dans chaque lopin, des pommiers sont choisis au hasard, par groupe d'âge des variétés à échantillonner. Le nombre de pommiers à échantillonner est fixé, compte tenu de la nature des dommages, selon les normes statistiques pertinentes;
- c) dans chacun des pommiers choisis, les inspecteurs procèdent, au hasard, à la cueillette des pommes. La cueillette doit s'effectuer sur tout le volume d'un pommier;
- d) pour chaque pommier ou groupe de pommiers échantillonnés, les inspecteurs notent individuellement leur estimation de la récolte et, s'il y a lieu, la proportion de cette récolte qui, par suite des divers risques couverts, est déclassée de la catégorie extra de fantaisie à une catégorie inférieure.

**44.** Le rendement réel, tant en quantité qu'en qualité, est établi sur la base des échantillons prélevés en vertu des articles 42 et 43 du présent règlement; la Régie peut, en

Régie of the probable date on which he intends to undertake picking of the damaged crop.

Such notice which must be produced at least 10 days before the probable date of the picking may be given verbally or in writing. The notice given verbally must be confirmed in writing.

**40.** When the crop is damaged for the first time within the 10 days preceding the probable date of picking or during picking, the insured, in giving the notice of damage required, must indicate that such work has started or is on the point of starting.

**41.** The insured is not entitled to indemnity when, after having given the notice required in section 39 and 40 of this Regulation, he delivers all or a part of his crop without having obtained the written authorization of the Régie beforehand, unless he can prove to the satisfaction of the Régie, with supporting documents, the quantities delivered to a commercial packer or to a processing industry or kept in consignment in a storage place.

**42.** Individual appraisal is made by the sampling method, either in respect of quantity or of quality, of apples in the orchard prior to or during picking having regard to section 40.

**43.** The sampling of the crop in the orchard is made according to the following methods and procedures:

- (a) the inspectors delimit the orchard into strips. The appearance of the crop must present, in each strip, a character of homogeneity;
- (b) in each strip, the trees shall be selected at random, by age group of the varieties to be sampled. The number of apple trees to be sampled shall be fixed, account taken of the nature of the damage, according to relevant statistical norms;
- (c) in each of the selected apple trees, the inspectors shall pick the apples at random. The picking must be carried out on the entire volume of the apple tree.
- (d) for each apple tree or group of apple trees sampled, the inspectors shall individually note their appraisal of the crop and, where necessary, the proportion of such crop which, as a result of the various risks covered, is to be declassified from the extra fancy category to an inferior category.

**44.** The actual yield, both in quantity and quality, shall be established on the basis of the samples taken pursuant to sections 42 and 43 of this Regulation; the Régie may,

autre, exiger toute pièce justificative qu'elle juge nécessaire pour compléter ou vérifier le rendement réel.

**45.** La diminution de qualité de la récolte de pommes est évaluée selon les normes prescrites au tableau A de l'annexe du «Règlement sur les fruits et légumes frais» promulgué sous le régime de la Loi des produits agricoles et des aliments (S.R.Q., 1964, c. 119).

Si le pourcentage de grêle obtenu par l'expertise contribue à déclasser les pommes à une catégorie inférieure, le pourcentage de déclassement causé par la grêle sera établi par la Régie selon l'échelle ci-dessous:

<i>Pourcentage de grêle obtenu à l'expertise</i>	<i>Pourcentage de grêle alloué</i>
1 à 35%	Pourcentage effectivement constaté
36 à 50%	50%
51% à 75%	75%
76% et plus	100%

**46.** Lorsque les dommages se produisent à une époque où la cueillette d'une ou de plusieurs variétés est terminée en totalité ou en partie, le rendement réel correspond au rendement obtenu si ce dernier est supérieur au rendement assurable:

a) rendement réel: le rendement moyen assurable qui correspond aux variétés déjà cueillies ou la quantité entreposée ou livrée, lorsque cette quantité est supérieure au rendement moyen assurable et que des pièces justificatives sont disponibles.

**47.** Les inspecteurs qui procèdent à une expertise individuelle informent l'assuré des motifs de leur visite et lui font signer un document reconnaissant l'exécution de cette expertise individuelle.

Une copie de ce document doit être remise à l'assuré.

L'absence de l'assuré ou de son préposé, au cours de cette visite, doit être notée sur le document.

### Section X INDEMNITÉ

**48.** Pour réclamer le paiement d'une indemnité, l'assuré doit:

- a) avoir formulé l'avis de dommages, dans les plus brefs délais et
- b) avoir permis la constatation de dommages et l'expertise individuelle par la Régie.

**49.** Au cas de perte de rendement, l'indemnité à laquelle l'assuré a droit est établie d'après la différence entre

in addition, require any supporting documents it deems necessary to complete or verify the actual yield.

**45.** The reduction in quality of the apple crop shall be valued according to the standards prescribed in Table "A" of the schedule to the "Regulation concerning fresh fruit and vegetables" promulgated under the Agricultural Products and Food Act (R.S.Q., 1964, c. 119).

Where the percentage of hail obtained by the appraisal is a contributing factor in the declassification of apples into a lower category, the percentage of declassification caused by hail shall be established by the Régie in accordance with the following scale:

<i>Percentage of hail obtained at appraisal</i>	<i>Percentage of hail allocated</i>
1 to 35%	Percentage actually ascertained
36 to 50%	50%
51 to 75%	75%
76% and over	100%

**46.** When damage occurs at a time when the picking of one or several varieties is terminated in whole or in part, the appraisal of the actual yield shall correspond to the yield obtained if the latter is greater than the insurable yield:

(a) actual yield: the insurable average yield which corresponds to the varieties already picked or the quantity stored or delivered, where such quantity is greater than the insurable average yield and supporting documents are available.

**47.** The inspectors who make an individual appraisal shall advise the insured of the reasons for their visit and have him sign a document acknowledging the carrying out of such individual appraisal.

A copy of the document shall be given to the insured.

The absence of the insured or his employee during such visit must be indicated on the document.

### Division X INDEMNITY

**48.** To claim payment of an indemnity, the insured must:

- (a) have given the notice of damage without delay; and
- (b) have permitted verification of damage and an individual appraisal by the Régie.

**49.** In the case of a loss in yield, the indemnity to which the insured is entitled is determined according to the

le rendement assuré et le rendement réel qui sont évalués sur la base du prix unitaire fixé par la Régie en vertu de l'article 62 de la Loi et indiqué au certificat d'assurance.

difference between the insured and actual yield, valued on the basis of the unit price fixed by the Régie pursuant to section 62 of the Act and indicated in the insurance certificate.

### Section XI

#### DISPOSITIONS FINALES

**50.** Lorsqu'un assuré abandonne ou détruit un verger en totalité ou en partie, sans l'autorisation écrite de la Régie, l'assurance est annulée pour la partie ainsi abandonnée ou détruite et, s'il y a lieu, le rendement et la valeur assurés sont modifiés de façon à ne couvrir que la partie qui reste en production. Dans ce cas, la révision du rendement et de la valeur assurés ne peut donner droit à un remboursement de cotisation.

**51.** L'assuré, dès qu'il réalise son impossibilité à exécuter la cueillette à la date prévue à l'article 14 du présent règlement, doit en aviser la Régie, dans les plus brefs délais, en précisant les causes de cet état de fait. L'avis peut être formulé verbalement ou par écrit. L'avis formulé verbalement est acceptable s'il est confirmé par écrit.

**52.** Si l'action nuisible de l'un ou l'autre des éléments contres lesquels la récolte est assurée résulte du fait d'un tiers, la Régie, en effectuant le paiement de l'indemnité, a droit à la cession des droits de recours de l'assuré contre le tiers et peut, en intentant une action au nom de l'assuré, invoquer ces droits.

**53.** Un verger cultivé de façon occasionnelle est celui auquel le producteur n'accorde pas l'attention et les soins que requiert normalement un tel type d'exploitation.

L'équivalence en usage aux fins de l'application du présent programme d'assurance est la suivante:

1 boisseau = 1.25 pied cube

#### **54.** Âge des pommiers

- a) pommier planté: l'âge est établi d'après le nombre d'années révolues depuis la plantation;
- b) pommier greffé: l'âge est établi d'après le nombre d'années révolues à compter de la cinquième année de la greffe;

#### Groupes d'âge

##### a) pommiers ordinaires

- 1er groupe: 6 à 10 ans
- 2ième groupe: 11 à 15 ans
- 3ième groupe: 16 à 25 ans
- 4ième groupe: 26 ans et plus

### Division XI

#### FINAL PROVISIONS

**50.** Where an insured abandons or destroys all or part of an orchard without the written authorization of the Régie, the insurance for the part thus abandoned or destroyed is cancelled and, where applicable, the yield and the insured value are modified so as to cover only the part which remains in production. In such case, the revision of the insured yield and value does not entitle the insured to a repayment of assessment.

**51.** As soon as the insured realizes that he cannot complete his picking by the date prescribed in section 14 of this Regulation, he must notify the Régie without delay specifying his reasons therefor. The notice may be given verbally or in writing. To be accepted, the notice given verbally must be confirmed in writing.

**52.** If the harmful effect of one or other of the forces against which the crop is insured is caused by a third party, the Régie, in paying the indemnity, is entitled to obtain a transfer of the insured's rights of recourse against the third party and may, in taking an action in the name of the insured, invoke such rights.

**53.** An orchard cultivated on a casual basis is one to which the producer does not give the attention and care normally required for such type of operation.

The standard equivalence used for the purposes of application of this insurance program is the following:

1 bushel = 1.25 cubic feet

#### **54.** Age of apple trees

- (a) planted apple tree: the age is established according to the number of years completed since planting;
- (b) grafted apple tree: the age is established according to the number of years completed from the fifth year of the graft;

#### Age groups

##### (a) ordinary apple trees

- 1st group: 6 to 10 years
- 2nd group: 11 to 15 years
- 3rd group: 16 to 25 years
- 4th group: 26 years and over

**b) pommiers semi-nains**

Les pommiers de 4 à 10 ans sont compris dans le groupe de 6 à 10 ans établi pour les pommiers ordinaires.

Quant aux autres pommiers semi-nains, ils sont classés, compte tenu de leur âge, selon les normes établies en *a*.

Équivalences en unité-arbre d'après le groupe d'âge

*Groupe d'âge**Unité-arbre*

6 à 10 ans	=	.16
11 à 15 ans	=	.41
16 à 25 ans	=	.76
26 ans et plus	=	1.00

1087-o

**(b) semi-dwarf apple trees**

Apple trees of 4 to 10 years shall be comprised in the 6 to 10 year group established for ordinary apple trees.

As regards other semi-dwarf apple trees, they shall be classified, account taken of their age, according to the standards established in *a*.

Equivalences in tree-units according to the age group

*Age group**Tree-unit*

6 to 10 years	=	.16
11 to 15 years	=	.41
16 to 25 years	=	.76
26 years and over	=	1.00

1087-o

INDEX	Textes réglementaires (Rèlements)	Abréviations: A — Abrogé N — Nouveau M — Modifié			
		Rèlements — Lois	Enregistrement No	Date	Page
Aide au développement industriel du Québec, Loi de l' ... - Règlement .....	Règ. 76-213	27-04-76	2977	M	
(1971, c. 64)					
Assurance-récolte, Loi sur l' ... - Pommes .....			3031	Projet	
(1974, c. 31)					
Code des professions - Conseillers d'orientation - Affaires du Bureau et assemblées générales .....	Règ. 76-212	20-04-76	2981	Avis	
(1973, c. 43)					
Code des professions - Infirmières et infirmiers auxiliaires - Dossiers d'une infirmière ou d'un infirmier auxiliaire ces- sant d'exercer .....	Règ. 76-205	20-04-76	2987	Avis	
Code des professions - Infirmières et infirmiers auxiliaires - Publicité .....	Règ. 76-206	20-04-76	2993	Avis	
(1973, c. 43)					
Code des professions - Ingénieurs forestiers - Dossiers d'un ingénieur forestier cessant d'exercer .....	Règ. 76-208	20-04-76	2997	Avis	
(1973, c. 43)					
Code des professions - Médecins - Affaires du Bureau et assemblées générales .....	Règ. 76-251	06-05-76	3003	Avis	
(1973, c. 43)					
Code des professions - Médecins vétérinaires - Procédure du comité d'inspection professionnelle .....	Règ. 76-210	20-04-76	3007	Avis	
(1973, c. 43)					
Code des professions - Podiatres - Procédure du comité d'inspection professionnelle .....	Règ. 76-209	20-04-76	3015	Avis	
(1973, c. 43)					
Commission de police - Règ. no 14 - Identification des véhicules des corps de police municipaux .....			3025	Projet	
(Loi de police, 1968, c. 17)					
Conseillers d'orientation - Affaires du Bureau et assem- blées générales .....	Règ. 76-212	20-04-76	2981	Avis	
(Code des professions, 1973, c. 43)					
Identification des véhicules des corps de police municipaux (Loi de police, 1968, c. 17)			3025	Projet	
Infirmières et infirmiers auxiliaires - Dossiers d'une infir- mière ou d'un infirmier auxiliaire cessant d'exercer .....	Règ. 76-205	20-04-76	2987	Avis	
(Code des professions, 1973, c. 43)					
Infirmières et infirmiers auxiliaires - Publicité .....	Règ. 76-206	20-04-76	2993	Avis	
(Code des professions, 1973, c. 43)					

## INDEX — Fin

Règlements — Lois	Enregistrement		Page	Commentaires
	No	Date		
Ingénieurs forestiers — Dossiers d'un ingénieur forestier cessant d'exercer . . . . . (Code des professions, 1973, c. 43)	Règ. 76-208	20-04-76	2997	Avis
Médecins — Affaires du Bureau et assemblées générales . . . . . (Code des professions, 1973, c. 43)	Règ. 76-251	06-05-76	3003	Avis
Médecins vétérinaires — Procédure du comité d'inspection professionnelle . . . . . (Code des professions, 1973, c. 43)	Règ. 76-210	20-04-76	3007	Avis
Mesures anti-inflationnistes, Loi concernant les . . . — Régie des mesures anti-inflationnistes — Siège social . . . . . (1975, c. 16)	Règ. 76-216	27-04-76	2979	
Podiatres — Procédure du comité d'inspection professionnelle . . . . . (Code des professions, 1973, c. 43)	Règ. 76-209	20-04-76	3015	Avis
Pommes . . . . . (Loi sur l'assurance-récolte, 1974, c. 31)			3031	Projet
Régie des mesures anti-inflationnistes — Siège social . . . . . (Loi concernant les mesures anti-inflationnistes, 1975, c. 16)	Règ. 76-216	27-04-76	2979	
Réserves écologiques, Loi sur les . . . — Rivière du Moulin — Réserve écologique . . . . . (1974, c. 29)	Règ. 76-197	13-04-76	2973	
Rivière du Moulin — Réserve écologique . . . . . (Loi sur les réserves écologiques, 1974, c. 29)	Règ. 76-197	13-04-76	2973	
Transports, Loi des, modifiée — Entrée en vigueur des articles 7 et 37 le 3 mai 1976 . . . . . (1975, c. 45)			3023	Proclamation

INDEX	Statutory Instruments (Regulations)	Abbreviations: A — Abroged N — New M — Modified			
		Regulations — Statutes	Registration No.	Date	Page
Anti-inflation measures, Act respecting . . . — Inflation Control Commission — Head office . . . . .	(1975, c. 16)	Reg. 76-216	27-04-76	2979	
Apples . . . . .	(Crop Insurance Act, 1974, c. 31)			3031	Draft
Crop Insurance Act — Apples . . . . .	(1974, c. 31)			3031	Draft
Ecological reserves, Act respecting . . . — Rivière du Moulin, ecological reserve . . . . .	(1974, c. 29)	Reg. 76-197	13-04-76	2973	
Forest Engineers — Records of a forest engineer who ceases to practise . . . . .	(Professional Code, 1973, c. 43)	Reg. 76-208	20-04-76	2997	Notice
Guidance Counsellors — Business of the Bureau and general meetings . . . . .	(Professional Code, 1973, c. 43)	Reg. 76-212	20-04-76	2981	Notice
Identification of municipal police force vehicles . . . . .	(Police Act, 1968, c. 17)			3025	Draft
Inflation Control Commission — Head office . . . . .	(Act respecting anti-inflation measures, 1975, c. 16)	Reg. 76-216	27-04-76	2979	
Nursing Assistants — Advertising . . . . .	(Professional Code, 1973, c. 43)	Reg. 76-206	20-04-76	2993	Notice
Nursing Assistants — Records of a nursing assistant who ceases to practise . . . . .	(Professional Code, 1973, c. 43)	Reg. 76-205	20-04-76	2987	Notice
Physicians — Business of the Bureau and general meetings . .	(Professional Code, 1973, c. 43)	Reg. 76-251	06-05-76	3003	Notice
Podiatrists — Procedure of the professional inspection committee . . . . .	(Professional Code, 1973, c. 43)	Reg. 76-209	20-04-76	3015	Notice
Police Commission — By-law No. 14 — Identification of municipal police force vehicles . . . . .	(Police Act, 1968, c. 17)			3025	Draft
Professional Code — Forest Engineers — Records of a forest engineer who ceases to practise . . . . .	(1973, c. 43)	Reg. 76-208	20-04-76	2997	Notice
Professional Code — Guidance Counsellors — Business of the Bureau and general meetings . . . . .	(1973, c. 43)	Reg. 76-212	20-04-76	2981	Notice

## INDEX — Concluded

Regulations — Statutes	Registration		Page	Comments
	No.	Date		
Professional Code — Nursing Assistants — Advertising. . . . . (1973, c. 43)	Reg. 76-206	20-04-76	2993	Notice
Professional Code — Nursing Assistants — Records of a nursing assistant who ceases to practise. . . . . (1973, c. 43)	Reg. 76-205	20-04-76	2987	Notice
Professional Code — Physicians — Business of the Bureau and general meetings. . . . . (1973, c. 43)	Reg. 76-251	06-05-76	3003	Notice
Professional Code — Podiatrists — Procedure of the profes- sional inspection committee. . . . . (1973, c. 43)	Reg. 76-209	20-04-76	3015	Notice
Professional Code — Veterinary Surgeons — Procedure of the professional inspection committee. . . . . (1973, c. 43)	Reg. 76-210	20-04-76	3007	Notice
Québec Industrial Development Assistance Act — Regula- tion. . . . . (1971, c. 64)	Reg. 76-213	27-04-76	2977	M
Rivière du Moulin — Ecological reserve. . . . . (Act respecting ecological reserves, 1974, c. 29)	Reg. 76-197	13-04-76	2973	
Transport Act, amended — Coming into force of sections 7 and 37 on May 3, 1976. . . . . (1975, c. 45)			3023	Proclamation
Veterinary Surgeons — Procedure of the professional in- spection committee. . . . . (Professional Code, 1973, c. 43)	Reg. 76-210	20-04-76	3007	Notice

## TABLE DES MATIÈRES TABLE OF CONTENTS

## TEXTES RÉGLEMENTAIRES (Règlements) STATUTORY INSTRUMENTS (Regulations)

No d'enregistrement	A.C.	Recommandé ou établi par	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
Registration No.	O.C.	Recommended or made by	Name of statutory instrument or other document	
Règ. 76-197	4506-76	Terres et forêts	Rivière du Moulin - Réserve écologique / <i>Ecological reserve</i> . . . . .	2973
Règ. 76-205	1407-76	Conseil exécutif	Infirmières et infirmiers auxiliaires / <i>Nursing Assistants</i> - Dossiers d'une infirmière ou d'un infirmier auxiliaire cessant d'exercer / <i>Records of a nursing assistant who ceases to practise</i> . . . . .	2987
Règ. 76-206	1408-76	Conseil exécutif	Infirmières et infirmiers auxiliaires / <i>Nursing Assistants</i> - Publicité / <i>Advertising</i> . . . . .	2993
Règ. 76-208	1409-76	Conseil exécutif	Ingénieurs forestiers / <i>Forest Engineers</i> - Dossiers d'un ingénieur forestier cessant d'exercer / <i>Records of a forest engineer who ceases to practise</i> . . . . .	2997
Règ. 76-209	1410-76	Conseil exécutif	Podiatres / <i>Podiatrists</i> - Procédure du comité d'inspection professionnelle / <i>Procedure of the professional inspection committee</i> . . . . .	3015
Règ. 76-210	1411-76	Conseil exécutif	Médecins vétérinaires / <i>Veterinary Surgeons</i> - Procédure du comité d'inspection professionnelle / <i>Procedure of the professional inspection committee</i> . . . . .	3007
Règ. 76-212	1406-76	Conseil exécutif	Conseillers d'orientation / <i>Guidance Counsellors</i> - Affaires du Bureau et assemblées générales / <i>Business of the Bureau and general meetings</i> . . . . .	2981
Règ. 76-213	1423-76	Industrie et commerce	Aide au développement industriel / <i>Industrial Development Assistance</i> - Règlement / <i>Regulation</i> - (Mod. Amend.) . . . . .	2977
Règ. 76-216	1490-76	Conseil exécutif	Régie des mesures anti-inflationnistes / <i>Inflation Control Commission</i> - Siège social / <i>Head office</i> . . . . .	2979
Règ. 76-251	1657-76	Conseil exécutif	Médecins / <i>Physicians</i> - Affaires du Bureau et assemblées générales / <i>Business of the Bureau and general meetings</i> . . . . .	3003

## AVIS

Conseillers d'orientation - Affaires du Bureau et assemblées générales

Infirmières et infirmiers auxiliaires - Dossiers d'une infirmière ou d'un infirmier auxiliaire cessant d'exercer

## NOTICES

Guidance Counsellors - Business of the Bureau and general meetings . . . . .

Nursing Assistants - Records of a nursing assistant who ceases to practise . . . . .

2981

2987

---

**TABLE DES MATIÈRES — Fin / TABLE OF CONTENTS — Concluded**


---

**AVIS — Suite**

Infirmières et infirmiers auxiliaires / Publicité
Ingénieurs forestiers - Dossiers d'un ingénieur forestier cessant d'exercer
Médecins - Affaires du Bureau et assemblées générales
Médecins vétérinaires - Procédure du comité d'inspection professionnelle
Podiatres - Procédure du comité d'inspection professionnelle

**NOTICES — Continued**

Nursing Assistants - Advertising . . . . .	2993
Forest Engineers - Records of a forest engineer who ceases to practise . . . . .	2997
Physicians - Business of the Bureau and general meetings . . . . .	3003
Veterinary Surgeons - Procedure of the professional inspection committee . . . . .	3007
Podiatrists - Procedure of the professional inspection committee . . . . .	3015

**PROCLAMATION**

Transports, Loi des, modifiée - Entrée en vigueur des articles 7 et 37 le 3 mai 1976
--------------------------------------------------------------------------------------

**PROCLAMATION**

Transport Act, amended - Coming into force of sections 7 and 37 on May 3, 1976 . . . . .	3023
------------------------------------------------------------------------------------------	------

**PROJETS DE RÈGLEMENT**

Commission de police - Règ. no 14 - Identification des véhicules des corps de police municipaux
Pommes - Assurance

**DRAFT REGULATIONS**

Police Commission - By-law No. 14 - Identification of municipal police force vehicles . . . . .	3025
Apples - Insurance . . . . .	3031

---



